

20^{es} Assises Sol et Civilisation - 29 septembre 2011

Cité Internationale Universitaire de Paris - Espace Adenauer
17, boulevard Jourdan - 75014 Paris



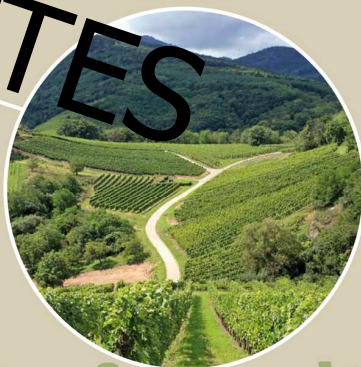
Territoire

Milieu rural



Développement

Gouvernance



LES ACTES

Sol et Civilisation

20 ANS

de débats et de rencontres

Homme

Agriculture

Gestion du vivant



Innover

Sol et Civilisation

Sol et Civilisation est une association créée en 1991 à l'initiative de responsables professionnels agricoles et de nombreuses personnalités issues de la société civile pour promouvoir une ruralité vivante source d'équilibres de société.

Sol et Civilisation est un centre de réflexion et de propositions. C'est un réseau ouvert sur le monde fédérateur et permettant le partage d'expériences.

Depuis sa création, Sol et Civilisation recherche et explore de nouvelles approches, concrètes et opératoires, permettant aux acteurs de prendre en charge effectivement un certain nombre de problématiques qui, mal gérées, déstabilisent leur activité ou leur territoire. Elle inscrit volontairement son action dans la durée. Trois thématiques constituent aujourd'hui le cœur de ses travaux :

- **Territoire et développement** : L'objectif est de rechercher les voies et les moyens permettant à de multiples parties prenantes de développer au sein d'un territoire des stratégies communes de développement durable et d'en mesurer les effets.
- **Développement économique des territoires ruraux** : L'objectif est de définir en quoi le milieu rural peut être un espace de ressources pour les acteurs économiques et de rechercher les démarches managériales permettant de s'inscrire dans une dynamique de création de valeur ajoutée locale.
- **Agriculture, territoire et société** : L'objectif est de développer des méthodes, outils et procédures appropriés, permettant au monde agricole en lien avec ses partenaires directs ou indirects de concevoir, mettre en œuvre et évaluer des projets innovants qui répondent aux multiples dimensions du développement durable.

Seule ou en partenariat, Sol et Civilisation organise et anime des groupes de travail, des études, des débats, des séminaires et des colloques. Sol et Civilisation appuie également des expérimentations de terrain, ce qui lui permet d'ancrer sa réflexion dans la réalité des territoires. Tous ces travaux font régulièrement l'objet de publications, une Lettre trimestrielle, des actes, des Cahiers, des rapports.

Sol et Civilisation est, enfin, partie prenante de plusieurs réseaux, français comme européens, sensibles à la dynamique rurale.



5, rue Joseph et Marie Hackin – 75116 PARIS
Tél. : 01 44 31 16 61 – Fax : 01 44 31 16 74
soletcivilisation@soletcivilisation.fr
<http://www.soletcivilisation.fr>

SOMMAIRE

Ouverture

par **Michel Ledru**, Président de Sol et Civilisation..... 6

Par **Jean-Paul Delevoye**, Président du Conseil Economique Social et Environnemental..... 9

Table Ronde

« **Fin ou renouveau des campagnes** » 18

Depuis vingt ans, la ruralité a bien changé. Encore largement agricole, démographiquement déprimée, souvent dépréciée, elle n'avait que peu d'avenir au début des années 90. La donne semble depuis s'être inversée. L'espace rural aujourd'hui attire et séduit, sa sociologie évolue et le monde agricole y est désormais largement minoritaire, ses activités se diversifient, son économie se transforme. Cette table-ronde cherchera à mieux comprendre les mutations et les dynamiques en cours pour porter un regard critique et prospectif sur cette France qui semble se « re-ruraliser ».

Est-ce un trompe l'oeil ?

Une mode ? Un phénomène durable ?

- **Jacques Arnould**, Ingénieur agronome et Historien des Sciences, chargé de mission au Centre national d'études spatiales (CNES)
- **Philippe Perrier-Cornet**, Directeur de recherche Inra, UMR MIOSA
- **Pierre Veltz**, Président Directeur Général de l'Établissement Public de Paris-Saclay

Table Ronde

« Le territoire, acteur du XXIème siècle » 48

Articuler le local et le global, conjuguer le marchand et le non-marchand, les projets individuels et collectifs, l'environnement et l'économie, le territoire peut être l'acteur d'une nouvelle synthèse créatrice. Mais comment faire territoire aujourd'hui alors que la mondialisation disperse et que l'individualisme tend à séparer ?

Des acteurs engagés au sein de Sol et Civilisation proposeront leur analyse nourrie de leurs expériences et de leurs initiatives.

- **René Caspar**, Économiste, ancien professeur à l'École Supérieure de Purpan
- **Jean-Paul Claret**, Maire d'Entremont le Vieux (Savoie), vice-président du Parc naturel régional de la Chartreuse
- **Dominique Olivier**, Directeur de la Coopérative agricole Sicaseli (Lot)
- **Anne-Claire Vial**, Secrétaire générale adjointe de l'AGPM (Association Générale des Producteurs de Mais), vice-présidente de la Chambre d'Agriculture de la Drôme

Table Ronde

« Sol et Civilisation, nostalgie ou projet d'avenir ? » 76

Le sol cultivé est le socle de notre civilisation européenne. Sa gestion, son aménagement, sa mise en valeur ont longtemps été la source de nos fondamentaux, qu'ils soient économiques, sociaux ou environnementaux.

Nos sociétés post-agricoles et post-industrielles s'en sont néanmoins progressivement écartées : mobilité des hommes, virtualisation financière, urbanisation.

L'Europe qui se cherche dans la mondialisation doit-elle oublier ses racines ? Les territoires ruraux et l'agriculture peuvent-ils être aux avant-postes d'une nouvelle modernité ?

- **Claire Bolduc**, Présidente de Solidarité Rurale du Québec
- **Pierre-Olivier Drège**, Directeur général de l'AGPB (Association Générale des Producteurs de Blé)
- **Luc Guyau**, Président indépendant du Conseil de la FAO
- **Antoine Rufenacht**, Maire du Havre de 1995 à 2010, Commissaire général pour le développement de la Vallée de Seine
- **Dominique Wolton**, Directeur de l'Institut des Sciences de la Communication du CNRS

Clôture

par **Jacques Delors**, Président fondateur de Notre Europe110

Ouverture

Michel Ledru, président de Sol et Civilisation

Messieurs les ministres, Monsieur le président du Conseil économique, social et environnemental (CESE), Mesdames, Messieurs les élus, Mesdames, Messieurs les présidents et directeurs, Mesdames, Messieurs les hauts fonctionnaires, chère Marie-Thérèse, chers amis, au nom du Conseil d'Administration, de notre Comité d'Orientation et de toute l'équipe, je suis très heureux de vous accueillir pour les 20^e Assises de Sol et Civilisation, pour ce 20^e anniversaire.

Comme chaque année, je me réjouis de retrouver beaucoup de compagnons de route et de vous accueillir aussi nombreux. Il ne m'est pas possible, vous le savez, de saluer chacun d'entre vous, vous le comprenez aisément, mais je tiens à vous remercier très chaleureusement pour votre présence. Elle marque l'intérêt que vous portez à notre association et nous invite à persévérer dans nos travaux et réflexions. Vous me permettrez néanmoins, en ce début de journée, d'avoir un mot particulier pour nos amis de Fert, son président, Henri de Benoist, ses équipes et partenaires. L'association Fert, avec qui nous sommes liés par les valeurs, par les hommes et aussi parfois par les projets, fête cette semaine même ses 30 ans. 30 ans au service du développement agricole dans beaucoup de pays, 30 ans de solidarité active, 30 ans d'engagement humaniste. Je leur souhaite un très bon anniversaire. Vous me permettrez enfin d'excuser certaines personnalités qui n'ont pu se joindre à nous, mais qui m'ont transmis leurs excuses et regrets. Je n'en citerai pas beaucoup, je citerai deux de nos parrains : le Président Jacques Chirac et Michel Rocard.

Je voudrais maintenant revenir en quelques mots sur le petit film que nous venons de voir et en tirer quelques éléments pour lancer la journée. Vous l'avez compris, ce film rappelle nos origines, nos racines avec « le dimanche des Terres de France ». Il y a précisément 20 ans, le 29 septembre 1991, ce fut un moment intense dont nous ressentons encore aujourd'hui, avec émotion, je ne vous le cache pas, l'accueil chaleureux des Parisiens, l'élan enthousiaste qu'il souleva et la force du message qu'il transmet. Une société qui oublie une partie de ses territoires, qui néglige le monde rural et ses agriculteurs ne peut durablement maintenir son équilibre. Je voudrais, dès lors, rendre hommage à nos deux premiers présidents, Raymond Lacombe le fondateur et Gérard de Caffarelli qui

l'accompagna et le remplaça. Hommage aussi à Jean Dupuis, leur proche conseiller, qui su bâtir le projet et en permettre l'épanouissement. Ils nous ont quittés, mais leur message raisonne encore. Ils ont su, avec d'autres hommes, comme Pierre Fauconnet, qui vient lui aussi de nous quitter, poser la question de l'avenir agricole et du devenir des territoires ruraux, non pas comme un enjeu sectoriel ou catégoriel, mais bien comme un enjeu de société. À leurs yeux, point de fatalité, point de défaitisme. Le sol n'est pas seulement un substrat physique, utile, l'agriculture une activité marchande comme les autres et les territoires ruraux des espaces intermédiaires entre deux agglomérations. Le sol, l'agriculture, les territoires ruraux étaient les éléments structurants de notre société et dans les bouleversements actuels, ils peuvent être les ferments, les vecteurs et les partenaires d'un projet de développement plus équilibré pour relier l'homme à son territoire sans pour autant l'y enfermer. Ces convictions gardent toute leur modernité. Depuis les années 90, apparaissent, de plus en plus fréquentes, des crises de natures diverses : écologiques, alimentaires, financières, à l'étendue géographique variable d'un pays à un continent, mais aussi à l'ensemble du monde. Portées par une médiatisation extrême, leur gravité et leurs portées peuvent être déformées. Elles n'en restent pas moins profondes et appellent à promouvoir d'autres voies de développement.

Aujourd'hui, le monde est contraint par des forces financières qui fragilisent chaque jour nos économies, économies qui sont soumises aux fluctuations du commerce et de l'échange marqués par la spéculation, les aléas boursiers et les errements monétaires. La production agricole et alimentaire est alors souvent réduite à une simple matière première, à un simple minerai. Dans ce monde qui se pense désormais de plus en plus dans l'abstraction et le virtuel, qui oublie le temps des saisons pour privilégier celui de l'immédiat, même le politique se laisse influencer par la sensibilité et l'émotion du moment oubliant la raison et les convictions qui doivent le guider. Ce monde s'effraie des déséquilibres globaux comme le réchauffement climatique, mais oublie aussi souvent les désordres locaux. La ruralité a un rôle à jouer. Un rôle qui ne se résume pas seulement à la tenue d'un espace et à des productions, même reconnues comme essentielles. La ruralité peut être porteuse d'une autre façon d'être ensemble, responsable d'un espace où se pensent et s'épanouissent de nouvelles solidarités entre l'homme et son milieu, entre les hommes eux-mêmes, un espace où se créent de nouvelles valeurs ajoutées, individuelles et collectives.

Voilà donc, inspirée par ce souffle originel, l'ambition de Sol et Civilisation qui ne se dément pas depuis maintenant 20 ans : accompagner, montrer et aider ces innovations rurales pour imaginer d'autres voies de développement. Nous restons ainsi convaincus que les territoires agricoles et ruraux, en particulier les territoires français, par leurs caractéristiques, leurs histoires et leurs projets, constituent ainsi tout un système riche d'expériences et d'enseignements. Cette journée ne se veut pas pour autant nostalgique. Ce serait d'ailleurs contraire à l'esprit de nos fondateurs qui n'ont jamais cherché à défendre un modèle figé, une ruralité perdue et quelque peu romantique. Nous avons voulu saisir l'occasion de cet anniversaire pour justement repenser cette relation qui nous semble féconde entre le sol et la civilisation, entre l'homme et son territoire, en la confrontant au contexte de notre temps et aux enjeux à venir. Je formulerai ainsi trois grandes questions :

Face à l'urbanisation croissante et diffuse, comment la ruralité se refonde-t-elle ?

Quelle sera sa place demain ?

Quel pourra être son rôle ?

Peut-on raisonnablement penser, pour reprendre un slogan bien célèbre, « Un pays sans paysans », une ruralité sans agriculture, une agriculture sans agriculteurs ou presque ?

En quoi et comment le territoire, plus globalement, peut-il être un espace pertinent pour agir dans la mondialisation et créer de nouvelles solidarités ?

Voilà des débats qui n'interrogent pas seulement notre pays et auxquels je vous invite pour fêter avec nous nos 20 ans et nous projeter dans l'avenir. Ces échanges seront animés, je l'en remercie très chaleureusement par un membre de notre Comité d'Orientation, Claude Beaufort. Merci Claude pour ton actif soutien. Je voudrais également saluer tous les intervenants de la journée. Le plateau est très divers et riche en personnalités. C'est assurément un gage de qualité. Je voudrais enfin remercier très respectueusement Monsieur Jean-Paul Delevoye, Monsieur Jacques Delors et Monsieur Antoine Rufenacht, personnalités politiques d'horizons divers, d'avoir accepté de venir respectivement ouvrir, conclure et participer à cette journée marquante. Leur présence et leur participation nous honorent et sont pour nous une marque forte d'encouragement.

Mesdames, Messieurs, chers amis, au moment où l'on fête ces 20 ans, il est de tradition de faire un vœu. Ce vœu sera simple : que Sol et Civilisation, avec les hommes de bonne volonté qui la composent, avec tous ceux qui la soutiennent, puisse contribuer à favoriser et à accompagner la vitalité des territoires, sources d'équilibre de la société et de plus d'humanisme.

Je vous remercie.

Quelques mots, si vous le permettez, Monsieur le président, pour vous présenter : Jean-Paul Delevoye, maire de Bapaume, Pas de Calais, ministre, président des maires de France, Médiateur de la République, aujourd'hui président du Conseil économique, social et environnemental. Vous êtes venu conclure nos assises en 2003 et je ne cacherai pas que j'avais été impressionné par vos qualités d'orateur, bien sûr, mais plus encore par les analyses et les convictions qui sont les vôtres et dans lesquelles nous nous retrouvons tout naturellement. Je vous remercie d'avoir accepté très franchement et très simplement d'être avec nous aujourd'hui. C'est pourquoi je vous laisse maintenant la parole pour introduire nos 20^e Assises, anniversaire de Sol et Civilisation, merci.

Jean-Paul Delevoye, président du Conseil économique social et environnemental

Mesdames et Messieurs, cher président Ledru, chère Madame Lacombe, je me suis naturellement posé la question : pourquoi cette invitation ? Effectivement, il existe un lien très profond entre le Conseil économique, social et environnemental et le monde agricole. En effet, sont présents ici Jean-Michel le Métayer, qui en est un des membres, ainsi qu'un grand nombre d'anciens membres, dont Luc Guyau. Le Conseil Économique est très lié au monde paysan, partageant aussi aujourd'hui la problématique environnementale.

Le Conseil a aussi probablement une vocation très proche de la vôtre. Nous sommes aujourd'hui devant de grandes difficultés pour nos décideurs. Le décideur économique est sous la pression des actionnaires « à trois mois » et le décideur politique sous la pression des échéances électorales à deux ans. Quand manifestement, au moment où la restriction de l'espace de réflexion et de décision, et la restriction de l'espace temporel vont en contre sens, il faut aujourd'hui penser

« monde » et penser à 5 ou 10 ans et essayer d'analyser les forces qui sont en train de bouleverser complètement la structure de notre société. Et donc le CESE, qui s'inscrit dans cette notion de temporalité, de vision à moyen et long terme, est totalement en phase avec votre association qui, elle aussi, cherche à mesurer, à comprendre, à imaginer le monde de demain.

Monsieur le président, vous avez indiqué les questions qui sont les vôtres : quelle est la place de la ruralité ? Quelle est la place d'une ruralité sans paysans, d'une agriculture sans agriculteurs ? Quelles sont les nouvelles solidarités ? Je pense qu'il faut que nous soyons les uns et les autres aujourd'hui, convaincus, tout au moins interpellés, par l'extraordinaire période que nous vivons et les très grandes inquiétudes qu'elle suscite. Nous allons devoir faire face à des bouleversements complets de la société : c'est évidemment dans l'immédiat la crise financière, c'est aussi le basculement démographique qui va complètement changer le rapport entre personnes âgées et personnes jeunes, c'est aussi le défi alimentaire sur lequel nous reviendrons, les bouleversements de caractères idéologiques, car plus l'avenir est incertain, plus il y a des tentations très fortes de se réfugier dans des intégrismes protecteurs et dans des oppositions de pensée. Paradoxalement, au moment où nous n'avons jamais eu accès à autant de connaissances, à autant de capacités de se remettre en cause, il n'y a jamais eu autant d'incertitudes par rapport à l'avenir et autant de résistances par rapport au progrès. Et nous pourrions avoir des replis identitaires, des replis idéologiques, des replis territoriaux qui seraient complètement suicidaires, mais qui seraient paradoxalement soutenus par des votes démocratiques, car les réflexes des peuples ne sont pas toujours des réflexes salutaires. Ils sont des réflexes de survie et la notion de survie peut quelquefois faire en sorte que celui qui est en train de se noyer frappe celui qui est en train de le sauver.

Nous devons aussi réfléchir aux bouleversements engendrés par le passage de la société de l'oral à l'écrit, aujourd'hui aux nouvelles technologies, de l'agriculture à l'industrie à cette société nouvelle de l'immatériel dont personne ne parle. La société de l'immatériel représente 55 % de la croissance aux États-Unis. Quand on parle d'un Boeing ou d'un Airbus, on parle de sa carlingue, de ce que l'on voit, on n'imagine pas que la plus-value immatérielle est bien plus importante que l'aspect matériel. Et donc nous avons un problème, nous les Français. Nous

sommes très cartésiens et nous devons aujourd'hui tenter de mettre en équation des choses que l'on ne voit pas, qui sont un peu irrationnelles et des comportements que l'on a du mal à intégrer. Et c'est peut-être cela la force de votre association, la force du CESE, c'est d'essayer de se remettre en cause. Car j'ai une conviction profonde, c'est que nous pilotons la société d'aujourd'hui avec des outils d'hier. Et l'on demande à la société de s'adapter à nos outils et non pas à nos outils de s'adapter à la société. Et nous avons d'ailleurs tous les mêmes problèmes dans le monde agricole.

On voit bien que, quelquefois, on passe plus de temps à défendre nos structures qu'à défendre les causes pour lesquelles nos structures devraient s'adapter. Et combien de fois on a fusillé des filières agricoles tout simplement parce qu'on savait qu'il fallait fusionner des laboratoires et parce qu'il y avait des problèmes de personnes ? On a maintenu des structures qui ont fusillé, et la structure que l'on souhaitait défendre, et la cause que l'on prétendait défendre. Je pense que la situation dans laquelle vous vous trouvez aujourd'hui, c'est d'essayer de regarder quels sont les phénomènes d'instabilité lourde qui peuvent complètement faire implorer notre société, ou au contraire créer des forces qui peuvent la redynamiser. À propos des défis démographiques, un des sujets majeurs qui se trouve au cœur de la ruralité, c'est que nous avons une vision trop comptable des rapports entre personnes âgées et jeunesse, notamment sur la problématique des retraites et sur la problématique de la santé. Au nom de cet individualisme, de cette liberté individuelle que nous sommes en train de constater, nous sommes en train de passer d'une gestion collective à une gestion de rassemblement d'individus qui peuvent éventuellement adhérer à une vision collective. Ce n'est plus du tout la même chose. Avant, on était de droite, on était de gauche, on était paysan, on était ouvrier, on était assez structuré par des normes du collectif qui s'imposeraient à nos normes individuelles.

Aujourd'hui, chaque individu veut choisir son chemin, il ne veut plus appartenir, être instrumentalisé, y compris même dans l'engagement : « je ne veux pas être de droite ou de gauche, je veux choisir le projet de droite ou de gauche et je veux être libre de mon choix, y compris d'ailleurs en le remettant en cause ». Et il faut que nous intégrions cette donnée qui est extrêmement nouvelle, mais qui doit nous aider à anticiper ce qui peut faire exploser le vivre ensemble auquel nous sommes très clairement attachés. Je vais vous donner deux ou trois exemples.

La notion comptable des retraites a fait qu'on a complètement oublié le pacte de solidarité qu'il y avait entre ceux qui travaillaient et ceux qui

bénéficiaient de la retraite. Et cette vision comptable a fait que tout le monde a perdu le sens de l'impôt. On est passé de l'idée « quelle chance j'ai de payer un impôt pour un projet de société qui me permet d'accroître une politique de solidarité » à « l'impôt que je paye me prive de vacances, ça me perturbe ». Et celui qui reçoit cette aide de solidarité ne perçoit pas non plus le sens et la richesse qu'il a d'être dans un pays qui assure cette solidarité. Et on est en train, paradoxalement, au nom de politiques très nobles dans les objectifs, de créer des conflictualités d'intérêt qui font que celui qui paie des impôts estime qu'il en paie trop par rapport à des gens qui mériteraient d'être responsabilisés, ce qui n'est pas le cas. Et nous voyons monter très nettement un discours de plus en plus fréquent « je suis jeune, je ne vois pas pourquoi je paierais la dette et la retraite des anciens ». C'est la même chose sur un certain nombre d'offres administratives. Je pense, par exemple, à une étude qui va sortir dans relativement peu de temps sur la banlieue. Lorsque l'on posait la question aux jeunes : quelle est l'administration pour laquelle vous avez le plus de rejet ? Nous pensions tous que c'était la police. On vient de découvrir que c'est l'école. Tout simplement parce que les espérances d'un parcours républicain, d'un ascenseur social, sont aujourd'hui brisées et que la contrainte de ce parcours devient insupportable, faisant dire à ces jeunes « lorsque le système m'a mis dans cette solution, je n'ai que deux solutions : détruire le système ou me détruire moi-même ».

Et donc l'on voit bien que nos jeunes ont envie d'apprendre, mais quand on les contraint à apprendre, ils ont tendance à réagir en faisant le constat suivant : « avec un bac+2, je suis à Carrefour, payé 1 200 € par mois ». Et donc l'on voit bien qu'il y a d'extraordinaires capacités de mobilité. J'ai mis longtemps à comprendre que toutes les politiques publiques en France, contrairement à beaucoup d'autres pays, mettaient les personnes en situation d'échec et non pas devant la découverte de leurs potentialités. Si vous demandez à un Anglais ou un Américain comment dire « je suis nul », il ne sait pas vous répondre. Il n'existe pas de mot anglais ou américain pour dire ça. En France, « ta femme est partie, tu es nul ; tu es au chômage, tu es nul ; tu as échoué à l'école, tu es nul ». Nous sommes avec une génération montante et nouvelle qui n'est plus régulée uniquement par les aspects moraux comme les nôtres ou par des protections jusqu'à 18 ans avec des problèmes sexuels et de caractères freudiens. Nos jeunes, aujourd'hui, sont en quête d'identité et sont en mésestime d'eux-mêmes.

Et la France n'a pas un problème uniquement de dettes. Elle a un problème de confiance en elle-même. Croyez-vous à l'avenir de la

France ? La réponse est non. Croyez-vous en votre avenir individuel ? La réponse est oui. Et l'on voit bien qu'un des enjeux fondamentaux, ce n'est pas la maîtrise des budgets, ce n'est pas d'apaiser les marchés, mais c'est d'apaiser la jeunesse dans les inquiétudes qu'elle a d'elle-même et de son avenir. Et à partir du moment où le problème se pose dans cette nature, ce n'est plus un problème de territoire ville et campagne, mais c'est quel est le projet de société et le vivre ensemble que l'on peut mettre en place à la ville ou à la campagne ? Donc de grâce, au moment où la mondialisation a fait sauter toutes les frontières, n'en créez pas vous-même entre la ville et la campagne. Vous êtes complémentaires. Vous êtes sur de mêmes espaces de vie.

Le fait d'être à deux heures de TGV de Lyon fait que Lyon est la banlieue parisienne. Nous avons un problème culturel — nous sectorisons, et nous normalisons — qui fait qu'au nom de ces normes « vous êtes dans les clous ou vous n'êtes pas dans les clous ». Nous sommes en train de créer une société d'exclusion plutôt qu'une société d'inclusion. Nous sommes un territoire français dans un espace européen qui a une responsabilité lourde d'importer un projet de société à l'échelle du monde qui ne peut pas, aujourd'hui, introduire de la compétitivité entre les uns et entre les autres. Sinon les lois républicaines que nos ancêtres ont mises en place pour lutter contre les privilèges et qui étaient censées protéger les faibles, paradoxalement aujourd'hui, risquent de protéger les forts. Et en ce moment où notre société est structurée par des combustibles hautement inflammables, plus l'individu est conscient de sa liberté, plus il est fragile et moins il supporte les inégalités. Et aujourd'hui, nous avons un choc : des individus sont de plus en plus inquiets sur leur devenir, constatant que les autres ne sont pas comme eux et qu'il y a des inégalités qui deviennent insupportables. Il s'agit de la crainte de l'autre, d'un racisme d'assiette : « plus l'avenir est incertain moins j'ai envie de partager avec l'autre et j'ai envie de rejeter l'autre dès qu'il risque d'être un facteur de fragilisation de mon confort ». Et nous sommes, tous les uns les autres, dans une véritable hypocrisie, dans laquelle d'ailleurs, mais sans vouloir en faire le procès, toute la classe politique depuis 40 ans, qui cherchait à conquérir le pouvoir, a eu comme vocation dans cette société de consommation de séduire un électeur même si elle perdait un citoyen.

Et l'on voit bien qu'aujourd'hui, nous ne pourrions pas construire des espérances collectives sur des désespérances individuelles et des responsabilités collectives sur des irresponsabilités individuelles.

Notre mission, notre responsabilité, notre engagement, c'est de

transformer les consommateurs d'aujourd'hui en acteurs de demain, de faire en sorte que les consommateurs de nos territoires deviennent acteurs de nos territoires, de faire en sorte que les consommateurs de nos institutions de la république — qui ne veulent pas que le professeur soit bon, mais qu'il mette 20 à leur enfant ; que le juge soit bon, qu'on fasse mal à celui qui m'a fait mal — deviennent des citoyens, conscients de la responsabilité qu'ils ont dans la mise en œuvre de leur territoire.

Et c'est là où votre histoire, votre spécificité, apporte des éléments extrêmement importants de stabilité dans ce monde de plus en plus instable. Nous sommes dans un monde où les émotions l'emportent sur les convictions. Et n'importe quel système politique, n'importe quel système économique le plus solide soit-il, peut être demain balayé par des émotions largement médiatisées. Nous avons besoin de facteurs de stabilité. Nous avons besoin de temporalité nouvelle. Nous sommes dans une société stressée psychologiquement. Quand nous étions dans une société rurale, agricole, il y avait la promesse spirituelle. C'était le sol que l'on travaillait. L'industrie, on travaillait la matière, il y avait une promesse matérielle. Nous sommes aujourd'hui dans une société de l'immatériel où c'est l'esprit qui travaille. Et donc l'on voit bien que cette promesse spirituelle qui a un peu disparu, cette promesse matérielle qui est éloignée, doit être aujourd'hui une promesse du bien-être. Ce qui est important, ce n'est pas l'accumulation de richesses matérielles, c'est la capacité de bien vivre sur un territoire et d'être heureux dans sa vie. Et cette notion du bien-être est extrêmement difficile. C'est le bien-être à l'école. Aujourd'hui, on continue à faire en sorte que les enseignants respectent plus les programmes que les élèves, et à faire en sorte que l'on inculque des connaissances alors que notre responsabilité c'est d'inculquer un éveil des consciences, un recul par rapport à l'information d'immédiateté, et une capacité d'analyse critique. Sinon nous aurons un esclavage moderne où les sondages refléteront, non pas la conviction de nos concitoyens, mais le journal télévisé de la veille. Et l'on voit bien que, dans cette stabilité de conviction, le monde rural a gardé cette tradition, cette formidable capacité d'écoute, d'accompagnement et de proximité. Nous sommes dans une société de nouvelles technologies où les gens, aujourd'hui, se parlent de plus en plus et s'écoutent de moins en moins. Il ne peut pas y avoir de vie collective s'il n'y a pas de compréhension de l'autre et d'écoute de l'autre. Aujourd'hui, on échange des mails même à 5 mètres. Les seules personnes qui se parlent sont celles qui fument

parce qu'elles sont obligées de sortir pendant 10 minutes.

Le monde rural apporte ce sens de la nature.

On voit bien que nous sommes dans des paradoxes. Les progrès de la technologie n'ont jamais autant permis de reculer les limites du possible, mais, en même temps, la réalité du quotidien ne nous a jamais fait toucher autant la limite de l'intolérable du comportement humain. Et nous sommes dans une société très curieuse qui aspire au progrès, mais qui a peur du progrès, qui sent bien qu'aujourd'hui nous devons nous mobiliser. Nous sommes à la fin de cette limite de la société de consommation ou l'homme vaut plus pour ce qu'il dépense que ce qu'il pense. Et nous voyons bien que nous allons devoir rentrer dans une société de mobilisation collective, dans une société de partage, de solidarité et d'échanges. Le monde rural a gardé ces traditions et cette temporalité. Vous savez que, dans toutes les religions du monde, lorsque vous rentrez dans les rites, il y a toujours, dans les temples bouddhistes ou dans les églises, un éveil des sens. Notre société a perdu l'éveil des sens. Dans le monde de la nature, vous êtes évidemment dans cette obligation de la rééducation des sens. Vous êtes aujourd'hui dans un moment extrêmement important. Vous évoquez la complémentarité ville-campagne. J'ai tendance à être en retrait par rapport à cela.

Par contre, ce que je vois, c'est qu'il y a l'évasion de la réussite et la localisation de l'échec. Avant, on vivait mal à la campagne, on allait à la ville et on avait un emploi industriel. Aujourd'hui, on ne vit pas toujours bien à la campagne, on va à la ville, mais on n'a pas d'emploi. Et donc il se crée des zones de désespérance, de concentration de précarité, à la ville, qui peuvent créer des bombes politiques, totalement insurmontables, parce qu'on ne gère pas les espérances. Nous sommes à un moment particulier de notre société, où la gestion des espérances communistes a sauté avec le mur de Berlin, les espérances libérales avec Lehman Brothers, les espérances religieuses sont fragilisées et les espérances politiques, le réenchâtement du lendemain, a du mal à exister. Si on ne retrouve pas cette capacité de créer des espérances collectives, on laisse la porte ouverte à celles et ceux qui gèrent les peurs — généralement, ce sont les droites de niveau européen — ou celles et ceux qui gèrent les humiliations — généralement, ce sont les gauches au niveau européen. Mais ces sentiments sont extrêmement préoccupants, car ils vont instaurer le renfermement sur soi, le repli identitaire, des violences de plus en plus fortes contre l'autre. Plus notre identité est

faible, plus on se construit dans la conflictualité. Plus notre identité est forte, plus on a envie de partager avec l'autre. Et donc, reconstruire son identité, c'est de savoir d'où l'on vient, d'où l'identité des terroirs.

Ce qui me paraît important, Monsieur le président, ce n'est pas que vous soyez à la campagne où à la ville, mais c'est que vous êtes sur des terroirs, avec une histoire, des noms vernaculaires, une liaison évidente entre le sol et la production, la cuisine, la culture, les sens et aussi une volonté d'un patrimoine. Vous faites partie d'un patrimoine culturel. La mondialisation n'est pas l'uniformité, c'est la diversité culturelle. La culture, comme disait Malraux, ce n'est pas la supériorité, c'est la fraternité.

Nous avons besoin de retrouver ce sens du partage, ce sens de l'échange qui n'est pas uniquement marchand, ces valeurs qui ne doivent pas uniquement être quantifiées : la valeur du temps, le sens du temps, l'utilité que l'on donne au temps. Nous sommes dans un moment où l'on consomme son temps de plus en plus rapidement. La France est aujourd'hui stressée. On n'est pas fatigué au travail, on est stressé tout simplement. Pourquoi ? Parce que le temps inutile nous culpabilise et on est tous en train de consommer du temps. Le monde rural peut apporter une espèce d'apaisement dans cette temporalité vorace pour essayer de prendre du recul, de redonner du sens au temps, du sens à l'autre, du sens à l'espace au moment où les nouvelles technologies vont vous obliger à un nouveau rapport de l'homme à l'espace, un nouveau rapport au temps. Je prends l'exemple des services publics et de l'hôpital. On me racontait, il y a relativement peu de temps que l'on va pouvoir brancher sur son petit doigt un capteur qui sera lié à votre iPhone, qui la nuit pourra analyser vos maladies du sommeil et être envoyé au médecin à 300 km qui pourra analyser à distance votre problème. Ne soyez pas campés sur vos structures. Ne soyez pas campés sur vos pouvoirs ! Mettez votre pouvoir de réflexion au profit du projet qui peut éventuellement vous rassembler. Essayez de séparer la défense des intérêts légitimes à l'adhésion aux causes. Ce qui est important, c'est la cause européenne, ce n'est pas uniquement la défense de l'intérêt national, sinon on voit bien que la cause est piétinée sous le choc des intérêts. Je disais à la FNSEA, il n'y a pas longtemps, c'est bien de défendre l'agriculteur, mais aujourd'hui vous devez défendre l'agriculture au moment où le défi alimentaire est un défi mondial dont nos concitoyens d'ailleurs n'ont absolument pas conscience.

Et l'on voit bien que le vrai problème, aujourd'hui, pour la stabilité du monde, c'est la défense de l'agriculture. Il appartiendra ensuite aux

syndicats de voir comment l'agriculteur, dans ce développement de l'agriculture, peut y trouver sa place.

Je veux vous inviter à l'optimisme, à la mobilisation, à la seule condition que l'on mette à plat toutes nos hypocrisies. On est tous pour soutenir le politique à condition qu'il assume des vertus qu'on ne peut pas assumer soi-même. On est tous pour de grands projets à condition de ne pas les subir au niveau de nos intérêts. Aujourd'hui, vous avez une formidable opportunité : la civilisation a besoin de vrai. La nature est vraie. La civilisation a besoin des sens, de l'autre, d'une relation nouvelle à la nature. Cette société de consommation a cherché trop souvent à remplir le portefeuille et a malheureusement vidé les cœurs. Nous avons besoin aujourd'hui de réveiller les consciences, de susciter les esprits pour reconstruire un certain nombre de convictions. Et la conviction, ce n'est pas l'accumulation des richesses matérielles, c'est le bien vivre. Et réfléchissons au bien-être local, au bien-vivre local. C'est dans le partage ville et campagne, en faisant disparaître les frontières et en remettant des complémentarités, qu'on peut essayer de réfléchir, les uns et les autres, quels sont les chemins d'espérance que l'on peut offrir à nos concitoyens sur un projet de société dont à l'évidence, l'histoire de la ruralité, la civilisation rurale a montré toute sa force, toute son intelligence et toute sa pertinence.

Michel Ledru

Merci Monsieur le président, je pense que votre message est une très bonne introduction à notre journée de travail et de réflexion. Je retiendrai un mot que vous avez beaucoup employé, c'est le mot partage. Alors, nous allons toute la journée partager des idées et essayer de trouver des chemins. Merci pour cette introduction.

Table Ronde : « Fin ou renouveau des campagnes ? »

Claude Beaufort

Michel, tu nous as donné une feuille de route très précise pour cette journée. Et Jean-Paul Delevoye nous a bien spécifié l'état d'esprit dans lequel nous devons la conduire.

La feuille de route, c'est les trois questions que tu as posées :

Comment la ruralité va-t-elle se refonder ?

Peut-on penser un pays sans paysans et une ruralité sans agriculture ?

Et comment allons-nous créer un espace pertinent de la ruralité pour agir dans la mondialisation et créer une nouvelle solidarité ?

À cela, Jean-Paul Delevoye nous a expliqué qu'il y a une attitude d'esprit à avoir dans notre débat, qu'il faut être audacieux, qu'il faut être serein, qu'il faut être tolérant, et qu'il faut cultiver un état d'esprit d'optimisme et une vision d'espérance. Alors on va le faire, on va essayer de vivre ça aujourd'hui en trois séquences. Nous allons aborder le thème : fin ou renouveau des campagnes ?

L'équipe de Sol et Civilisation et toi Michel avez voulu que nous balayions, d'abord de façon assez large, le sujet qui est le nôtre aujourd'hui. Parce que dans le fond, l'inquiétude saine qui a été celle des fondateurs de Sol et Civilisation partait d'un constat : l'idée que la ruralité était frappée d'un phénomène de régression. Or, un quart de siècle plus tard, ce n'est pas ce que l'on peut constater. Dans cette première table ronde, vous trois avez un capital de connaissances et d'expériences particulières pour apporter des éclairages très larges sur cette situation : la fin ou le renouveau des campagnes ? Vous avez beaucoup écrit, vous êtes auteurs, à vous trois, d'une trentaine de livres. Je vais vous présenter dans l'originalité de votre participation au débat. Philippe Perrier-Cornet, vous êtes directeur de recherche à l'Inra (Institut national de la recherche agronomique) de Montpellier et la ruralité vous l'avez explorée dans tous ses indicateurs. Et vous êtes donc celui qui peut le plus clairement et le plus précisément nous démontrer tout ce qu'a été cette évolution sur un quart de siècle. Pierre Veltz, on vous a invité comme une forme de provocation dans ce débat parce que dans votre carrière d'ingénieur des ponts et chaussées, vous avez été en charge de très grandes missions,

notamment sur les objectifs urbains et sur l'industriel. Actuellement, vous êtes président de l'établissement public du cluster de Saclay qui est donc une vision de la France vouée à l'innovation. Cela peut paraître à la marge de la ruralité et pourtant, quand vous regardez par les fenêtres qui sont celles des centres de recherche de Saclay, je pense que vous avez encore des espaces verdoyants dans vos perspectives. Et puis Jacques Arnould, c'est un profil très original. Vous êtes ingénieur agronome, chargé de mission au Centre national d'études spatiales, au CNES, où vous devez vous occuper des questions d'éthique de l'espace. Vous avez beaucoup écrit, une vingtaine de livres à peu près, avec une attention particulière à des hommes qui ont été détenteurs de ce que l'on peut appeler une réflexion sur la création, sur la nature. Puisque vous avez à la fois beaucoup travaillé sur la pensée de Darwin et sur le mouvement qui en est sorti et vous êtes le plus récent biographe de Pierre Teilhard de Chardin. Tout cela nous donne un panel qui doit nous permettre de dégager quelques idées tout à fait stimulantes.

Je vais commencer par vous, Philippe Perrier-Cornet, afin de poser les bases de notre discussion. Il y a 25 ans, on parlait d'exode rural. Aujourd'hui pour parler comme les démographes et les économistes, on parle davantage d'étalement urbain. On partait il y a 25 ans vers la ville et aujourd'hui on revient de la ville vers la campagne. Que s'est-il passé de très significatif pendant ces 25 ans à travers cette inversion des flux ?

Philippe Perrier-Cornet

Vous avez raison, je crois qu'il faut commencer par ces mouvements démographiques et de population, parce qu'il me semble que c'est ce qui a le plus contribué à transformer la physionomie des campagnes françaises. Effectivement, depuis les années 80 une renaissance démographique est à l'œuvre — ce que Bernard Kayser avait appelé la renaissance des campagnes françaises dès les années 90 — et on est passé de l'exode rural à l'exode urbain, plus précisément à l'étalement urbain de population dans les campagnes. Sur une période de 10 ans, en moyenne 4 millions d'urbains partent vivre à la campagne et dans l'autre sens le mouvement d'exode rural se poursuit, mais est de l'ordre de 1,5 million de ruraux qui quittent leur lieu d'habitation rurale pour vivre en ville. Cette inversion des flux démographiques est vraiment importante. Ce phénomène est global, mais il touche d'une façon très différenciée les campagnes françaises. Il a d'abord touché les campagnes les plus proches

des villes. Mais cette notion de proximité des villes est allée justement en s'agrandissant et en s'étalant. Prenez aujourd'hui le cas d'une grande ville comme Toulouse où ce phénomène concerne des communes rurales, considérées comme très rurales et isolées il y a une vingtaine d'années — de l'Ariège ou autre à 60 km de Toulouse — et qui sont en plein regain démographique. On pourrait multiplier les exemples. Cela a touché aussi ce qu'on peut appeler les campagnes agréables, les paradis verts qui attirent des populations. Mais il ne faut pas oublier qu'on peut estimer qu'un quart des communes rurales ou des bassins de vie ruraux continue à se désertifier aujourd'hui en France et à être principalement touché par l'exode rural. Cela concerne principalement le nord-est de la France, le centre, le centre Bretagne, des zones de montagne enclavées, etc. C'est un phénomène global, mais il y a une différenciation importante.

Ce phénomène est révélateur d'un nouveau modèle sociétal, de vie, pour une certaine partie de la population des pays développés et en particulier en France : vivre à la fois la ville où on travaille et la campagne où on réside. Puisque la très grande majorité de ces flux de population vers les campagnes et d'installations dans les campagnes est le fait de jeunes couples, 30-35 ans, installés professionnellement avec un ou deux jeunes enfants. Ce sont eux qui portent principalement cela. Et cela se traduit par des déplacements quotidiens, domicile-travail. Cela se traduit aussi par le fait que ces installations à la campagne, assez importantes, se réalisent à 80 % par l'accession à la propriété. Ce qui signifie que ce mouvement est aussi porté principalement par des ménages de type « classe moyenne », salariées principalement, et « classe populaire aisée » ayant la possibilité d'accéder à la propriété. Il n'est pas porté par les cadres supérieurs, les professions et les couches les plus aisées de la société. Cela aussi, il faudra le prendre en compte, parce que ces catégories de ménage peuvent être directement et sont très directement concernées par l'évolution de la conjoncture économique de la société.

Claude Beaufort

Vous avez donné une vision globale. Effectivement, il y a des contrastes régionaux. Nous allons y revenir. Peut-être pourriez-vous tout de suite nous dire — l'exode rural continue quand même, l'exode notamment

agricole — où en sommes-nous maintenant dans la répartition entre ces nouvelles populations résidentes et les populations agricoles d'origine ?

Philippe Perrier-Cornet

Je vais y venir en le précisant avec la caractérisation des différents types d'actifs et de personnes qu'il y a dans les campagnes. Je prends votre question après. La première catégorie est celle de jeunes couples, actifs, salariés, nouveaux ruraux – le terme « néo-ruraux » ne me plaît pas trop. La deuxième catégorie est celle de retraités urbains, qui peuvent être d'origine rurale au départ, et qui s'installent à la campagne. Leurs logiques de localisation ne sont pas exactement les mêmes. Et puis vous avez un certain nombre de flux plus anecdotiques, mais qui dans certaines localités, puisque c'est très différencié, marquent le territoire et les campagnes : c'est l'installation d'étrangers — le modèle des Anglais dans le Périgord et le modèle des Suisses en Bresse sont connus. Ce processus est source de vitalité puisqu'il a été porteur d'une certaine dispersion des populations, d'un meilleur étalement des populations sur l'ensemble du territoire et il a induit et il continue à induire des emplois liés à la présence des populations dans les territoires ruraux, dans les campagnes. Mais ce processus, ce modèle de vie, est aussi coûteux socialement et écologiquement.

En ce qui concerne la vitalité économique, qui est assez différenciée selon les territoires, je vais m'appuyer sur l'analyse qui avait été faite par l'Insee (Institut national de la statistique et des études économiques), la Datar (Délégation interministérielle à l'Aménagement du Territoire et à l'Attractivité Régionale) et l'Inra, il y a quelques années en matière de bassins de vie. Ils avaient distingué toute la France rurale en 1700 bassins de vie, ces derniers correspondant à la taille du canton, d'un canton, de trois cantons, au pôle que constitue le bourg rural, c'est variable. Et quand on regarde ce que ça donne en matière de population et d'emploi dans ces bassins de vie ruraux, ça me paraît assez important. Il y a trois choses à dire.

Premièrement, c'est principalement l'économie résidentielle qui porte les activités économiques, qui porte l'emploi en milieu rural aujourd'hui, que l'on soit dans les campagnes périurbaines ou dans du rural isolé. Deuxièmement, le rural, les bassins de vie ruraux, restent plus ouvriers et

plus industriels qu'on ne le pense, point auquel on accorde peut-être une attention très secondaire dans les discours. Et troisièmement — et je vais peut-être un peu provoquer une assemblée qui est faite majoritairement de personnes du monde agricole —, sur le plan économique et des emplois et de la population présente, l'agricole ne fait plus le rural. Mais le monde agricole arrive, réussit toujours à mettre en valeur, à occuper le territoire rural.

Sur ces 1700 bassins de vie aujourd'hui, les analyses ont montré que dans 1000 bassins sur 1700 à peu près, donc la majorité, les emplois sont principalement liés à ce que l'on appelle l'économie résidentielle. C'est l'ensemble des activités liées à la présence de population locale : santé, éducation, services, transport, commerce, bâtiment, etc. C'est excessivement important, y compris en termes de maintien, par exemple, de commerces. Effectivement, un ensemble de petits commerces ont disparu, mais dans le même temps, il y a eu une concentration sur les bourgs et les pôles ruraux de créations d'emplois dans ces secteurs qui font que l'on est sur des bilans aussi positifs de ce point de vue là. C'est le premier aspect. Et donc cette vitalité économique dépend de la poursuite de ces flux de population. Et ce sont des emplois très souvent assurés par des personnes originaires du milieu rural et qui sont restés. Ce ne sont pas simplement des extérieurs qui viennent travailler. C'est en partie le cas, mais ce sont aussi des opportunités d'emploi pour des locaux de souche. Le deuxième aspect concerne l'emploi industriel. Effectivement, le rural est resté plus industriel et plus ouvrier qu'on ne le croit et je crois qu'il faut le dire. Encore une fois, sur les 1700 bassins de vie, 490 sont principalement portés par l'activité industrielle, par les emplois industriels. Aujourd'hui dans les campagnes, l'ensemble rural-périurbain et rural plus éloigné présente trois fois plus d'ouvriers que d'actifs agricoles. En outre, les emplois industriels ont moins régressé en milieu rural, en France, dans les 25 dernières années, qu'en milieu urbain ou à la périphérie des villes. Et ceci pourrait apparaître comme un paradoxe parce que ces emplois industriels sont principalement des industries de main-d'œuvre, donc les plus sensibles à de potentielles délocalisations vers des territoires encore beaucoup plus éloignés et à faible coût de main-d'œuvre.

Claude Beaufort

Vous venez de nous donner quelques éléments démographiques, à la fois sur ce repeuplement des campagnes et à la fois sur la structure de la population active qui s'y trouve. D'abord, une réflexion pour l'économiste

que vous êtes. Vous avez fait apparaître un phénomène : autrefois, quand on essayait d'apprécier ce qu'était la prospérité économique, on abordait ça comme étant la contribution au produit intérieur brut. Or, aujourd'hui, on s'aperçoit que, finalement, le phénomène consommation, quand il se localise devient un élément de prospérité . Est-ce que ça ne représente pas un ébranlement intellectuel pour un économiste comme vous ?

Philippe Perrier-Cornet

Vous auriez pu inviter un de mes collègues, Laurent Davezies.

Claude Beaufort

C'est à lui que je pensais en posant la question.

Philippe Perrier-Cornet

Laurent Davezies est devenu le spécialiste de cette question, et effectivement, la rupture au niveau de nos analyses économiques des territoires est liée à cette dissociation croissante entre les lieux de production de la richesse, de l'emploi, de la valeur ajoutée et les lieux de consommation de cette richesse. Et le fait qu'une part croissante des ruraux consomment aujourd'hui en partie dans les espaces ruraux, mais travaillent en ville, est un des éléments de cette dissociation. Il montre que, dans certaines configurations, les régions de consommation, donc de la richesse et des dépenses, sont des régions qui « gagnent » aujourd'hui en termes d'indicateurs d'emploi ou de démographie.

Claude Beaufort

Qui connaissent une prospérité sur la base de la consommation.

Philippe Perrier-Cornet

Qui connaissent une prospérité. Et effectivement, le rural est concerné par ce processus.

Claude Beaufort

Est-ce que l'observateur que vous êtes de ces mouvements démographiques, à travers les batteries d'informations qu'il recueille, a analysé les motivations de la population, qui était autrefois attirée par la lumière de la ville et qui est aujourd'hui assez fascinée par l'ambiance de la ruralité ? Qu'est-ce qu'il y a dans les comportements qui déterminent

ces choix d'installation ? Qu'avez-vous décelé ? Est-ce que ce sont les nouvelles technologies de communication qui font qu'on peut vivre dans le rural profond sans être coupé du reste du monde ? Est-ce que c'est une paix ? Est-ce que c'est la crainte du stress urbain ? Quels sont les facteurs ?

Philippe Perrier-Cornet

Je vais m'appuyer sur une enquête que nous avons réalisée avec la Datar et l'Inra auprès d'un peu plus d'un millier de ménages français — à la fois ruraux, périurbains, urbains — sur leur rapport au rural et leur motivation par rapport au lieu. D'une part, nous enquêtons auprès d'une population de ménages urbains et d'une population de ménages ruraux. Nous leur posons la même question inversée. Est-ce que dans les cinq années à venir, vous avez l'intention de quitter la ville pour aller vous installer à la campagne ? Et réciproquement pour les ruraux, est-ce que dans les cinq années à venir vous avez l'intention de quitter la campagne pour aller habiter en ville ? C'était au début des années 2000. 27 % des urbains nous répondaient : « si je peux, je quitte la ville et je vais à la campagne ». Et de l'autre côté, 8 % des ruraux seulement nous répondaient : « dès que je peux, je quitte la campagne pour aller en ville ». C'est un premier élément quantitatif. Ensuite, quand on a interrogé les urbains et les nouveaux ruraux sur leurs motivations d'aller vivre à la campagne et la raison de leur venue, il ressort en premier, et très massivement, des critères de cadre de vie et de conditions de vie : fuir la ville repoussante, pas sûre, dangereuse pour les enfants, rechercher un environnement, un cadre de vie agréable pour l'éducation des enfants, avoir de l'espace, une habitation qu'ils ne pourraient pas se payer en milieu urbain. Et viennent très très loin derrière les réponses : « c'est pour chercher du travail » ; « c'est pour retrouver mes racines, je suis originaire de cette région-là et j'avais envie d'y retourner ». 20 ans auparavant, le même type de question avait été posé dans une enquête de collègues, Bertrand Hervieu et Jean Viard. Et au contraire, les aspects « revenir sur les lieux où on habitait », « chercher du travail » étaient beaucoup plus importants pour des urbains. Donc on est vraiment dans une logique « aller vivre à la campagne », une logique de consommation, de cadre de vie, et cela va tout à fait dans le sens de ce qu'on disait précédemment.

Claude Beaufort

Alors je voudrais qu'on confronte maintenant ce premier regard que vous avez permis de porter sur cette nouvelle ruralité. Je voudrais que Pierre Veltz réagisse. Vous n'êtes pas un agronome, vous êtes un ancien ingénieur des ponts et chaussées. Je ne vais pas aller dans le détail des missions que vous avez faites dans les grandes régions industrielles comme le Nord-Pas-de-Calais en début carrière, mais vous avez beaucoup travaillé sur les grands programmes urbains. On se rappelle ce qu'étaient les objectifs de la Datar il y a 40 ou 50 ans. C'était de remédier au déséquilibre — la grande diagonale qui traversait la France —, c'était d'éviter que le désert français ne soit absorbé par la dimension gigantesque de la capitale. Globalement, on peut dire que tout ça a été bien absorbé, et pourtant, on n'imaginait pas à l'époque que l'on pouvait aller vers ce retour vers la ruralité.

Est-ce que cela signifie que toutes les grandes missions que vous avez eues dans votre carrière vous ont paru être à contretemps par rapport au constat que vous faites aujourd'hui ou bien est-ce que cela vous reconforte ?

Pierre Veltz

D'abord, bonjour à toutes et à tous, merci de m'avoir invité : un urbain !

Claude Beaufort

Catalogué comme tel !

Pierre Veltz

Mais, comme tout le monde, qui a beaucoup de racines rurales. Si vous permettez, je réagirai peut-être en tant que praticien, mais aussi en tant que chercheur sur ces sujets-là. L'idée de base que je voudrais défendre devant vous ce matin, c'est que je pense que cette opposition entre rural et urbain — extraordinairement structurante dans notre histoire, dans nos têtes, dans nos mentalités — est dépassée et qu'on est en train de passer dans un monde où il faut vraiment voir ces questions de manière plus globale. On est aujourd'hui dans une société intégrée où une grande partie de ce qui faisait la spécificité de ces espaces les uns par rapport aux autres est en train de disparaître. Je pense que je suis très proche de ce qu'a dit tout à l'heure Jean-Paul Delevoye. L'idée qu'il y a deux mondes, un monde urbain et un monde rural, n'est plus la réalité

aujourd'hui. J'ai regardé tout à l'heure le petit film. En 1991, je me souviens qu'on avait réalisé, avec des géographes, des cartes sur ce qu'il s'était passé dans la décennie 80 et on avait une impression un peu terrifiante d'une concentration extrêmement forte sur les villes de la croissance démographique, de l'emploi, etc., en particulier de l'Île-de-France. Sur ces cartes de croissance, il y avait des zones très rouges et des zones très bleues de décroissance et on avait ce processus apparemment engagé de désertification rurale. Au point que la carte de France commençait à ressembler à la carte de l'Espagne, qui est un pays où tout s'est concentré sur les côtes, à Madrid et dans quelques villes et où le rural profond est vraiment devenu un désert. Alors que l'on commençait à parler de métropolisation, de lier ce phénomène à la mondialisation (les mots sont apparus à ce moment là), ce n'est finalement pas du tout ce qu'il s'est passé, on s'est tous trompé.

Fondamentalement, il s'est passé trois choses. Premièrement, la métropolisation a continué, mais de manière beaucoup plus répartie. C'est-à-dire qu'aujourd'hui, l'Île-de-France est plutôt sur une tendance un peu moyenne et les métropoles qui « boostent » sont les grandes métropoles régionales à deux heures de TGV de Paris. La métropolisation est beaucoup plus répartie et non plus uniquement parisienne. Ce qui rend d'ailleurs, au passage, plus facile pour le monde politique de défendre l'idée que la métropolisation est une valeur positive, car il subsiste toujours en France cette idée que Paris est une espèce de monstre qui dévore la substance du pays. Il y a tout un complexe d'images négatives sur la centralisation. Je crois qu'il faut qu'on accepte l'idée que, dans l'économie mondialisée, on a besoin de locomotives, et les locomotives, ce sont les économies métropolitaines. C'est un message qui commence à passer.

Deuxièmement, le phénomène majeur est cette périurbanisation de plus en plus diffuse. Je ne parle pas d'étalement urbain, mais plutôt d'éparpillement et même d'émiettement urbain. Parce que ça se produit essentiellement autour de petits bourgs et de noyaux villageois. Il y a un très bon livre d'Éric Charmes à ce sujet. La périurbanisation, c'est 20 000 communes, avec des croissances en saut de grenouille comme disent les Américains : une fois qu'un village ou un bourg a doublé de volume sur une génération, on va un cran plus loin. La diffusion urbaine a été alimentée largement par le fait que les gens n'arrivaient plus à se payer

un logement dans les zones urbaines centrales, et pas seulement par l'envie de vivre à la campagne. Autour des grandes agglomérations, c'est quand même ça qui a fait l'essentiel du mouvement démographique avec un front de périurbanisation qui a été de plus en plus loin : autour de Lyon, il y a 20 ans, c'était à 25 km. Aujourd'hui, c'est à 40, 50 km du centre. Et cela est d'ailleurs assez problématique sur le plan du développement durable parce que c'est ce qui a amené à une explosion des mobilités, au fait que tous ces ménages qui ont été loin pour pouvoir se payer des logements et avoir une vie plus agréable ont eu en même temps des problèmes de transport. Je ne suis pas sûr que ce modèle soit très durable si le prix du pétrole monte.

Et puis on a un troisième phénomène : même dans le rural classé comme tel par l'INSEE, excepté les régions du nord, de l'est et celles que l'on a citées, la fameuse carte s'est colorée de rouge et d'orange un petit peu partout, tout en restant dans des densités faibles. Parce que quand un village de 30 habitants passe à 35, on a un taux de croissance très élevé. Donc on a eu ces trois processus-là. L'INSEE a pris une définition très restrictive du périurbain : 40 % des emplois doivent être dans un pôle urbain. Dans d'autres pays, on prend une définition plus large, par exemple 25 % des emplois. Si on prenait 25 % des emplois — d'ailleurs, c'est ce qu'on avait avec les ZPIU (Zone de peuplement industriel et urbain)—, pratiquement tout le pays devenait urbain. De ce fait, certains géographes, par exemple, Jacques Lévy, un peu provocateurs, ont dit « avec d'autres définitions, il n'y a plus que 4 ou 5 % des gens en France qui vivent dans un espace véritablement rural ». Je pense que c'est excessif, mais voilà.

Pour terminer, quand on regarde les profils d'emploi, les revenus, les sources d'activité, on voit que la différence entre le monde urbain et le monde rural est en train de s'effacer doucement. Ce sont les mêmes profils d'activité. Les ouvriers, aujourd'hui, sont plus ruraux qu'urbains. L'industrie est plus rurale qu'urbaine. Et l'économie résidentielle, dans l'autre sens, est aussi l'économie qui domine dans les villes. C'est-à-dire que même cette distinction-là — on trouve plutôt les emplois résidentiels à la campagne — s'efface. Les économies résidentielles de Laurent Davezies, c'est vrai, elles sont souvent dans les bassins d'emplois ruraux. Mais dans les villes aussi, la plupart des emplois, aujourd'hui, sont des

emplois résidentiels. Les emplois, en majorité, sont des emplois qui sont liés à la consommation de la population. Parce que les emplois qui sont productifs sur le marché international sont de plus en plus à haute productivité et créent peu d'emplois. Le monde numérique, par exemple, toutes ces sociétés qui aujourd'hui ont des valeurs en bourse fantastiques, représentent très peu d'emplois. Et là où il y a des emplois, c'est sur le commercial, tout ce qui est en contact avec le client, donc par définition, ce sont des emplois qui sont liés à la consommation. Et surtout, au-delà de cette ressemblance un peu morphologique, ces sociétés se ressemblent de plus en plus également dans leur mode de fonctionnement. Je reprendrai ce qu'a dit Jean-Paul Delevoye tout à l'heure. Le phénomène fondamental aujourd'hui est qu'on passe dans une société qui est une société des individus. Je ne parle pas de l'individualisme au sens un peu moral du terme, pas de l'égoïsme, mais c'est une société de plus en plus basée sur l'individu et des individus qui se sentent d'ailleurs obligés de définir leur propre trajectoire de vie. Et au fond, ces nouvelles agglomérations rurales, dans le monde rural, ces bourgs étendus, ces villages qui ont grossi, ne sont plus du tout sur le modèle du village traditionnel. Le modèle du village continue à fonctionner un peu comme un mythe. Le village, c'était la petite patrie de la III^e République, c'était un endroit où, effectivement, il y avait une prise en charge collective des problèmes.

Aujourd'hui, ils sont aussi éclatés les uns que les autres.

Claude Beaufort

Vous n'avez pas l'impression finalement, c'est un humoriste comme Alphonse Allais qui disait que les Français rêvaient de la ville à la campagne ? Et finalement, c'est un peu ce qui se réalise. Mais peut-être aussi parce que, comme nous sommes une vieille nation où l'occupation du sol s'est profondément dispersée sur de la campagne, des petites communes, mais aussi des pôles urbains de moyenne importance, dans le fond il y avait une espèce de structure pré urbaine qui rendait ce phénomène assez facilement réalisable. On vit à la campagne, j'habite à la campagne, j'achète mon journal à 5 km, mes livres à 20 km, pour d'autres choses je vais vers une capitale régionale à 100 km. Il y a un nouvel accord espace — temps qui paraît répandre une façon, je n'ose pas dire française, parce qu'on agrège quand même beaucoup de citoyens de l'Union européenne sur le territoire national, mais il y a quand même quelque chose de très saisissant.

Pierre Veltz

À propos de cette ressemblance de plus en plus frappante entre rural et urbain — du fait qu'un certain nombre de gens ont conclu : « il n'y a plus de rural, il n'y a plus d'urbain, il y a de l'urbain généralisé. On vit dans une espèce de métropolisation généralisée » — c'est vrai en partie je pense. Mais je pense que c'est allé trop loin, parce qu'il reste justement la campagne — je ne voudrais pas l'appeler « espace rural », c'est quand même un terme très technocratique. D'ailleurs, les périurbains, quand on les interroge, mettent en avant le fait que pour aller à leur résidence depuis leur lieu de travail, ils traversent la campagne. Et là aussi je reprendrai volontiers ce qu'a dit le président Delevoye tout à l'heure : la campagne, ça reste extrêmement profond, chez nous Français, mais aussi sans doute dans d'autres pays, parce que ce sont des affects et c'est de l'imaginaire qu'on essaie de réaliser. Il y a la question, effectivement, des sens. Je vais prendre un exemple : le plateau de Saclay. Aujourd'hui pour ceux qui connaissent, c'est extraordinaire parce qu'il n'y a pas une métropole au monde qui a un grand espace productif comme ça, à 15 km à vol d'oiseau de l'hyper centre. C'est totalement unique au monde.

Claude Beaufort

Rappelez en deux mots les données de Saclay, que ce soit présent dans tous les esprits. La concentration que vous réalisez là-bas, comment peut-on la définir en quelques mots ?

Pierre Veltz

Saclay, c'est tout à fait extraordinaire parce qu'on a réussi à protéger ce plateau agricole, au cœur de l'agglomération parisienne, à 15 km de Notre-Dame. Vous savez qu'on voulait y faire une ville nouvelle, à plusieurs reprises. Et encore assez récemment, le projet était d'y construire des logements en masse, car il y a un fort besoin en Île-de-France. Il y a eu une mobilisation très forte, qui date d'ailleurs. Quand le CEA (Commissariat à l'énergie atomique) s'est installé, déjà, les agriculteurs locaux se sont beaucoup battus pour garder leurs terres. Finalement, on a réussi à les garder, on les a aujourd'hui sanctuarisées d'ailleurs par la loi. Mais ce qui frappe quand on arrive là, on voit le ciel. On voit le ciel ! À Paris, il y a le ciel, mais on ne le voit pas, on ne le regarde pas. Il y a de très beaux ciels à Paris, mais on ne les regarde pas. À Saclay, comme il n'y a rien d'autre à voir, quelque part on rentre dans une autre dimension.

Claude Beaufort

Ça change tout pour un pôle de recherche et d'innovation ?

Pierre Veltz

Oui je pense. Il faut qu'on essaie de valoriser ça. Mais je pense que cette dimension de la campagne est en train de se redéfinir en même temps très profondément. Parce qu'on avait au fond deux modèles. Le modèle des parcs, de la protection, de la Wildernest : il faut préserver complètement. Et puis on avait pour les urbains le modèle de l'espace récréatif qui s'appelle « poumon vert » quand c'est à l'extérieur et qui s'appelle « espace vert » quand c'est à l'intérieur. Difficile de trouver un mot plus technocratique, mais en même temps plus significatif. C'est-à-dire c'est quoi cette vision fonctionnelle, hygiéniste ? Et l'agriculteur ? L'agriculteur est quelque part en silhouette en fond de tableau : il cultive, il passe sur son tracteur et c'est bien qu'il soit là, car il entretient le poumon vert. Je pense qu'on est en train de sortir de ça et c'est ça que je trouve tout à fait fascinant. Pourquoi ? À la fois parce qu'il y a la montée de la conscience écologique et que les urbains se rendent compte maintenant que l'agriculture rend des services écologiques majeurs pour l'entretien des écosystèmes — ils ont parfois tendance à réduire un peu les agriculteurs à ça. Et il y a aussi le fait que les questions de la nourriture et de la nature, tous ces sujets-là, redeviennent pour les urbains des sujets absolument majeurs. Et donc cette vieille idée qui déplaît tellement aux agriculteurs, et on le comprend, de les considérer simplement comme gardiens des poumons verts ou des espaces verts — et puis en même temps, fondamentalement, comme réserve foncière pour une urbanisation qui est, quand même, par principe, plus importante que le maintien de l'espace agricole — c'est en train de changer. Et on s'aperçoit qu'on est capable de bâtir de nouvelles formes d'alliances qui ne reposent pas simplement sur le fait que les uns gardent un paysage et que les autres en profitent. Je prends l'exemple des circuits courts. Il est évident qu'on ne nourrira pas les métropoles avec les circuits courts. Il faut arrêter de rêver ! Certains le pensent et c'est complètement absurde. Ça fait très longtemps que Paris a toujours été sur le fil du rasoir en matière d'alimentation, même sous l'ancien régime, beaucoup plus que Londres par exemple. C'est une des constantes de l'histoire de France. Ce n'est pas aujourd'hui que l'on va nourrir Paris avec le plateau de Saclay. Mais en revanche, cela crée des formes de relation différentes, du lien

social, cela recrée du lien social. Il y a un philosophe allemand, Rüdiger Safranski, qui a écrit un livre magnifique — qui malheureusement n'a pas été diffusé — qui s'appelle : « Quelle dose de mondialisation l'homme peut-il supporter ? » Je suis pro mondialisation parce que je pense que c'est une occasion fantastique d'ouvrir nos liens avec le reste du monde. Mais la grande difficulté, c'est que le monde est trop grand pour qu'on s'identifie et donc il utilise le terme de clairière, mais dans un sens métaphorique. Il dit : « nos sociétés occidentales qui sont dans une jungle de relations absolument indéchiffrables où tout le monde communique avec tout le monde, mais en même temps en restant en petit cercle, doivent redéfinir des clairières. Ce sont aussi des sociétés très archipelisées ». Moi je trouve — le terme peut être pris dans un sens positif ou négatif, moi je le prends dans un sens positif — que cette nouvelle négociation qu'on veut avoir entre urbains et ruraux, c'est de reconstruire dans notre société des clairières, au sens physique et imagé du terme. Ça change aussi la vision de l'agriculteur. C'est-à-dire que l'agriculteur qui était en fond de tableau redevient une figure emblématique chez les urbains – je suis très frappé par cela. Sur le plateau de Saclay, les agriculteurs organisent des visites de leurs fermes. Il y a une redécouverte du rôle fondamental de l'agriculteur. L'agriculteur c'est le rapport à la nature, c'est le rapport à la nourriture, c'est l'écologie. Et puis c'est un métier ! Alors que dans le reste des activités industrielles, on a beaucoup perdu la notion de métier et donc l'agriculture maintenant, à mon avis, fait rêver.

Claude Beaufort

Je crois que Jacques Arnould va abonder un petit peu la sensibilité que vous exprimez là. Parce que lui aussi recueille les impressions de ces personnages — peu nombreux dans le monde d'aujourd'hui — qui nous passionnent que sont les astronautes. Et lorsque nous en avons parlé, Jacques Arnould, vous nous avez dit « dans le fond, même pour les astronautes, le hors-sol, ça n'existe pas ». Et vous nous avez rappelé ce qu'avait été le vécu des tensions qui avaient existé dans certaines missions spatiales qui risquaient d'être périlleuses et le désir de terre qui s'exprimait chez ces gens dans l'espace. Alors, entamons de ce côté, car on va retrouver cette sensibilité que Pierre Veltz et Philippe Perrier-Cornet viennent de faire naître de leurs observations et de leur vécu.

Jacques Arnould

D'abord, je vous remercie pour cette invitation. En vous écoutant, j'ai d'abord eu l'impression d'être un peu un extraterrestre et puis je me suis rappelé mes racines.

Claude Beaufort

Un ingénieur agronome ne peut pas être un extraterrestre !

Jacques Arnould

Tout à fait, je me suis rappelé mes racines agronomes et forestières auxquelles je tiens encore plus.

Claude Beaufort

C'est vrai ! C'est un autre aspect sur lequel on reviendra.

Jacques Arnould

C'est vrai que j'ai la chance, presque au quotidien, d'être dans une dimension un peu différente, qui est la troisième, en tout cas de partager avec ceux dont c'est le métier et l'aventure. Et quand nous avons eu l'occasion de nous rencontrer à deux reprises et en préparant cette journée, je me suis souvenu d'un mot que je vous retranscris d'abord sans vous dire l'auteur : « la Terre est le berceau de l'humanité et personne ne peut rester éternellement dans son berceau ». Je me suis souvenu de ces propos là parce que je crois que ça correspondait assez bien à l'analyse qui a été faite il y a une vingtaine d'années et à la crainte aussi suivantes : la Terre, le sol sont bien sûr le berceau d'un tas de choses, mais l'humanité qui est la nôtre aujourd'hui, dans les années 90, est appelée nécessairement à quitter cette Terre-là.

On parle de hors-sol, on parle d'exporter. On quitte cette Terre parce qu'elle a servi, on en a eu besoin, mais, nous, en particulier nous Occidentaux, avec notre civilisation déjà développée, on va la quitter. Et en vous rencontrant, je vous faisais simplement remarquer, de manière pas tout à fait anecdotique, que l'on constate aujourd'hui l'expansion de la pratique de l'incinération et je ne suis pas historien, ni paléontologue, mais j'ai appris comme tout le monde que « l'humain est celui qui enterre ses morts ». Alors que devenons-nous si nous sommes même du hors-sol au moment de notre précédent retour à la terre ? Il n'y a même plus de retour à la terre après la mort. Ce qui devient un peu étrange. Il y avait

de quoi se dire, oui la Terre est le berceau de l'humanité et nous qui sommes les humains en progrès, les meilleurs, nous allons quitté ce berceau. Ce mot n'est ni d'un agronome, ni d'un forestier, ni d'un sociologue. Il a été écrit en 1911 par un Russe qui s'appelait Constantin Tsiolkovski et qui est l'un des pères fondateurs de l'astronautique moderne. La terre dont il est question, ce n'est pas le sol, c'est la Terre, notre planète. Et pour cet homme, il était clair que ce qu'il était en train de mettre en place, qui était une technologie, allait nous permettre de quitter notre planète. Et pourquoi je vous donne ce mot, c'est parce que la prophétie de Tsiolkovski, ou peut-être la crainte des fondateurs de Sol et Civilisation il y a 20 ans, ne s'est pas totalement réalisée et fort heureusement. Quand on a envoyé les premiers satellites dans l'espace, quand le premier homme est allé dans l'espace — c'était un Soviétique, Y. Gagarine — il a eu comme premier réflexe de se retourner vers la Terre et de dire : « qu'est-ce qu'elle est belle ! » Vous connaissez tous ces propos qui ont, ensuite, été pris et repris par tous ces astronautes qui ont dit : « la Terre n'est pas le berceau de l'humanité, c'est un immense vaisseau spatial, nous en sommes les occupants et c'est notre Terre ». Il y a vraiment ce même mouvement en vous écoutant, un peu analogue de notre aventure rurale, agricole, terrienne. Et même l'aventure spatiale revient à ça. Et vous le savez comme moi, il s'est trouvé qu'il y a eu vraiment une conjonction historique entre tout ce long mouvement de prise de conscience écologique, environnementale, dans les années 60, avec comme premier sommet en 1972, le sommet de Stockholm dont on fêtera les 40 ans l'année prochaine et en même temps cette aventure spatiale qui a apporté des images, des propos qui allaient dans le même sens : un retour à la terre.

Claude Beaufort

Je vais rassurer nos amis, on va dans la suite du débat en venir aux acteurs du territoire d'aujourd'hui. Là, nous prenons un sens large du temps et de l'espace, mais je crois qu'il n'est pas inutile de le faire. Et si nous souhaitions que vous soyez là aussi, Jacques Arnould, c'est parce que les personnages comme Darwin ou Teilhard de Chardin auxquels vous vous êtes beaucoup intéressé, comme auteur, comme biographe et comme chercheur, sont des gens qui n'évoluaient pas dans l'idée suivante : la création et puis plus rien ne bouge. Ils étaient sur la notion d'évolution, de création continue.

À travers tout cela, on sent dans la durée qu'il y a des choses très profondes qui s'accomplissent et, peut-être, ce que nous évoquons — et qui s'analyse sur des données d'actualités — trouve également du sens en termes de paradigme d'évolution ?

Jacques Arnould

Oui là aussi vous aviez lancé quelques fils, et évidemment le personnage auquel vous faites allusion, Pierre Teilhard de Chardin n'a pas connu — je me fais un peu le témoin du spatial ce matin — ces moments-là puisque Spoutnik, c'est 1957.

Claude Beaufort

Mais qui est un solide Auvergnat aussi.

Jacques Arnould

Ce qui est intéressant et qui, me semble-t-il, rejoint un certain nombre de choses qu'on a pu dire ce matin, c'est ce sentiment — un peu prophétique parce qu'il a écrit au début du XXe siècle ce genre d'idées qu'il n'était pas le seul à développer —, cette prise de conscience — on a parlé de mondialisation, de globalisation — qui est aujourd'hui la nôtre, absolument fascinante et qui fait aussi de notre époque une époque tout à fait particulière. Mais qui ne signifie pas que tout est fondu. La conscience globale n'est pas une espèce d'ectoplasme mou dans lequel nous nous perdrons. Là aussi, permettez-moi de faire appel au spatial pour, cette fois-ci, contredire encore un propos qu'on entend assez souvent : vu de l'espace, il n'y a plus de frontières. C'est complètement faux. Regardez la moindre photo satellite ! Les montagnes ne sont pas prêtes d'être rabotées ni les mers comblées. S'il y a des frontières heureusement artificielles que l'homme a posées et qui ont pu disparaître — et notre Europe en est un bel exemple —, il y a des frontières naturelles qui demeurent. Derrière la frontière naturelle, je pense à un concept que vous avez évoqué. Vous avez parlé de campagne, moi j'aime bien le mot terroir. J'aime bien le fait d'appartenir à un domaine, à un territoire qui peut avoir ses limites. Et c'est une chose qui me semble aussi importante et nous en parlions, si vous permettez que j'introduise cette idée-là, quand nous nous sommes rencontrés. C'est une chose qui là encore me semble assez liée à l'expérience très récente qui est la question de la dynamique entre le nomade et le sédentaire. Je suis quand

même assez frappé par la singularité de notre époque. Nos amis astronautes ont été frappés par ce côté singulier de la planète. On a cette planète et pour longtemps nous n'en avons pas d'autres. Nous sommes voués au sédentarisme. Le nomadisme, qui nous permettait de rêver et d'aller sur un autre continent, d'aller grignoter un petit peu d'autres territoires, c'est terminé. L'urbain peut continuer à rêver un peu de ça, mais c'est un rêve sans espoir. Il y a un côté du territoire avec lequel il faut nous contenter et il faut apprendre à vivre sur un seul territoire. Alors bien sûr, aujourd'hui, je viens de vous écouter, les choses changent beaucoup. Mais rappelons-nous aussi la tradition de ces territoires, de ces campagnes, où il faut tout trouver sur place. Il faut apprendre à vivre avec ce territoire et aussi avec le temps. Le sédentaire est aussi un homme qui est très lié au temps qui passe. Le forestier pense en siècle et c'est aussi important. Donc nous ne sommes plus des nomades, nous ne pouvons plus penser en nomades.

Claude Beaufort

Les territoires peuvent avoir des dimensions qui sont à géométrie variable. On peut penser aujourd'hui sur plusieurs espaces à la fois et l'on peut penser sur plusieurs registres de temps aussi. Et quand on va même vers le monde agricole, et il reviendra dans le débat très vite au cours de notre journée, l'enracinement c'est quand même aussi une capacité de produire, ce sont des effets de marché, ce sont des dialogues assez intenses qui, en quelque sortent, obligent à dépasser véritablement l'attachement premier au sol et à le réfléchir.

Pierre Veltz

Vu de l'espace effectivement on est peut-être voué à la sédentarité sur notre bonne vieille terre.

Jacques Arnould

Je parlais évidemment vu de l'espace.

Pierre Veltz

Mais si on regarde ce qu'il se passe sur cette bonne vieille Terre, on est quand même de plus en plus nomade. Il y a de nouvelles articulations entre l'enracinement et le nomadisme. Même les mouvements migratoires — qui ne sont pas plus importants aujourd'hui à l'échelle mondiale, plutôt

plus faibles que ce qu'on a connu, par exemple à la fin du XIX^e siècle, et qui sont en train d'augmenter — sont de nature très différente, parce que ce ne sont plus simplement des mouvements de A à B, où l'on se sédentarise dans son point d'arrivée. Ce sont des mouvements circulatoires. Le low cost aérien, par exemple, a complètement changé la donne. Même aux États-Unis, l'intégration communautaire ne se fait plus du tout de la même façon, parce que les gens restent connectés en permanence par le transport aérien, par l'Internet, avec leur communauté d'origine. Donc on a une recommunautarisation qui est très forte. Les gens circulent aujourd'hui. Le bon mot, ce n'est plus les migrations, le bon mot, c'est les circulations. Par exemple, les centres de recherche correspondent à des pôles distribués sur la planète avec des communautés circulantes qu'on va retrouver d'un bout de la planète à l'autre. Donc on est en train d'inventer une nouvelle forme de nomadisme et plus prosaïquement, pour chacun d'entre nous, on voit bien que la multiple appartenance territoriale n'est plus simplement un privilège des plus riches. De plus en plus de gens, même dans les classes moyennes et même dans les milieux populaires, sont capables aujourd'hui d'avoir plusieurs lieux, plusieurs attaches et de vivre en même temps sur plusieurs espaces. François Asher appelait cela « la société hypertexte » et je pense que c'est quand même fondamental en même temps que cette société d'individus.

Claude Beaufort

Je vous interpellerais à nouveau tous les trois en conclusion de ce débat, mais je voudrais quand même que nos amis de la salle réagissent. C'est une première table ronde. Nous l'avons voulue posant un espace de réflexion très large, qui n'est pas classique dans nos rencontres de Sol et Civilisation. Cela peut susciter chez vous des réactions imprévues. Je crois que nos amis seraient très curieux de les connaître.

Question de la salle

Merci, ma question porte sur la ségrégation sociale et la distribution spatiale des classes. Est-ce qu'il n'y aurait pas un risque, vous l'avez très bien dit, que certains espaces ruraux deviennent des espaces de relégation pour personnes à moyens économiques limités ? Puisque les centres des grandes villes qui se positionnent à l'international avec un prestige ont atteint des niveaux de prix de l'habitat du mètre carré tels qu'ils ne sont réservés qu'à des gens fortunés. Et qu'on a une ségrégation

sociale à l'intérieur des villes, et entre l'urbain et le rural, qui m'interroge.

Claude Beaufort

C'est une question pour vous, Philippe Perrier-Cornet. Est-ce que le coût interfère sur ces données, sur ces mouvements, ces évolutions ?

Philippe Perrier-Cornet

Il y a deux ou trois ans, la revue « Autrement » a publié un très bon numéro sur ce sujet, « fracture sociale et campagne », auquel on pourrait se référer. J'aime bien le terme de campagne.

Claude Beaufort

On l'adopte. On se le réapproprie dans le débat.

Philippe Perrier-Cornet

Je parle de campagne périurbaine et de campagne rurale. Il y a dans les campagnes françaises d'aujourd'hui une partie de la population qui vit dans des conditions très précaires, qui est plutôt une population de souche, soit de retraités, soit d'ouvriers. Le rural est plus industriel que l'urbain, mais surtout c'est là où les ouvriers non qualifiés sont les plus nombreux et c'est vraiment une classe ouvrière relativement défavorisée. En ce qui concerne les mouvements migratoires, les flux de nouveaux habitants des campagnes que j'ai un peu développé tout à l'heure, je maintiens que ces mouvements, pour l'essentiel, sont ceux des couches moyennes ou populaires ou des classes populaires ayant la possibilité d'accéder à la propriété. Parce que ça, c'est très discriminant. Bien sûr, ils n'ont pas la possibilité d'accéder à la propriété dans les centres-villes, c'est pour cela qu'ils s'en vont et que ce n'est pas le cas des cadres supérieurs et autres. Mais c'est quand même des personnes qui ont un niveau de ressources minimum. Après, s'est tenu tout un débat sur : est-ce que les espaces ruraux ne sont pas aussi le lieu de nouvelles migrations ? Ou ne vont-ils pas être à l'avenir le lieu de nouvelles migrations de populations exclues des villes ? Et certains défendent ce discours, notamment dans les perspectives rurales qui se font à la Datar actuellement. Un des scénarios imagine l'avenir des campagnes autour de la fin de cet étalement résidentiel, de cette diffusion résidentielle dont nous avons parlé précédemment, et imagine un peuplement par deux types de deux populations qui recherchent l'isolement : soit des populations exclues, sous forme communautariste, qui se réfugient, soit

au contraire des classes très aisées qui créent des sortes de « gated communities », des espaces clos et fermés. Je n'ai pas d'avis à ce sujet, on en discutera demain dans le cadre des séminaires « Prospective info » à la Datar. J'avais travaillé par exemple sur les allocataires du RMI — maintenant le RSA — et leur distribution entre espace rural et espace urbain et mon avis est le suivant : la ville peut offrir un environnement, notamment en termes relationnels, qui permet de mieux s'en sortir, de mieux vivre. Alors que la campagne offre moins de possibilités, notamment quand vous n'en êtes pas originaire et que vous n'avez pas d'emploi. Ça ne doit pas occulter le fait que toute une partie de la population des campagnes de souche, d'origine, des personnes âgées en particulier, vit avec des niveaux de ressources excessivement faibles aujourd'hui.

Claude Beaufort

Sur l'attractivité en termes de coûts du monde rural, j'ai vu aussi des études qui essayaient d'apprécier l'installation des citoyens de l'Union européenne en France. Nous sommes quand même, dans l'Union européenne, un pays dont la densité est faible par rapport aux autres. Par conséquent, les coûts du foncier et de l'immobilier, pour ce type de population qui investit dans le rural, sont aussi très attractifs.

Philippe Perrier-Cornet

Oui absolument.

Pierre Veltz

Je pense que la question qui est soulevée est fondamentale. Le problème est que si l'on compare des espaces en les regardant de loin, ils sont de plus en plus homogènes. Par contre, il existe des micros ségrégations sur des espaces un peu fractals, plus limités, qu'on ne voit plus. Par exemple si l'on regarde tous ces espaces relativement prospères, dont parle Davezies sur les zones résidentielles, on y retrouve des éléments de pauvreté et d'exclusion qui sont très importants. En France, les ouvriers ont disparu du radar. Personne n'en parle. J'ai été professeur à Sciences politiques. J'ai posé la question à des étudiants : combien y a-t-il d'ouvriers en France ? 60 000, 600 000 ou 6 millions ? Je ne vous donne pas la réponse. Un certain nombre de gens ont répondu 60 000, la majorité c'était 600 000. Les ouvriers ont disparu des alentours des villes et on a l'œil très fixé aujourd'hui, à juste titre, sur les fameux quartiers

d'exclusion autour des grandes villes, mais on ne voit pas qu'une grande partie de la pauvreté n'est pas là. Elle est disséminée, notamment dans le périurbain et dans le monde rural, avec des effets de club dans le périurbain qui sont très forts.

Claude Beaufort

Peut-être une réaction de Jacques Arnould sur ce problème ? On a évoqué le facteur économique en termes d'attractivité. Vous nous avez évoqué aussi ce qu'on peut appeler un facteur psychique. Dans le monde moderne, il y a un besoin de recomposition intérieur qui fait que dans l'équilibre humain, parfois, cette attirance de la campagne est un élément déterminant ?

Jacques Arnould

Ce n'est pas tellement moi qui l'ai évoqué. Je crois que d'autres l'ont évoqué mieux que moi tout à l'heure donc je leur en laisse vraiment la paternité. Je voudrais évoquer un autre agronome, René Dubos. Dans une conférence déjà lointaine et fort intéressante, qui s'était tenue dans une ville américaine des années 50, il mettait en garde contre « l'atmosphère que nous sommes en train de créer dans ces villes ». Parce qu'il manque ce que nous avons évoqué. Il ne parlait pas de campagne, mais de toutes ces dimensions de la qualité, du bien-être, de l'air, de la lumière, des sens, du côté psychique, que lui a défendu et dont il avait sans doute bien perçu, dans les États-Unis des années 50, ce que ces manques pouvaient constituer de dangers pour une société, et en particulier disait-il par rapport à nos plus jeunes.

C'était son grand thème scientifique : l'homme est capable d'une telle adaptation qu'à un moment donné on ne se rend plus compte qu'on est en danger, peut-être pas de mort directe, mais en tout cas d'appauvrissement. Et c'est ça l'enjeu. C'est-à-dire qu'on finit par s'habituer à ne plus voir, comme on disait tout à l'heure, à ne plus voir le soleil, le ciel, les étoiles, à ne plus sentir l'odeur de la terre et on vit hors sol. Et on peut mourir hors sol tout à fait paisiblement, mais est-on encore humain ?

Jean Lassalle, député

Merci Monsieur, chers amis.

Je souhaite simplement témoigner un très court instant. D'abord pour me

souvenir avec émotion et voir ce que Sol et Civilisation est devenue 20 ans après. C'est un bel enfant de 20 ans ! Qui aurait dit qu'un jour, seraient réunis ici parmi nous les meilleurs spécialistes de l'occupation du territoire, de la démographie et des mutations, non seulement en France, mais à travers le monde, pour parler tranquillement ? Je crois que ça d'abord, c'est un peu notre bien commun. Je crois beaucoup à la notion de bien commun et c'est formidable. Je te remercie, cher président.

La deuxième chose que j'ai retenue, qui est très vraie : nous avons refondé une civilisation de l'individu et je crois que c'est le maître mot. J'adhère totalement à vos explications sur l'extension des grandes périphéries sur les villages. Il reste encore beaucoup de territoires qui sont en train, et j'en suis un témoignage vivant, de perdre leur sang jour après jour, leur savoir-faire, leur savoir-être. Je crois qu'il faut qu'on porte un regard différent, maintenant qu'on sait tout ce que vous savez et tout ce que nous apprenons. Je crois que le temps d'un discours nouveau, et que Sol et Civilisation peut initier, est venu. Ça doit être un discours d'espoir, j'allais presque dire d'espérance. Il y a des hommes et des femmes qui savent beaucoup, qui sont en grande désespérance, encore aujourd'hui, et qui pourraient servir à cette agrégation.

Et enfin, j'espère que vous aurez l'occasion de le faire. Je pense qu'il faut réfléchir, ne serait-ce que l'espace d'un instant, malgré les mutations dont vous parlez, à la disparition de 25 000 communes de France dans 10 ans d'ici, si on continue sur la trajectoire sur laquelle nous sommes engagés. Nous aurons toujours besoin d'être de quelque part.

Claude Beaufort

Vous nous ramenez à une actualité chaude M. le député.

Question de la salle

Merci beaucoup. Je voulais revenir sur la question des communautés circulantes. Je suis tout à fait d'accord que c'est un phénomène que l'on constate aujourd'hui : beaucoup de gens nomadisent de fait entre tel ou tel point, éventuellement de la planète, et conservent quand même des liens avec leurs racines territoriales. Toutes ces manifestations d'un individualisme qui essaie de tirer parti des derniers différentiels ou des dernières choses qui permettent de trouver un certain bénéfice sont malheureusement confrontées au fait, qu'en dernier ressort il faut tout de même bien qu'il y ait des gens qui nourrissent les autres, des gens qui

gardent le territoire, etc. Je suis géographe et j'ai travaillé surtout sur les milieux urbains et sur ce différentiel urbain — rural. Et je suis tout à fait d'accord avec la première intervenante qui explique qu'on est en train de créer des ghettos urbains et qu'il faut y faire extrêmement attention. Et je suis évidemment également d'accord avec Pierre Veltz qui nous dit que, cependant, la communauté des ouvriers est devenue beaucoup plus importante sur le territoire rural que sur le territoire urbain. Ne croyez-vous pas qu'il est urgent de penser qu'on est arrivé à un moment où l'on est obligé de faire face à nos problèmes et de ne plus chercher des façons de vivre qui sont de fuir quand quelque chose nous convient moins là où l'on est ou quand quelque chose semble nous convenir plus là où l'on pourrait aller ? Je prêche pour un attachement au territoire qui n'est pas quelque chose de viscéral ou de racial. Je prêche pour un attachement raisonnable, parce que c'est absolument indispensable si l'on veut faire en sorte que le métier d'agriculteur puisse être viable.

Claude Beaufort

Il n'y a pas vraiment d'agriculteurs exploitants présents dans cette tribune, mais ils seront présents dans le reste de la journée. Rassurez-vous, nous ne les avons pas oubliés. Et le Conseil d'Orientation de Sol et Civilisation a parfaitement conscience des préoccupations qui sont les leurs. Qui veut réagir ? Pierre Veltz ?

Pierre Veltz

Je pense qu'on est d'accord.

Question de la salle

Je voudrais poser une question sur le mot nature. Il n'y a plus de nature aujourd'hui, on a tout changé, tout modifié. Les gens, aujourd'hui, respirent de l'air qui n'est pas naturel. On a changé complètement l'environnement. J'habite la Basse-Normandie, et dans la Basse-Normandie autrefois que se passait-il ? On avait des arbres, on cultivait du chanvre, avec des fossés, avec de l'eau dans les fossés qui maintenait la nature du sol en voie de production. La nature du sol, proprement dite, qui était autrefois propice à l'élevage, une spécialité de cette région, on a supprimé tout ça. Aujourd'hui, tout ça c'est fini, c'est supprimé. On a complètement modifié cette nature. Alors aujourd'hui on ne se reconnaît plus. Même les gens qui habitent le milieu rural ne se parlent pas, ils ne

se disent rien. Il n'y a plus cette vie familiale qu'il y avait autrefois.

Claude Beaufort

L'inquiétude ou la nostalgie que vous exprimez trouve-t-elle écho ici ? Je dois vous dire que votre intervention sera évoquée dans la table ronde que nous aurons cet après-midi. Voulez-vous réagir un peu sur le mot nature, sur l'altération ?

Jacques Arnould

Permettez-moi de citer encore René Dubos. Il aimait bien rappeler le rôle du lien entre l'homme et la nature. Ses slogans, me semble-t-il, étaient souvent assez justes. Pour lui, il s'agissait d'abord de choisir l'humain. Je suis sensible évidemment à vos propos, à l'absence de paroles. On sait qu'aujourd'hui c'est un des grands fléaux de notre civilisation. Nous avons, depuis ce matin, beaucoup parlé de l'humain et tant mieux. On n'oublie pas le reste, on n'oublie pas tous les composants de la nature, mais c'est vraiment choisir l'humain. Et ajoutait-il, « n'oublions pas, courtisons la terre ». La terre n'est pas facile à approcher, il faut apprendre à l'appivoiser, il faut la courtiser — le mot est un peu poétique évidemment —, mais il ne faut pas trop la rêver non plus cette nature, il faut faire avec, avec l'histoire qui est la sienne, avec l'histoire qu'on lui impose. C'est un mélange compliqué entre choisir l'humain tout de même, vivre l'humain dans cette nature qui a sa propre histoire, sa propre évolution, ses propres adaptations et puis en même temps ce qu'on lui impose. Et cette histoire commune nécessite évidemment une part d'acceptation et aussi une part de sacrifices, de part et d'autre. Jamais, dans l'histoire de la vie, nous ne sommes passés à côté de ce que nous, humains, appelons des sacrifices. Il faut l'admettre.

Claude Beaufort

Dans l'idée même d'évolution, il y a des stades de transformations successives.

Jacques Arnould

Bien sûr. Donc il y a des choses qu'il faut laisser au passé et des choses qu'il faut inventer pour le futur.

Claude Beaufort

Dans les quelques discussions que nous avons eues, il y a quelque chose

qui vous a fait réagir à plusieurs reprises Jacques Arnould. Lorsque l'on parle du monde agricole, on parle essentiellement des productions végétales et d'élevage. Et les hasards de votre carrière vous ont engagé dans le domaine forestier. Le monde agricole est aussi représentatif de ce patrimoine végétal. Et pour vous, il y avait une donnée importante qui était posée aussi dans la réflexion sur les territoires. C'est peut-être un moment pour l'évoquer.

Jacques Arnould

Nous avons la chance en France d'avoir un espace forestier tout à fait particulier, divers, et qui fait la joie de ceux qui aiment les forêts et des forestiers en particulier : diversité en termes de patrimoine végétal, mais aussi diversité en termes de fonctions qu'il faut savoir gérer. Et la grande particularité, c'est un clin d'œil à ce qu'on a entendu tout à l'heure, c'est l'échelle de temps. Nous avons un capital sur pied, au sens strict du terme, qui est là pour longtemps et qui nous est imposé. En quelque sorte, on ne peut pas aller plus vite que le rythme qui nous est donné. Et pour autant, il faut encore choisir l'humain. J'ai eu la chance de travailler à une période, où pour des raisons de craintes sur ce qu'on appelait les pluies acides en France et le dépérissement des forêts ailleurs, on a brutalement eu une espèce d'emballement du milieu forestier qui s'est révélé assez classique, pour ne pas dire traditionnel voire conservateur. J'en fais partie et c'est très clair. Dans le même temps, il fallait avancer parce qu'il fallait répondre à une crise, à des gens qui nous demandaient : que va-t-il se passer ? Et j'ai assisté avec beaucoup d'intérêt à l'arrivée de l'informatique, des images satellite, enfin d'un tas de choses nouvelles et qui montrent aussi l'intérêt de ce milieu où il s'agit de tout combiner, de combiner plusieurs rythmes en même temps et c'est possible. Il suffit une fois encore d'avoir envie de le faire et d'œuvrer pour à la fois l'homme et la nature.

Pierre Veltz

Il y a une chose qui me frappe beaucoup. La nature est artificialisée depuis très longtemps : la « nature nature » n'existe pas.

Claude Beaufort

On la voudrait immuable en plus.

Pierre Veltz

On est dans la nature urbaine aussi et la nature est fabriquée. D'ailleurs, c'est la nature qu'on aime. Quand elle est bien artificialisée, notamment pour l'agriculture, c'est là qu'on l'aime. Les paysages, c'est construit. Mais ce qui me frappe beaucoup, à propos de la dimension mythique que les urbains sont en train de se construire à propos de la nature, c'est la priorité du végétal. Mais l'animal est un sujet très intéressant. Et l'animal, à mon avis, a plus de mal à trouver sa place dans cette conception. Pourquoi ? Parce qu'il y a dans cette conception de la nature, dans ce que les gens cherchent, cette dimension de la paix. C'est un monde qui a l'air cohérent et qui est apaisé. Or l'animal, c'est la face sombre de la nature. Les animaux se dévorent les uns les autres. On les élève dans des conditions qui déplaisent aux urbains, qu'ils ne veulent pas voir. Il y a un livre américain, dont le nom m'échappe à l'instant, qui s'appelle : « Faut-il manger les animaux ? » qui a un succès phénoménal aux États-Unis, qui s'est bien vendu en France aussi, et qui est très très intéressant. Je pense que l'animal, la violence du monde animal cadre mal avec cette conception.

À Saclay, il y a une ferme qui a des vaches. Encore une fois, on aime bien montrer aux enfants que le lait n'est pas fabriqué uniquement dans des boîtes en carton et qu'il a une origine biologique. C'est fascinant pour les enfants, c'est très bien. Mais enfin, je trouve que cette priorité du végétal est quand même assez intéressante. Si j'ai un pronostic à faire, je pense que toutes les filières animales peuvent avoir de grandes difficultés dans le futur. Je ne serais pas étonné que nos sociétés basculent beaucoup plus massivement et plus rapidement qu'on ne le croit vers le végétarien.

Claude Beaufort

Luc Guyau, je parle sous votre regard averti, il y a des gens de la culture, des gens de l'élevage, et voilà qu'on vient de nous rappeler qu'il y a aussi le monde des forestiers. Et Henri de Benoist rappelait lors des funérailles de Gérard de Caffarelli que c'était parmi les hommes qui ont fondé Sol et Civilisation l'un de ceux qui avait gardé une activité à la fois de culture, d'élevage et de forêts. Par conséquent, il était, comme beaucoup des hommes de sa génération, dans un rapport au temps et à l'espace qui démontre la valeur, le savoir de la complexité, la complexité conscience que le monde agricole préserve aussi en quelque sorte dans ses gènes par la diversité de ses métiers et de ses activités.

Question de la salle

Je vous remercie. Combien de territoires aujourd'hui dépériissent ? Quelle population cela représente-t-il ? Où sont-ils ? On a parlé des territoires qui sont en renouveau. Est-ce que ça ne pose pas une contradiction avec les difficultés des services publics liées à la crise des finances publiques aujourd'hui en France ? On voit que les populations augmentent, mais qu'en est-il de l'hôpital, de la crèche, des transports ? Et enfin lié à cela, comment voyez-vous l'enjeu des nouvelles technologies et de la fracture numérique ? N'y aura-t-il pas, demain, un enjeu fort entre ceux qui seront connectés et ceux qui ne le seront pas, dans une perspective plus mondialisée d'ouverture aux échanges ?

Philippe Perrier-Cornet

On peut estimer qu'un quart des espaces ruraux français aujourd'hui n'est pas concerné par le mouvement de renaissance rurale et continue à perdre de la population, des emplois, des actifs, etc. Ces espaces sont donc dans des situations précaires, dans des spirales très inquiétantes, parce qu'on voit difficilement comment ils peuvent s'en sortir. C'est plus patent dans un ensemble de campagnes rurales du nord-est de la France, soit parce que ce sont des territoires qui sont déjà très peu peuplés — je pense au sud du plateau de Langres — soit parce que ce sont d'anciens bassins industriels ruraux qui sont entrés en crise — par exemple, les Vosges. Mais d'autres territoires ne bénéficient pas de ce renouveau et sont même en crise : le centre Bretagne, des territoires de la Région Centre. Donc ce renouveau démographique et cette renaissance des campagnes ne touchent pas tous les territoires.

Claude Beaufort

Peut-être deux points qui ont été soulevés à l'instant sur la santé et sur les technologies de communication ?

Philippe Perrier-Cornet

Effectivement, une des questions à se poser est : dans quelle mesure, dans les années à venir l'économie résidentielle des campagnes va-t-elle continuer à porter la vie et l'économie des territoires ruraux ? C'est le principal moteur en termes de développement et de création d'emplois. Effectivement, les emplois de ce qu'on appelle l'économie résidentielle sont en partie des emplois administrés, soit directement des services

publics, soit liés à des politiques, par exemple, les emplois liés la médecine. C'est donc très fonction des choix politiques qui peuvent être faits, de mettre ou non l'accent sur le maintien de services. C'est à mon avis une des limites de la poursuite, du moteur de ce développement résidentiel. Il y en a d'autres. Je l'évoquais, Pierre l'évoquait aussi. L'étalement ou la diffusion urbaine de population ont un certain coût, c'est-à-dire qu'il faut entretenir des infrastructures qui sont aussi en partie des infrastructures publiques. Cela a un coût social qui n'est pas pris en charge aujourd'hui dans le calcul de l'individu qui habite à la campagne et qui travaille 40 km plus loin en ville. Et cela constitue aussi un coût écologique. Vous connaissez tous le slogan de collègues qui travaillent dans l'économie des transports et qui avait fait réagir fortement, je crois, des responsables agricoles il y a deux ou trois ans : « vivre au vert et polluer la ville ». C'était une étude qui analysait, catégorie sociale par catégorie sociale et selon le lieu de résidence, quels étaient les ménages qui émettaient le plus de gaz à effet de serre. Et ceux qui ressortaient très loin devant sont justement les ménages ruraux périurbains qui utilisent la voiture tous les jours. Cette étude mettait donc en évidence que ces ménages néo-ruraux, périurbains actifs, qui représentent le socle de cette renaissance des campagnes, émettaient trois fois plus de gaz à effet de serre que le ménage de la grande agglomération habitant en ville. Cela a fait débat, mais je crois qu'une étude de l'INSEE abonde dans ce sens. Là, il y a des éléments en termes de coûts écologiques et de coût énergétiques qui peuvent remettre en cause cette renaissance des campagnes. Mais je partage votre avis, cette renaissance est assez liée à la pérennité de services administrés couvrant l'ensemble du territoire.

Claude Beaufort

Est-ce que la fracture numérique subsiste ou est-ce qu'au contraire le numérique n'est pas finalement la diffusion d'un système cognitif nouveau pour le monde rural ?

Philippe Perrier-Cornet

Effectivement, il y a eu un certain nombre d'efforts récents pour permettre à des territoires ruraux isolés de rattraper une partie de leur retard en matière d'équipement numérique. On s'était beaucoup interrogé sur la question suivante : est-ce que cette nouvelle société numérique, avec le développement du télétravail, de la distanciation entre le lieu

d'emploi et le lieu où l'on vit, ne pourrait-elle pas être une chance pour les territoires ruraux, pour les campagnes ? En fait, les études un peu sérieuses qui ont été faites sur le sujet ne mettent pas en évidence un développement important de ces formes là et surtout ne mettent pas en évidence que les espaces ruraux en tirent avantage. Cela renvoie aussi à la nécessité du présentiel et également au fait que lorsqu'on délocalise sur du télétravail, on s'aperçoit qu'on va le faire encore beaucoup plus loin.

Table Ronde : « Le territoire, acteur du XXI^{ème} siècle ? »

Claude Beaufort

Nous allons passer de ce regard sur le monde rural à l'intimité, à la vie du monde rural avec les acteurs qui opèrent. Nous avons composé un plateau de quatre acteurs qui peuvent se définir de la façon suivante. Une agricultrice, une responsable d'exploitation agricole qui a des mandats professionnels, Anne-Claire Vial, secrétaire générale adjointe de l'AGPM, Association Générale des Producteurs de Maïs, vice-présidente de la chambre d'agriculture de la Drôme et qui exploite avec son mari dans ce département. Jean-Paul Claret, maire d'Entremont-le-Vieux (Savoie) et vice-président du Parc naturel régional de la Chartreuse. C'est un élu qui est confronté aux responsabilités territoriales. Dominique Olivier, directeur de la coopérative agricole Sicaseli à Figeac dans le Lot. Nous ferons plus connaissance avec son activité dans quelques instants. En recueil de vos trois témoignages, nous avons demandé à René Caspar, économiste, ancien professeur à l'École Supérieure de Purpan, qui appartient au Conseil d'Orientation de Sol et Civilisation, de nous aider à relier tous ces éléments. On va donner la préface à l'agricultrice. C'est une femme d'abord, c'est une exploitante agricole qui connaît la réalité du métier de paysan sur l'entreprise agricole qui est la sienne et qui exerce des mandats.

Anne-Claire Vial, votre exploitation d'abord. Où est-elle ? Que produit-elle ?

Anne-Claire Vial

Avec mon époux, nous avons une exploitation en société, comme beaucoup d'agriculteurs aujourd'hui, dans le bassin de vie de Montélimar. Dans un département, qui est sans doute un petit peu atypique, puisque nous sommes à mi-chemin en vallée du Rhône entre Lyon et Marseille et que nous sommes un département où les chiffres récents, et du recensement agricole et de l'INSEE, montrent que la population n'a pas arrêté d'augmenter depuis 40 ans. C'est un département extrêmement attractif où les enjeux sur le foncier sont énormes — entre les différents usages possibles du territoire — et où il est très difficile de s'agrandir. Pour trouver de la valeur ajoutée, nous sommes un département où nous allons sur ce qu'on appelle, des cultures spécialisées. Il s'agit dans notre cas de production de semences, de blé dur, de tournesols, de potagères, de maïs et des cultures légumières puisque nous avons aussi la chance d'avoir un climat

propice qui nous permet d'en faire : tomates, courges, ail. C'est un département où les exploitations, à l'issue du dernier recensement de 2010, sont toujours en moyenne sur une cinquantaine d'hectares.

Claude Beaufort

Quand j'entends les cultures, les productions que vous énumérez, cela implique des notions de marché très différenciées. Où et comment vendez vous ?

Anne-Claire Vial

Sur toutes les productions, nous sommes intégralement en coopérative. Nous sommes très exactement dans le schéma classique, historique du monde agricole. Je crois qu'il y a quelque chose qui n'a peut-être pas encore été dit et nous l'analysons dans la Drôme : les territoires qui sont très attractifs pour nos concitoyens, paradoxalement peut-être, sont aussi des territoires très attractifs pour les familles agricoles. Et nous, dans ce territoire qui est très attractif, nous avons énormément de demandes et dans une région qui compte huit départements la Drôme, à elle toute seule, fait aujourd'hui pratiquement 23 % du chiffre d'affaires de la ferme rhônalpine. Donc nous voyons bien que les familles d'agriculteurs, aujourd'hui, ont les mêmes besoins et demandes que le reste de la société, et que c'est peut-être mieux de s'installer en tant qu'agriculteur dans un territoire qui est très vivant. Ce sera plus facile pour la femme, pour le couple, pour les enfants, pour tout le monde. Cela peut paraître contradictoire, mais ces territoires qui attirent tout le monde attirent aussi le monde agricole.

Claude Beaufort

Vous ne posez pas le problème en termes conflictuels ?

Anne-Claire Vial

Ah si !

Claude Beaufort

Alors où se situe-t-il, si conflit il y a ?

Anne-Claire Vial

Je crois que le conflit de l'occupation de l'espace, dans la région Rhône-Alpes, est une vraie réflexion. Aujourd'hui, on voit que la population

continue d'augmenter, avec de nouvelles demandes. Les chiffres qui viennent de sortir montrent que, dans les territoires ruraux les plus éloignés de la vallée du Rhône, les résidences secondaires représentent 40 % de l'habitat rural. Donc on imagine bien derrière les éventuels conflits de l'occupation de l'espace, la difficulté de l'installation, l'impossibilité de faire des successions dans le monde agricole sur des territoires de ce type. Nos élus ont bien sûr conscience de ces problèmes d'occupation, mais quelle est la réponse qu'on y apporte ? Nous voyons nos maires, lorsqu'ils font leur PLU (Plan local d'urbanisme), par exemple en milieu rural, et nos présidents de communautés de communes constater qu'il y a un problème d'occupation de l'espace. La première réaction est de créer des zones naturelles protégées, de définir des espaces remarquables au titre de la biodiversité. J'ai été très impressionnée de découvrir que Raymond Lacombe, en 2001, dénonçait le risque de créer des zones monofonctionnelles. Aujourd'hui, c'est bien ce qu'on est en train de faire en Rhône-Alpes. Nous sommes en train de créer des zones monofonctionnelles et derrière la question ce n'est pas seulement : « Que voulons-nous faire du territoire ? Quelle solidarité au cœur du territoire ? Mais y a-t-il encore une place pour les agriculteurs dans les territoires ? »

Claude Beaufort

Pour vous, la réponse est oui.

Anne-Claire Vial

Oui, bien sûr.

Claude Beaufort

En tout cas, vous vous attachez à ce que cette place demeure et se conforte. Ce qui vous amène, dans votre rapport au territoire, à vivre des dimensions d'engagement assez différenciées. Il peut y avoir, effectivement, des proximités de marchés locaux, de vente directe, même si cela passe par le biais d'une coopérative. Mais vous m'avez parlé d'une expérience qui est tout à fait intéressante. Vous êtes producteurs de maïs. Il s'agit de productions céréalières qui se vendent sur les marchés internationaux et pour lesquelles il subsiste cette image : « j'ai ma récolte, j'ai mon ordinateur, je suis connecté à la bourse de Chicago et je règle mon problème ». Or visiblement, ce n'est pas là une pratique des marchés qui vous inspire beaucoup personnellement. Mais vous ne vendez pas le maïs en porte-à-porte dans la Drôme. Alors comment avez-vous résolu cette

contradiction par rapport à d'autres tendances que l'on observe ?

Anne-Claire Vial

Résolu n'est pas le terme approprié. Mais je crois qu'il est peut-être intéressant de raconter une initiative un peu particulière qui a été menée par l'Association Générale des Producteurs de Maïs ces derniers mois. Nous sommes tous conscients que la définition du territoire en soi est un sujet d'étude. Qu'est-ce qu'un territoire ? Et je pense que nous serons aussi d'accord à cette table ronde pour dire que le territoire, ce n'est pas le local. Et quand on pense au territoire, la première pensée, c'est toujours la vente directe et les circuits courts. Et nous avons dit, c'est cela que je voudrais relater ici, le territoire peut être franco-méditerranéen. Aujourd'hui, nous savons que de l'autre côté de la Méditerranée, à côté de chez nous, les pays du Maghreb ou du Moyen-Orient sont structurellement déficitaires en grain. Et nous avons fait l'analyse — on a tous en tête les fameuses émeutes de la faim ces dernières années — que ces pays importaient aujourd'hui, bon an mal an, plus de 20 millions de tonnes de grains de maïs et qu'ils ne les achetaient pas en France. Nous sommes à deux jours de bateau de chez eux. Ils les achètent à trois semaines de bateau. Nous avons, partant de ce constat, décidé au sein de notre association de producteurs de maïs, d'avoir une démarche volontaire pour rencontrer ces consommateurs de maïs et nous sommes allés au Maroc.

Claude Beaufort

C'est une réaction très écologique, sur la consommation du CO2 dans le transport du maïs. Est-ce que cela a été l'élément déterminant d'une démarche spécifique des producteurs que vous êtes ?

Anne-Claire Vial

Tout à fait, mais la question est aussi la suivante : « est-ce que nous, producteurs, nous pouvons rencontrer nos consommateurs ? » Nous avons donc fait un voyage l'hiver dernier au Maroc. Nous avons rencontré des responsables agricoles, des agriculteurs, des éleveurs, des directeurs d'usine d'aliments, des présidents de conseils d'administration d'une coopérative laitière pour discuter et leur demander : « pourquoi n'achetez-vous pas de maïs français ? Quel genre de maïs voulez-vous acheter ? Est-il possible de faire des partenariats ? » On n'est pas en train de discuter de 20 millions de tonnes de maïs. On est simplement en train de

discuter de la possibilité de retisser des liens. Cette expérience va dans les semaines qui viennent, se concrétiser très certainement, par des offres. Ce que j'ai envie de raconter ici, c'est de dire qu'on peut, même dans une situation mondialisée, même dans une situation de marché, remettre l'homme au cœur des échanges comme le voulait Raymond Lacombe.

Claude Beaufort

La négociation économique.

Anne-Claire Vial

Tout à fait et dire aux exportateurs que leur travail, c'est la logistique et l'administratif de l'exportation, mais il peut quand même y avoir des contacts humains. Et je crois aussi, derrière cette expérience, que c'est une façon de dire, de manière un peu subliminale, à nos collègues en France, sur ces filières longues que sont les métiers du grain, il ne faut pas être seulement producteur-livreur et se reposer sur les coopératives, sur les sièges, les administrateurs agricoles dans les coopératives pour s'occuper du reste.

Claude Beaufort

Et vive le stress des marchés comme on dit maintenant !

Anne-Claire Vial

On peut, on doit sans doute, nous aussi producteurs, être acteurs de notre filière et cela permettra peut-être une réflexion à l'avenir : « Qu'est-ce que je produis ? Pour qui ? Comment je le fais ? Est-ce que je le fais comme mon acheteur le veut ? » Je crois que cela ouvre des perspectives pour concevoir des territoires un peu plus vastes que ceux que l'on conçoit habituellement.

Claude Beaufort

Là, vous définissez l'idée du territoire qui est certes un espace géographique dont vous cernez les limites et un milieu, c'est-à-dire avec des interlocuteurs avec lesquels on échange, avec lesquels on discute. Vous le faites sur une production. Vous m'avez révélé ensuite une deuxième idée de territoire qui était plutôt liée à la gestion de la ressource. Elle vous est presque imposée par la loi, c'est la gestion de la ressource en eau. Pour

vous, exploitant, elle redessine un autre territoire avec lequel il faut vivre et dialoguer. En quels termes ?

Anne-Claire Vial

Je crois que c'est aussi quelque chose dont on ne parle pas forcément beaucoup, parce qu'il s'agit de sujets très techniques. Globalement, tout le monde s'entendrait à dire que l'eau est un sujet stratégique au XXI^e siècle pour toutes les raisons que l'on sait. Nous avons eu en France une récente loi sur l'eau, en décembre 2010 avec des circulaires d'application très récentes de 2007, 2008. Je ne veux pas céder à la facilité en affirmant qu'on a une manière française, lorsqu'il y a un problème, de répondre par des règlements et des circulaires d'application, mais c'est un peu ça. Prenant en compte les difficultés qu'il y a sur les sujets de la qualité de l'eau dans les aires d'alimentation de captage, sur le partage de l'eau, de la gestion de l'eau sur certains bassins versants en déficit, le législateur français a créé deux dispositifs — aire d'alimentation de captage, zone de répartition des eaux — où on définit le territoire par un décret préfectoral. C'est un sujet complexe, avec des acteurs multiples qui ont des intérêts parfois totalement opposés. La loi écrit très exactement : « vous allez mettre en place des indicateurs et on vous donne trois ans pour vous mettre en ordre de marche ». Tous ceux qui vivent, qui s'occupent de ce type de dossiers dans leur département aujourd'hui voient que les acteurs ne sont pas d'accord. Les services de l'État sont très perplexes sur ce qu'ils doivent faire. L'avenir nous dira comment ces dossiers-là vont évoluer, mais est-ce qu'on prend les choses par le bon côté ? Et je voudrais juste rendre hommage à Sol et Civilisation qui depuis deux ans, avec des responsables de l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse sensibles à ces sujets-là, ont essayé dans le Vaucluse, avec des responsables de la chambre d'agriculture, avec différents acteurs politiques et économiques du Vaucluse, de travailler sur le sujet de la gestion de l'eau, mais d'une manière totalement différente comme on peut savoir le faire à Sol et Civilisation.

Claude Beaufort

Il y a un troisième territoire dans lequel vous vivez, c'est un territoire de caractère social parce que vous avez été très engagée dans un certain nombre de mouvements, notamment des ADMR (Aide à Domicile en Milieu Rural). Ce sont des caractéristiques qu'il ne faut pas oublier par rapport au monde agricole. Qu'est-ce que ça apporte au repositionnement

que nous nous efforçons de faire aujourd'hui : repenser la place de l'agriculture dans la ruralité que cette sensibilité de ces acteurs à la dimension sociale proposée par le milieu de vie ?

Anne-Claire Vial

Je me suis intéressée à ces questions territoriales et dans ces engagements syndicaux lorsque, jeune maman, j'ai regardé ce qu'il y avait pour la famille et les enfants dans le territoire rural dans lequel je vis. Je vis dans un canton qui devait, à l'époque, compter 15 000 habitants avec un chef-lieu de canton de 650 habitants. Dans les années 90, le régime agricole a mis en place spécifiquement des plans locaux de développement pour l'enfance et la politique familiale et nous avons pu créer, dans beaucoup de territoires ruraux en France, des crèches et des haltes garderie. Nous avons même, nous, une maison d'accueil parents-enfants, ces fameuses maisons Dolto. Et je dois dire que, jusque-là, le milieu rural ne bénéficiait pas de ce type de services parce qu'on pensait qu'on n'en avait pas besoin. Bien nous a pris de le faire puisqu'aujourd'hui nos familles agricoles nous demandent ce genre de service. Au-delà de cette réflexion, le président Delevoye l'a bien dit ce matin : nous vivons dans une société anxigène. La mondialisation est anxigène.

Nous, Français, on nous répète toutes les semaines qu'on est le peuple le plus pessimiste du monde, ce qui fait que je pense que même ceux qui ne le sont pas vont finir par le devenir.

Claude Beaufort

Au moins par notre système médiatique.

Anne-Claire Vial

J'ai des engagements professionnels sur les sujets environnementaux et je voudrais qu'on fasse le bilan des effets collatéraux de l'émergence de la problématique environnementale. Qu'on soit tous bien d'accord, je ne suis pas en train de remettre en cause tout ce que les mouvements écologiques, qui ont émergé dans les années 70, nous ont apporté sur la remise en cause d'un certain nombre de process, sur cette conscience collective de l'impact environnemental comme on l'appelle aujourd'hui. Mais force est de constater que ces mouvements écologiques ont donné naissance à l'émergence de penseurs dont certains, je pense un peu à Ehrlich, ont repris les thèses malthusiennes avec beaucoup de force et de vitalité. On

a vu aussi tous les penseurs de la décroissance apparaître. Et je crois qu'ils ont aussi contribué à remettre en cause ce qu'est la recherche, à quoi sert la recherche, pourquoi faire de l'expérimentation, qu'est-ce que le progrès ? Il me semble qu'aujourd'hui, on devrait plus sereinement remettre l'homme au centre du débat, comme l'aurait voulu Raymond Lacombe et comme il le disait dès la fondation de Sol et Civilisation. Car on a un peu l'impression, quand on entend un certain nombre d'intervenants dans les médias que l'homme n'est pas la solution, l'homme est le problème. Je crois qu'il faut faire entendre le discours de ceux qui ne pensent pas ainsi. Permettez-moi juste de raconter une anecdote. Il y a huit jours, j'étais à Lyon à un colloque sur l'hydromorphologie des cours d'eau, qui était organisé par l'agence Rhône Méditerranée Corse, avec bien sûr les usagers économiques, associatifs, gestionnaires de contrats de rivière. Pour clôturer les débats, l'agence avait invité Hervé Piégay, directeur de recherche au CNRS, enseignant à l'ENS (École normale supérieure). Quand il a pris la parole, ce chercheur a regardé la salle et ses premiers mots ont été : « Mesdames et Messieurs, dans les années 90, nous avons conçu le cours d'eau sans l'homme, et même plus, nous avons dénoncé l'impact de l'homme sur le cours d'eau. Je vous le dis, cette époque-là est révolue. Aujourd'hui, nous devons penser le cours d'eau avec l'homme et nous devons même être capables de reconnaître quand les aménagements que l'homme a apportés aux cours d'eau peuvent être bénéfiques ». De tels propos me rendent heureuse pour plusieurs jours.

Claude Beaufort

Merci de votre témoignage. Je vais aller vers vous, Dominique Olivier. Vous êtes directeur de la coopérative agricole Sicaseli, à Figeac, dans le Lot. Pour nos amis qui ne viennent pas de votre région, expliquez-nous d'abord ce qu'est le bassin de vie où est implantée cette coopérative. Quand a-t-elle été créée ? Et avec quelle vocation d'origine ? Ensuite, nous parlerons de son évolution. C'est l'acteur économique du monde agricole qui s'exprime.

Dominique Olivier

Bonjour et merci de nous avoir permis de nous exprimer. Figeac est aux confins de plusieurs territoires : au nord Midi-Pyrénées et aux portes de l'Auvergne, à une heure de Brive-la-Gaillarde, de Rodez, d'Aurillac et de Cahors. Contrairement à la Drôme, nous sommes à 6 heures de train de

Paris. On n'a pas de communication facile. C'est un secteur sur lequel il y a eu des populations importantes, comme partout pendant un siècle, et qui, aujourd'hui, est stabilisé. La population se maintient, on est à 25 % de résidences secondaires, mais ça ne veut pas dire que le nombre d'actifs croît. Nos agriculteurs font de l'élevage parce qu'on est en zone de montagne. On ne peut pas labourer pour la plupart. Et c'est un espace magnifique. Figeac est un grand site de Midi-Pyrénées, c'est une ville d'art et d'histoire. On a un bâti et des paysages fabuleux. Et c'est peut-être ça qui nous donne aussi de l'espoir dans une construction collective.

Claude Beaufort

En quelle année la Sicaseli a-t-elle été créée ? Et quand en avez-vous pris la responsabilité ?

Dominique Olivier

Elle a été créée en 1985 par la fusion de deux petites coopératives cantonales. J'en ai pris la responsabilité à ce moment-là. À l'époque, on était une vingtaine de salariés avec un chiffre d'affaires de 3 millions d'euros. Aujourd'hui, à périmètre égal, on fait 23 millions d'euros de chiffres d'affaires avec 120 salariés. En 1994, nous avons eu la chance de rencontrer Sol et Civilisation et de faire un audit, un des premiers audits patrimoniaux de territoire. Les 150 personnes interrogées par les jeunes venus faire l'audit répondaient : « on n'est pas du Cantal, on n'est pas du Lot, on a une économie qui est plutôt auvergnate, mais on est administrativement du Lot. On n'est ni de ni de ». La cohérence économique aurait certainement voulu qu'on se rapproche d'un des grands acteurs coopératifs, soit du Cantal, soit du Lot, soit de l'Aveyron. Mais parce qu'il y avait ce problème d'identité, on a voulu garder une identité pour dire : « On est du pays de Figeac ».

Claude Beaufort

Cela signifie que vous avez refusé la solution économique de la fusion, de la création de la valeur ajoutée par addition de structures. Mais à défaut de pouvoir la réaliser par cette voie, il fallait trouver une autre voie de création de valeur. Comment, stratégiquement, avez-vous réfléchi à ce défi et surtout quelles réponses lui avez-vous apportées ?

Dominique Olivier

Nous avons pensé qu'en renforçant notre identité, on pouvait mobiliser des énergies et créer des valeurs ajoutées sur le territoire. On ne pouvait pas s'en aller dans une logique uniquement verticale. On dit toujours et mon président qui est là le dit : « ce n'est pas ou, c'est et ». On a beaucoup travaillé avec Sol et Civilisation sur la notion de subsidiarité. Les grandes coopératives apportent d'autres choses sur les filières, mais, nous, nous avons une mission d'animation territoriale. Ce n'est pas les circuits longs ou les circuits courts, c'est les circuits longs et les circuits courts. C'est toujours « et », alors qu'on est toujours dans notre société à vouloir opposer les systèmes.

Claude Beaufort

On n'a pas trop de difficultés à s'expliquer les circuits longs, mais l'effort d'optimisation que requiert un circuit court efficace, ça nous semble appeler plus de maturation. Expliquez-nous comment vous vous êtes posé le problème. Et par quel type de réponse l'avez-vous résolu ?

Dominique Olivier

En 1997-1998, comme beaucoup de coopératives en France, on a des magasins qui sont sous référence Gamm Vert. On y vend des vêtements, des chaussons, de l'alimentation animale, du bricolage. On allait jusqu'à vendre des Canaris. Et soudain, on a pris conscience qu'on avait un magasin dans la ville — c'est-à-dire 10 000 habitants (Figeac) — et qu'on n'y vendait pas les produits de nos agriculteurs. Donc, en 1998, on a aménagé un petit espace.

On a déposé une marque qui est reprise par Gamm de France qui s'appelle « Les sens du terroir », avec l'ambition de faire 150 à 200 000 euros de chiffres d'affaires. En 2002, après la crise de la vache folle, on s'est interrogé. Nos producteurs de bovins, au moment de cette crise, ont fait des relevés de prix dans les magasins et ils se sont aperçus que dans notre zone de chalandise, en grande surface — où il transite 80 à 90 % de la viande bovine — leur femme achetait de la viande qui ne venait pas de chez eux. Donc il y avait tout simplement un problème de dignité. Et en 2002 on a créé une boucherie. Aujourd'hui, l'espace « Sens du terroir », c'est 12 salariés, ce sont deux boucheries qu'on a créées, une troisième bientôt. On avait engagé un boucher en 2002. Aujourd'hui, il y en a sept. On crée de la valeur ajoutée, mais sans avoir la prétention que cela règle

tous les problèmes. Cela représente 5 % de la production de notre territoire, mais c'est une voie qui permet de redonner de la dignité, qui permet de redonner du sens, qui permet de recréer du partage entre la société urbaine et nos agriculteurs. Par contre aujourd'hui, on s'interroge sur la manière dont on peut collectivement, sur le territoire, aborder des problématiques d'une ville comme Toulouse qui représente un million de consommateurs.

Aujourd'hui, 80 % de la consommation de Toulouse vient de l'extérieur de la région Midi-Pyrénées et 80 % de la viande vient de l'étranger. Et les agriculteurs sont en désespérance tout autour. Je n'ai pas dit qu'on avait la solution, mais aujourd'hui ça nous interroge fortement : comment recréer du partage avec le consommateur ?

Claude Beaufort

Quand vous avez emprunté ces chemins dans votre réflexion stratégique, comment a vécu le groupe de vos adhérents ? Ça les a étonnés, ça leur a semblé une démarche fort peu classique ? Comment ont-ils réagi humainement et quelle adhésion ont-ils apportée au projet ? Y en a-t-il eu qui se sont fermement opposés ?

Dominique Olivier

Ce ne sont pas des virages à 180 degrés et toutes les démarches territoriales demandent du temps. On a fait le premier audit patrimonial en 1994. En 2002, on a fait une étude avec l'école d'agriculture de Purpan et avec un jeune ingénieur. Le thème était le suivant : comment une petite coopérative peut-elle installer des agriculteurs sur son territoire ?

Il nous a répondu : « vous n'avez pas de problème agricole, vous avez un problème de territoire. Vous perdez 30 % d'agriculteurs tous les 10 ans, mais les artisans c'est pareil. Le taux de chômage, chez vous, est à 5 %. Donc vous croyez que la population remonte, mais il n'y a bientôt plus d'actifs nécessaires pour développer. Le foncier bâti a été multiplié par cinq en six ans ». Tout à coup, on a pris conscience qu'on n'était pas des agriculteurs seuls. En 2003, on a réalisé un bilan sociétal, qui est une méthode qui a été apportée par les coopératives pour réfléchir aux articulations avec le territoire. Et déjà dès 2003 – c'est pour ça que je dis que ce sont des phénomènes qui doivent prendre du temps —, on était persuadé que, seuls, on ne pouvait rien faire, qu'il y avait une nécessité d'alliance avec le territoire. En 2008, on s'est interrogé devant la diminution des

agriculteurs. On était 2000 en 1985, on est 650 aujourd'hui. Si on suit les courbes, on sera 350 en 2020. On a demandé à Sol et Civilisation de nous aider à faire un audit prospectif. Donc on a fait un travail de prospective sur un hiver auquel on a associé des agriculteurs, des administrateurs, des salariés, mais aussi des élus et des gens de la société civile. L'objectif était : « agriculture en 2020 dans le pays de Figeac ». Premier scénario : de 650 agriculteurs, il en reste 300 à 350 et il ne reste plus de coopérative. Le deuxième scénario, qui est avis de tempête : crise alimentaire, crise écologique, libéralisme total, on veut que les prix soient les moins chers possible dans les villes. On resterait 150 agriculteurs avec de grandes fermes, style « ranching bovin », une agriculture de niche, circuit court pour la population, et ce n'est pas ce qu'on veut. Ce scénario n'est pas tenable. Entre lesquels de ces deux scénarios on est aujourd'hui, je ne sais pas très bien. Donc on a décidé d'un troisième scénario, qu'on appelle « changement de cap ». Il s'agit d'aller chercher toutes les valeurs ajoutées qu'on peut trouver sur le territoire.

En 2005, on a dit qu'il y avait nécessité d'une alliance avec le territoire. Le territoire, c'est forcément notre avenir. C'est stratégique. Donc aujourd'hui on met en place avec le territoire une charte paysagère sur la base de ce constat : vendre du lait ou vendre de la viande, si on abîme notre paysage, demain, on n'a plus de plus-value à lui apporter. Ce sera comme a dit un jour le président Ledru : « une molécule sur un marché mondial ». On ne tiendra pas dans cette logique-là. On a essayé de travailler sur toutes les plus-values qu'on pouvait amener. Par exemple, des agriculteurs souhaitaient expliquer que s'il y avait un paysage, c'est parce qu'il y avait des agriculteurs autour. 220 000 personnes rentrent à l'office de tourisme de Figeac en juillet et août. Aujourd'hui, on a monté un réseau de fermes découvertes et on emmène des groupes de touristes, avec l'office de tourisme, chez les agriculteurs qui expliquent leur métier. On redonne de la dignité. Autre exemple, on est en train de faire un travail qui s'appelle « Terre de Figeac, mêlée gourmande », avec les consommateurs, les producteurs, les restaurateurs. Notre questionnement est : comment on se réapproprie une alimentation sur le territoire ?

Aujourd'hui, on entame un travail de réflexion sur la gestion territoriale des emplois et des compétences. Pourquoi ? Le problème de nos territoires, c'est qu'il faut rechercher de la valeur ajoutée. On n'aura de l'emploi et des activités que si l'on détermine de la valeur ajoutée. La valeur

ajoutée pour moi, c'est un peu sommaire, c'est directement proportionnel au nombre d'actifs qu'il y aura sur le territoire. Plus il y aura d'actifs, plus il y aura de compétences. Il faut faire venir sur notre territoire des compétences, des ingénieurs, des chercheurs et faire de l'innovation. Depuis deux ou trois ans, dans notre petite coopérative, des collègues ont fait le plus gros projet solaire collectif de France : 36 millions d'euros et 190 toits qui ont été faits en coopérative. Aujourd'hui, c'est impensable, on vient de racheter une scierie pour faire une filière locale bois. C'est donc chercher toutes les valeurs ajoutées qui permettront sur un territoire de travailler en commun.

Claude Beaufort

Ce qui est impressionnant dans votre témoignage, dans l'aventure de la Sicaseli, c'est qu'effectivement trop souvent on ne comprend pas les richesses que l'on détient. C'est simplement, ce qu'évoquait Jean-Paul Delevoye, la qualité relationnelle entre les personnes qui réduit cette ignorance. Et cet après-midi, nous entendrons une amie du Québec. Je crois qu'elle nous dira de façon très forte quelque chose qu'on a peut-être occulté dans notre ruralité pendant un moment, c'est que la ruralité ce n'est pas un espace, c'est un milieu de vie. Et donc le facteur humain est l'élément essentiel. C'est ça quand même qui est le moteur de la réalisation qui était celle de votre entreprise coopérative ?

Dominique Olivier

Le territoire est un espace de partage, mais ce n'est pas un territoire contenu dans lequel on entasse des mesures. C'est un territoire contenant dans lequel les gens partagent. Je me rappelle une définition que m'avait donné Raymond Lacombe : « un territoire, c'est un espace dans lequel on est encore capable de se mettre autour de la table, de se connaître, de se reconnaître, et même de pouvoir s'engueuler ! »

Claude Beaufort

Vous vous êtes beaucoup « engueulés » ?

Dominique Olivier

Ça arrive. Mais il y a des endroits où on ne peut plus le faire. Si le territoire n'est qu'un support, ça ne fonctionne pas. Le territoire doit devenir acteur, et à ce moment-là, le panier de biens qu'offre le territoire peut devenir un panier de bienfaits.

Claude Beaufort

Jean-Paul Claret, vous allez vous exprimer au nom des mandats électifs que vous détenez. Vous êtes le maire de la commune d'Entremont le Vieux, dans le département de la Savoie. Combien d'habitants ?

Jean-Paul Claret

600

Claude Beaufort

Vous êtes également conseiller général de la Savoie. Combien d'habitants ?

Jean-Paul Claret

Environ 416 000 habitants

Claude Beaufort

Je l'ai dit en vous présentant tout à l'heure, vous êtes vice-président du Parc naturel régional (PNR) de la Chartreuse. Pour que ce soit clair chez nos amis, ce PNR se situe sur une frontière qu'il faut préciser : entre la Savoie et l'Isère, cette frontière est historique. Le royaume de Savoie a survécu jusqu'au Second Empire. Le regroupement à la France date de 1860, date récente. Alors que l'Isère, c'était le Dauphiné, le territoire du fils du roi. On est sur une frontière historique, administrative, mais on est aussi sur un territoire qui a une identité naturelle, humaine, historique extraordinaire. Deux mots de la Grande Chartreuse et de ses spécificités pour nos amis n'ont pas encore eu la joie de la visiter.

Jean-Paul Claret

Bonjour à tous. Le territoire de Chartreuse, vous l'avez compris, a vécu pendant très longtemps sur cette frontière historique, avec peu de relations deux côtés de la frontière jusqu'en 1860. Les choses ont commencé à s'améliorer dans les années 1960, seulement, où les acteurs du territoire ont commencé à se parler.

Claude Beaufort

Un siècle pour se parler !

Jean-Paul Claret

Oui. C'est un territoire qui se situe entre le massif du Vercors et le massif des Bauges — qui est le plus petit des massifs préalpins — et qui a cette particularité d'être à proximité de grands centres urbains, Grenoble au sud, Chambéry au nord, et à l'ouest Voiron. C'est une donnée qui est très importante parce que c'est un territoire montagnard, mais qui est encerclé par des communautés urbaines très importantes. C'est un territoire, vous l'avez rappelé, au potentiel très important : un potentiel naturel grâce à des paysages remarquables qui ont été entretenus par des générations de cultivateurs ; une biodiversité exceptionnelle puisqu'on doit retrouver plus de 2000 espèces végétales qui représentent 20 % du potentiel national ; la moitié du potentiel national en termes de faune et d'oiseaux. Ce territoire est marqué également par la présence de l'ordre des Chartreux, qui eux, ne connaissaient pas ces frontières et qui sur le plan religieux ont marqué le territoire, y compris sur le plan économique.

Claude Beaufort

Dès le 11^e siècle si je ne me trompe pas ?

Jean-Paul Claret

Neuf siècles de présence de l'ordre des Chartreux à Saint-Pierre de Chartreuse. Ils ont donc marqué sur le plan des valeurs, très fortes, que l'on retrouve encore aujourd'hui, mais aussi en matière de développement. Je parlais de l'agriculture, mais également de la forêt, de la métallurgie puisqu'à une époque, les chartreux étaient maîtres de forges également.

Claude Beaufort

Quand ce territoire s'est redécouvert avec 100 ans de retard, au-delà des accords politiques qui l'ont reconstitué, quelle a été la démarche de projet territorial ? Comment est-elle née et qu'est-ce que cela représente dans la responsabilité politique, en particulier d'élu, de gérer un projet de cette nature ?

Jean-Paul Claret

Ce projet de territoire est né du fait que, rapidement, les acteurs se sont rendu compte que, si rien n'était fait pour conforter cette identité territoriale, le territoire était disloqué, partait de chaque côté — Grenoble,

Chambéry, Voiron — et avait toutes les chances de ne pas perdurer. Un projet de Parc naturel régional a l'avantage de ne pas être imposé au territoire. Il faut qu'il y ait une volonté ascendante des acteurs de ce territoire et une volonté conjuguée, à la fois des élus et de l'ensemble des partenaires socioprofessionnels, du monde associatif et des habitants également. Pour vous donner une échelle de temps, le projet a mis plus de quatre ans pour se mettre en place. L'association de préfiguration a fait tout ce travail très important au préalable de questionnement : que veut-on faire de ce massif ? Un projet partagé, mais comment va-t-on le piloter derrière ? Avec un slogan fort qui était inscrit dans la première charte : « pas de parc sans agriculture ».

En secteur de montagne — le massif de chartreuse s'étage jusqu'à 2000 m d'altitude —, c'est une activité qui reste très fragile. La volonté forte était d'inclure l'agriculture au projet puisque ça conditionnait tous les autres domaines de développement de ce massif, notamment le développement touristique. Donc c'est l'ensemble des acteurs, par une concertation très importante, qui ont inscrit dans une charte leurs priorités. Cette charte a l'avantage de piloter un peu le développement local. Un Parc naturel régional n'agit pas tout seul, ce n'est pas une collectivité territoriale supplémentaire, mais c'est une mise en mouvement des acteurs : les collectivités, mais aussi tous les partenaires.

D'entrée, il y a eu une volonté très forte de regrouper tous les acteurs de l'agriculture au sein d'une même association : les sylviculteurs, les acteurs du développement touristique, une plate-forme de toutes les associations environnementales, les professionnels des métiers des prestations de services en matière d'accompagnement en montagne. Regrouper pour créer une mutualisation, parce qu'il n'est pas dans l'objectif d'un Parc naturel régional de refaire ce que d'autres font sur le territoire. Par exemple dans le domaine de l'agriculture, on a mutualisé les moyens humains avec la chambre d'agriculture. Le personnel qui a été recruté l'a été en partenariat avec la chambre d'agriculture. C'étaient des gens qui dépendaient de la chambre d'agriculture, mais dont le Parc naturel régional assurait l'hébergement et une partie du financement.

Claude Beaufort

Cette synergie d'acteurs, dans sa dynamique et dans ses difficultés, c'est un exercice où les responsables politiques s'ouvrent sur une société civile assez large, contrastée dans ses responsabilités, dans ses choix, dans ses cultures. Quelle impression en avez-vous gardée ? C'est rude comme exercice, c'est riche ?

Jean-Paul Claret

C'est un exercice qui est très riche parce que, dans la mesure où l'on fait participer le plus grand nombre de personnes à l'élaboration d'un projet partagé sur le territoire et que ces acteurs continuent à prendre leur place, alors il y a des difficultés. Parce qu'il y a un syndicat mixte qui ne représente que les collectivités territoriales et les élus.

Il faut trouver les moyens d'associer en permanence les structures que je vous citais pour que les projets soient déterminés ensemble, et notamment inscrits dans cette charte.

Ensuite, il faut effectivement continuer à animer ces relations et on retrouve sur une partie de ce territoire, à côté des communautés de communes par exemple, des structures associatives qui regroupent les élus, mais aussi tous les partenaires socioprofessionnels et associatifs. Et c'est le gage d'avoir une remontée de toutes les préoccupations du territoire et que le plus grand nombre de personnes, dans une société où de plus en plus on voit aujourd'hui que les gens sont déconnectés de leur avenir, fassent part de leurs préoccupations et de leurs projets.

Claude Beaufort

Si vous deviez tirer un premier bilan de cet effort acharné pour construire ces synergies d'acteurs, qu'est-ce qui est déjà perceptible aujourd'hui ?

Et qu'est-ce que vous espérez dans un délai raisonnable encore ?

Jean-Paul Claret

La Chartreuse a survécu ! C'est déjà ça. Et cette entité, ce massif est pris en compte dans le cadre de solidarités financières et dans une originalité par rapport à nos autres partenaires, que ce soient les départements, la Région, l'État voire l'Europe : nous mettons en place des programmes pluriannuels où les objectifs sont communs, même si c'est un programme qui dépend plus de la région ou du département. Et aujourd'hui, on entend beaucoup dire : « il faut rigidifier les compétences de chaque structure ». Et bien là, les partenaires autour de la table définissent ensemble un projet et mettent des moyens financiers adaptés, mais en concertation. C'est un énorme pas d'avoir cette cohérence territoriale sur des objectifs qui ont été très clairement définis et qui peuvent être discutés par les acteurs mêmes du territoire. Parce qu'on s'aperçoit aussi que parfois, des programmes ou des volontés de nos partenaires, collectivités territoriales supérieures, ne correspondent pas toujours à ce que souhaite

le territoire. C'est un acquis important du territoire. On sent les effets, notamment en matière d'agriculture. Le premier slogan du parc qui était : « pas de parc sans agriculteurs ». La tradition dans les milieux montagnards, c'était la coopérative qui vendait le lait à un fruitier en début d'année. La seule coopérative qui restait se trouvait pratiquement acculée à fermer puisqu'elle ne correspondait plus aux normes européennes.

Qu'est-ce que le Parc a suscité ?

Les agriculteurs membres de cette coopérative l'ont repris en gestion directe. Ils ont pris en main leur outil de travail. Ils l'ont complètement restructurée, bien entendu avec l'appui du parc, et aujourd'hui, cette coopérative joue un rôle capital pour une partie du massif, notamment la partie la plus haute, la plus montagneuse. Elle a aussi fait en sorte que les produits soient des produits de qualité où la traçabilité est présente pour les consommateurs, avec un cahier des charges très rigoureux. Elle a réussi, dans le cadre d'une SICA, à mettre en place un magasin de vente. Ce qui permet de créer une articulation avec le tourisme et d'avoir une partie de nos produits écoulés par l'activité touristique. Et je citerai simplement une petite anecdote. Le magasin de vente de la SICA, dans ce village dont le bourg compte moins de 100 habitants, fait un chiffre d'affaires de 750 000 € aujourd'hui. Et lorsque le parc a commandé, en liaison avec la chambre d'agriculture, une étude sur les magasins de producteurs, le bureau d'études nous a avoué — si le magasin n'avait pas existé et si on était simplement en projet — qu'ils ne nous auraient jamais incité à faire un tel magasin. Donc c'est la preuve que lorsque les politiques sont coordonnées — dans ce cas, agriculture et tourisme — on peut faire vivre des activités importantes. L'autre aspect positif du parc, c'est pour moi aujourd'hui l'aspect le plus important, se voit sur le foncier et l'organisation de l'espace en général.

Sur des secteurs comme celui de la Chartreuse, il est bien évident qu'il y a une attractivité résidentielle du fait de la présence des agglomérations. Et le parc nous aide énormément à préserver les espaces fonciers pour l'agriculture, et nous aide à éviter que les terres à peu près plates — et Dieu sait si chez nous il n'y a pas beaucoup de plat — partent pour des constructions et qu'on laisse aux cultivateurs des terrains impossibles. Il y a une forte volonté en matière d'urbanisme d'essayer de faire en sorte qu'on ait un urbanisme et une gestion de l'espace qui sont à peu près équilibrés.

Claude Beaufort

Je vous remercie de nous avoir expliqué cette expérience du Parc naturel régional de la Chartreuse. Marc Gastambide, qui animait la Fédération des PNR est dans la salle. Si j'ai bonne mémoire, au total par rapport à l'espace national, les PNR représentent 10 à 12 % de la superficie du territoire français. Ce sont donc des outils de la rénovation de la ruralité qui sont quand même des leviers très puissants. Il faudrait qu'on décrypte, à travers ces témoignages d'acteurs, tout ce qu'ils recèlent. René Caspar, qui est membre de notre Conseil d'Orientation va s'en charger. René est économiste, il a enseigné à l'École de Purpan. Il connaît surtout les personnes, les expériences que l'on a faites. Je ne vais pas trahir le secret de nos conversations téléphoniques, René, mais quand je t'ai appelé en te présentant ces trois témoignages dont il faut tirer la quintessence, tu as dit : « ce sont des exemples de grande qualité, mais ils ne sont pas nombreux ». Il y avait une tonalité pessimiste d'abord dans ta réaction ?

René Caspar

Je suis un stratège et donc je refuse le terme de pessimisme. Le premier rôle du stratège n'est pas d'affirmer qu'on est le meilleur. C'est de découvrir où sont nos points faibles pour éviter la défaite. Ceci pour régler le problème du pessimisme ou pas.

Claude Beaufort

Les trois acteurs ?

René Caspar

J'ai entendu tout à l'heure parler de l'économie résidentielle, de la renaissance du rural, du nomadisme et un débat autour de la nature. Tout ça, c'est des lieux communs d'aujourd'hui. Je suis économiste, mais je suis surtout statisticien. Ça me gêne parce qu'en tant qu'urbain — je suis un des seuls vrais urbains de Sol et Civilisation — j'utilise l'économie résidentielle, je participe à la renaissance du monde rural, je suis un bac + un certain nombre d'années, donc je suis de plain-pied dans le nomadisme et j'aime les paysages entretenus. Cependant, je ne suis pas suffisamment aveugle pour savoir que tout ça, c'est parce que je suis un privilégié et qu'il y a une majorité de gens qui ne peuvent pas y participer. L'économie résidentielle vivra tant que vivront nos retraites et que des emplois seront suffisamment rémunérés pour permettre à des gens de profiter des services de la campagne.

René Caspar

Il y a une certaine escroquerie de la renaissance des campagnes dans la mesure où elle repose sur la ville qui s'étend à la campagne, mais à côté de ça, il y a le monde rural profond qui souffre et qui meurt. Le nomadisme, c'est très bien quand on est « bac+5 », qu'on parle plusieurs langues, qu'on a de l'argent pour voyager et que professionnellement on est dans les catégories socioprofessionnelles que ça valorise d'aller à l'étranger. À côté de ça, il y a un nomadisme subit qui n'a strictement rien à voir avec celui dont on parle souvent quand on évoque le nomadisme comme étant le nouvel horizon de l'humanité. Quant à la nature, je vous rappelle que ce n'est pas la nature qui est artificielle, ce sont les paysages. Les paysages sont façonnés par l'homme, à telle enseigne que parfois on ne sait plus ce qu'est un paysage naturel. Qu'est-ce qu'un paysage naturel ? C'est un paysage sauvage non traité par l'homme. C'est un peu une boutade.

Claude Beaufort

Nos trois amis quand même, dans la conviction, dans la dynamique qui est la leur, expriment quelque chose d'intéressant.

René Caspar

Effectivement, je pousse un « ouf » de soulagement : on est revenu dans l'économie réelle ! Voilà des gens qui font concrètement face à des problèmes pour vivre et pour faire vivre d'autres personnes.

Ce qui me semble très intéressant dans ce qui a été dit, c'est qu'à chaque fois, ce sont des personnes qui ont essayé de sortir des analyses toutes faites pour dégager, analyser leur situation spécifique, notamment par rapport à ce qu'il se passe ailleurs : « je suis ici, dans telle position, aujourd'hui. Je suis dans une exploitation et pas dans celle du voisin. Je suis dans une coopérative et pas dans celle du voisin. Je suis dans la Chartreuse et pas ailleurs ». C'est à travers ce travail très fin d'anticipation, de prospective et d'analyse que les personnes qui sont sur ce plateau ont inventé des solutions qu'elles essaient aujourd'hui de proposer ailleurs. Mais j'allais dire, l'essentiel de ce qu'elles ont à proposer, ce n'est pas la solution. C'est la plaie de tout le système administratif. Quand il y a une solution qui a marché quelque part, on essaie de la projeter partout ailleurs, mais ça ne marche pas forcément ailleurs. Je crois surtout qu'ils ont à nous apprendre une méthode : quand on veut avancer,

on est obligé sans arrêt de revenir aux fourneaux et donc de faire un diagnostic de situation à la base. Le territoire est une géométrie variable. Le territoire est pertinent, mais il n'est pas pertinent partout. Mon exploitation est localisée quelque part, mais elle prend appui sur une organisation qui est territoriale et au niveau commercial je suis obligé d'ouvrir les yeux sur un autre territoire, en l'occurrence la Méditerranée et donc de nouer des partenariats avec l'autre côté de la Méditerranée. C'est très intéressant aussi.

Je retiens un autre point : vous vous réinterrogez tous sur les ressources. On fait toujours passer les ressources d'un territoire pour quelque chose d'objectif. Ce n'est pas quelque chose d'objectif, c'est quelque chose qui est rapporté à une stratégie et à une idée qu'on se fait du développement. Il y a toujours, sur tous les territoires, des non-ressources et des ressources mal utilisées ou non utilisées. Et faire du développement, c'est sans arrêt réinterroger les ressources et ce qu'on peut en faire à un moment donné, sachant que ça n'est jamais éternel.

Dernier point c'est bien sûr l'appel aux compétences locales. C'est le thème du dernier livre que l'on a publié avec Sol et Civilisation : « La gestion territoriale des emplois et des compétences ». Il y a eu des travaux qui ont été conduits, notamment par le ministère des Finances, qui sont très intéressants sur la gestion territoriale des emplois et des compétences. Mais ces gens-là, parce que leur rôle c'est de déverser sur les territoires des procédures verticales, ne prennent le territoire que comme un contenu, un lieu possible de cohérence de leurs procédures verticales. À Sol et Civilisation, on a fait un travail complémentaire — j'insiste sur le terme complémentaire — qui est l'anticipation territoriale des activités et des compétences. On prend le territoire pour un territoire contenant, pour un système qui fait sens. Alors je retrouve tout ça. On peut prendre quelques exemples. J'ai beaucoup aimé ce que vous avez dit sur votre installation, Anne-Claire Vial, et sur l'installation des gens qui sont dans cette région en disant que le territoire agricole est attractif parce qu'il répond aux besoins des familles. Ça recoupe les efforts de la Sicaseli pour traiter l'installation et l'emploi de manière globale, partant de l'idée que maintenir ou créer un emploi, ce n'est pas simplement amener quelqu'un. S'il est un agriculteur, c'est régler le problème du foncier, s'il est marié, c'est régler le problème du conjoint, de l'emploi du conjoint, c'est régler le problème du logement, des services à la personne, des services de première nécessité, etc. Sur toutes ces questions, vous avez des solutions, vous êtes venus parce que vous vous êtes trouvés dans un endroit où il y avait

un certain nombre de solutions. C'est un point qui me semble très intéressant. Le territoire est le seul endroit qui peut gérer cette complexité.

Claude Beaufort

Et la société le redécouvre aujourd'hui ?

René Caspar

Peut-être qu'on le redécouvre. La complexité n'est pas la complication. La complexité n'est pas l'arborescence. C'est le foisonnement, la toile d'araignée. Cela m'amène à une autre remarque. Qu'est-ce que la dispersion ? Et est-ce que c'est la mondialisation qui en est responsable ? Personnellement je m'inscris en faux. Je considère que c'est la globalisation qui a amené à cette dispersion. La globalisation, c'est le mouvement technologique. Il y a 20 ans, on parlait des nouvelles technologies de l'information, maintenant au bout de 20 ans, elles ne sont plus nouvelles : c'est Internet et le village planétaire. Ce village planétaire, c'est une opportunité, ce n'est pas une dispersion, mais cela oblige à un fonctionnement biologique en réseau. Ce que je pense, c'est que les territoires sont naturellement de plain-pied avec la complexité. Pour une fois, on a une longueur d'avance si on veut valoriser cette compétence. Celles qui sont à la traîne sont les institutions parce que par nature, elles sont verticales, cloisonnées. Les seuls réseaux qu'elles ont réussi à créer sont des réseaux de pouvoir, d'exclusion. Alors que le fonctionnement de réseau qui permet de gérer la complexité, c'est celui des territoires, c'est la transversalité.

Question de la salle

Premièrement, je remercie ces grands rassemblements de Sol et Civilisation et de Fert. Je leur souhaite un bon anniversaire et une bonne continuité.

Claude Beaufort

Merci.

Question de la salle

Plusieurs intervenants ont posé la question du foncier et du défi de demain. Effectivement, je pense que la France a un réel problème puisque nous consommons, on ne le dit pas assez, presque 86 000 ha de terres agricoles les dernières années. En termes clairs, tous les quatre à cinq ans, aujourd'hui c'est un département agricole qui disparaît en matière de

surface agricole. Or, ce problème va être un des enjeux de demain. Il est même planétaire. Je pense que ça peut remettre en cause beaucoup de politiques, en particulier l'urbanisme et sa politique de l'habitat. Est-ce que Sol et Civilisation peut essayer de réfléchir à cette question ? Mais ça remettra en cause, je pense, beaucoup de politiques.

Claude Beaufort

On y reviendra peut-être cet après-midi, mais il peut y avoir une réaction parmi vous. Anne-Claire ?

Anne-Claire Vial

Effectivement, on est prêt de 90 000 ha, donc ce que nous montre le dernier recensement agricole est assez stupéfiant. Je crois que sur cette question, on arrive toujours trop tard sur nos territoires. Ce qui manque aujourd'hui, c'est de dire dans quel lieu on fait l'analyse de ce qu'il va arriver sur le territoire sur une échelle de temps de 10 ans ou 20 ans. Je voudrais redire ici, le monde agricole n'est pas du tout opposé à l'essor économique d'autres acteurs économiques que lui. Il n'est pas du tout opposé à ce qu'on trouve des logements pour toutes les personnes qui vivent dans des conditions complètement inhumaines. On n'est pas opposé à une consommation du foncier. Ce qu'on souhaiterait, c'est avoir une lisibilité du foncier. C'est de dire quels sont les espaces que l'on réserve pour la production de biens alimentaires. Quels sont les espaces que l'on réserve peut-être à des zones remarquables qui doivent rester en l'état et naturelles ? Et quels sont les espaces d'habitation ? Et aujourd'hui, honnêtement je ne suis pas sûre qu'on ait ces lieux de réflexion. Et malgré des politiques publiques comme les SCOT (Schéma de cohérence territoriale), dont on voit toutes les difficultés pour qu'elles se mettent en place, on n'est jamais dans la prospective sur ces sujets-là.

Claude Beaufort

Réaction d'un élu ?

Jean-Paul Claret

Simplement pour dire effectivement, que la question du foncier est une question transversale. On ne peut pas cloisonner l'approche du foncier. Si par rapport aux espaces naturels sensibles on a des zonages, aujourd'hui il est urgent de faire un diagnostic du foncier agricole stratégique. Ça

paraît très important. Ensuite, derrière il peut y avoir des politiques qui raisonnent, non pas en termes de foncier stricte, mais en termes de potentiel agricole pour le maintenir intégralement. Il faudra qu'on avance sur les outils. Personnellement, je suis assez favorable au fait de pouvoir faire des réserves foncières au niveau des collectivités, notamment par rapport au foncier agricole ou au foncier correspondant à des zones naturelles sensibles. Je sais que, sur le département de la Savoie, on engage une discussion très importante sur le foncier et on va essayer de dégager quelques pistes là-dessus.

Claude Beaufort

Je crois que ce qu'il se dégage aussi de nos échanges de la matinée, c'est que finalement, cette évolution du rural, on ne l'imaginait pas il y a 20 ans dans les termes où elle s'est posée. Et la prospective a souffert aussi d'une difficulté à imaginer une telle évolution. Maîtriser des problèmes comme cela, ce n'est pas de l'ordre de la politique annuelle, c'est de la politique sur le long terme. Une réaction à ce sujet René ?

René Caspar

Je suis totalement d'accord avec ce qui a été dit, mais cela fait 30 ans qu'on le dit. Il faut se poser la question : pourquoi le dit-on encore ? Par exemple, lorsque j'étais chef de projet d'un schéma d'orientation de massif, la question était déjà lourdement posée. J'ajoute qu'aujourd'hui, on a des techniques extrêmement performantes pour voir l'évolution des territoires, notamment avec les observations satellitaires, qui permettent de voir sur un grand nombre d'années. Pour le reste, on peut se fixer sur des cartes aériennes qui avaient été faites notamment sur les enquêtes céréales il y a plusieurs années. On dispose donc de matériau pour analyser la déprise.

Claude Beaufort

Et pour ne plus être surpris.

René Caspar

Et pour ne plus être surpris.

Claude Beaufort

Espérons-le.

Question de la salle

Didier Hervé, je viens du Haut Béarn.

Je voudrais d'abord dire un grand merci à Sol et Civilisation de m'avoir invité et surtout de voir ce qu'il s'est passé ce matin.

M. Delevoye a voulu nous donner de l'optimisme, mais à la fin je me suis posé la question : où va-t-on ? Je suis très inquiet. J'ai peut-être fait un contresens dans toutes ces interventions ? La première table ronde m'a donné quelques inquiétudes supplémentaires et la deuxième table ronde me donne de l'oxygène et René Caspar ouvre la fenêtre en grand et fait passer un courant d'air frais au milieu de tout ça. C'est ma réaction d'homme de terrain. J'avais envie de dire deux ou trois petites choses. Les interventions de Mme Vial et de Dominique Olivier montrent quelque chose qu'on n'a pas suffisamment dit, peut-être, utilisé. Je crois que notre société n'utilise pas suffisamment aujourd'hui la subsidiarité : les idées qui viennent des territoires sont souvent adaptées et même si elles ne sont pas transposables nécessairement, comme le dit René, elles sont quand même fort instructives sur une attitude que pourrait avoir quelquefois notre société pour les respecter. Je parle, dans le Haut Béarn de l'institution patrimoniale, pour ceux qui savent ce que c'est. C'est le premier point.

Ma deuxième remarque s'adresse à M. le maire d'Entremont, enfin le vice-président du Parc naturel régional. On nous compare souvent, l'institution patrimoniale, aux Parcs naturels régionaux. Je n'y vois pas d'inconvénient. On ne cherche pas à être si particulier que ça. Si on avait des collègues ailleurs sur le territoire français, ça serait bien. Notre problème, c'est qu'on nous a dit : « vous nous inquiétez ». C'est votre contagiosité qui nous inquiète. Je l'ai entendu de la bouche d'un haut fonctionnaire. Cela m'a fait mal. Quant aux Parcs naturels régionaux, j'en viens à ma remarque, M. le vice-président, je me retrouve complètement dans votre dynamisme, votre volonté, votre envie, votre œcuménisme sur l'approche de votre territoire et toute la subsidiarité que vous voulez faire jouer. Je partage à 2000 % cela, mais je suis inquiet. En tant que montagnard libre qui se revendique comme tel, je ne me vois pas habiter dans un parc. Je ne me vois pas parqué et je vais vous dire pourquoi je pense à ça. Parce que j'ai un parc national juste à côté, ce qui n'est pas pareil, je ne fais pas la confusion, mais je connais la nouvelle loi sur les parcs nationaux. Elle n'épargne pas les Parcs naturels régionaux et je suis inquiet de ce côté-là. Ce n'est pas une mise en cause de ce que vous faites, vous l'avez com-

pris. C'est au contraire un encouragement à continuer, mais je voulais faire part d'une inquiétude. Je vous remercie de m'avoir accordé la parole.

Claude Beaufort

Votre réaction, Monsieur Claret ?

Jean-Paul Claret

Nous ne ressentons pas cette contrainte-là puisque c'est une démarche qui était volontaire. Et en plus, sur ce territoire de Chartreuse, tous les hauts plateaux sont en réserve naturelle. C'est une réserve naturelle qui est gérée par le parc et vous savez le poids qu'a l'État dans ces réserves, notamment par rapport à l'agriculture sur ces hauts plateaux. Il y a des discussions, effectivement, mais je crois qu'on y arrive. Et parce que la gestion de cette réserve est confiée au parc, il y a une harmonisation. Les acteurs étant très clairement identifiés, déjà à l'intérieur du parc, les choses se passent relativement bien sur cette réserve — pourtant réserve nationale, donc avec des contraintes particulières.

Claude Beaufort

Marc Gastambide, qui a animé la fédération des Parcs naturels régionaux.

Marc Gastambide

C'est à ce titre là que j'interviens, en tant qu'ancien directeur de la fédération des PNR pour m'étonner du propos qui a été tenu par Monsieur, dans la mesure où je ne considère absolument pas qu'un parc est un lieu où l'on est parqué. C'est au contraire un lieu de vie qui correspond à une image très prisée du rural dont on parlait tout à l'heure. Et il n'y a pas de contraintes spécifiques qui empêchent un parc de se développer puisque développement et environnement sont les deux fers de lance que les parcs doivent développer. Et à ce titre-là, pour tranquilliser ceux qui disent « on ne peut pas çï, on ne peut pas ça », je vous signale qu'il y a un parc qui a une centrale nucléaire, je vous signale qu'il y a un parc qui est traversé par une ligne TGV. C'est pour dire que les parcs sont dans la modernité, comme le reste, mais ils ont en plus un œil sur l'environnement.

René Caspar

Ce qui fait peur dans les parcs, c'est les syndicats mixtes qui figent les financements pour 10 ans. Je fais partie des gens, d'ailleurs, qui à l'époque ont milité pour qu'il y ait des syndicats mixtes parce qu'autrement il

n'y avait pas d'actions possibles. Ceci dit, on est toujours dans l'impossibilité française de mettre en place, sauf cas d'espèce, des gouvernances réelles, c'est-à-dire que les syndicats fassent une place honnête, il n'y a pas d'autres termes, à la société civile. Chaque fois que c'est le cas, les syndicats mixtes deviennent des outils royaux. Dans d'autres cas, ils deviennent un carcan qui détruit toute démocratie locale.

Claude Beaufort

Que ce carcan existe de par notre tradition institutionnelle, c'est incontestable. Mais en écoutant ce qui a été dit ce matin, j'ai l'impression qu'il y a des poussées positives qui s'exercent sur tout ça et que jamais rien ne peut être écrit définitivement. Une réaction Anne-Claire Vial ?

Anne-Claire Vial

On n'a pas eu le temps dans le rapport de nos expériences de parler de la gouvernance. René Caspar le fait. Je ne sais pas si je vais être tout à fait d'accord avec ce qu'il vient de dire. Il est vrai que nous avons un problème de gouvernance.

Comment peut-on sur des sujets complexes, avec des acteurs multiples, avancer tous ensemble ?

À ce sujet, Sol et Civilisation a vu juste en cherchant, dès le départ, à développer des facilitateurs. Et effectivement, il faut des facilitateurs. Alors c'est vrai qu'il y a quelques années, on a vu l'émergence de la société civile, des comités locaux de développement. En Rhône-Alpes, ça a été mis en place par la région politique avec des cofinancements européens. Il me semble qu'aujourd'hui, on en a touché les limites. René l'a très bien analysé dans certains de ses écrits. On a à la fois des citoyens que l'on a élus, à qui l'on a confié réglementairement un pouvoir démocratique et à côté on a d'autres citoyens à qui l'on dit qu'ils peuvent s'exprimer et qui découvrent que les élus vont faire ce qu'ils ont décidé de faire et pas ce que les citoyens leur disent. Aujourd'hui, les élus ne sont pas follement satisfaits du système, seulement lorsque ça abonde leurs propres thèses. Et les citoyens qui sont venus dans ces lieux-là sont totalement découragés aujourd'hui. Ils se demandent pourquoi ils se sont investis. Et permettez-moi d'ajouter que dans ces comités locaux de développement, on surjoue un peu les minorités puisque, par principe, une minorité ne peut pas s'exprimer ailleurs donc elle vient là pour s'exprimer. Et le compte rendu du comité de développement local n'est pas forcément représenta-

tif de la majorité des citoyens qui habitent ce territoire-là. Quand j'ai dit ça, j'ai tout dit et je n'ai rien dit, mais je crois qu'effectivement, nous savons aujourd'hui en France que dans certains établissements du troisième cycle, nous formons des gens sur ces stratégies de la mise en place des réflexions et des modes de gouvernance. Nous allons certainement vers une politique renouvelée européenne, y compris sur les aspects de la cohésion et des développements territoriaux. Mais quelle gouvernance allons-nous mettre en place dans nos territoires pour avancer le plus sereinement possible et le plus efficacement ? Je n'ai pas la réponse à ces questions aujourd'hui.

Claude Beaufort

Merci en tout cas de l'avoir posé. On sent que la vigilance qu'ont souhaitée les fondateurs de Sol et Civilisation était une vigilance utile. Et quand ils ont posé la nécessité de réfléchir, de faire un effort d'imagination et de réflexion, ils s'inscrivaient sans doute contre des données qui apparaissaient puissantes et terriblement déterminées. Or, quand on fait le bilan de ces 20 ans, on s'aperçoit que l'avenir n'est jamais écrit avec certitude et en des termes définitifs. Et donc l'effort de contestation, d'imagination, de dialogue doit toujours être mené de façon permanente. Ce matin, nous avons essayé de donner une perspective large à ce que cela signifiait. Nous avons fait une première exploration des territoires avec ses acteurs. Cet après-midi, nous allons voir ce qu'est l'idée de se projeter dans l'avenir sur le territoire avec un dernier échange entre plusieurs intervenants. Je voudrais remercier les quatre participants de cette table ronde et de vos questions.

Table Ronde « Sol et Civilisation, nostalgie ou projet d'avenir ? »

Claude Beaufort

Claire Bolduc est la présidente de Solidarité Rurale du Québec. Pierre-Olivier Drège, directeur général de l'AGPB (Association Générale des Producteurs de Blé), Luc Guyau, aujourd'hui président indépendant du Conseil de la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture), mais il a d'autres titres. Antoine Rufenacht, ancien ministre, maire du Havre de 1995 à 2010, est actuellement Commissaire général pour le développement de la Vallée de Seine et Dominique Wolton est directeur de l'Institut des Sciences de la Communication du CNRS.

Monsieur le ministre, au-delà des responsabilités ministérielles que vous avez exercées, vous êtes un élu normand. Vous avez eu un mandat au Conseil général de la Seine-Maritime. Vous avez surtout été maire du Havre. Et vous avez apporté à cette ville un renouveau assez exemplaire. Quand nous nous sommes rencontrés pour préparer cette journée, nous avons évoqué tout ce que vous avez fait dans votre pays. Vous êtes un de ces Havrais dont la famille a une vocation maritime. Vous êtes de ces Français qui ont le sens du grand large et c'est une réflexion intéressante à avoir aujourd'hui. Il y a à peu près 500 ans, on s'est rendu compte que la terre n'était pas tout à fait plate et que l'on pouvait naviguer un jour vers des horizons qui relativisaient tout l'effort de cabotage qu'on avait fait jusque-là. L'historien Fernand Braudel avait émis l'hypothèse que si la France avait fixé sa capitale à Nantes ou au Havre le destin du pays aurait sans doute été changé. Pendant des milliers d'années, il est vrai qu'on ne pouvait pas aller très loin sur les mers et ce pays a été façonné par des paysans attachés au sol. Est-ce que vous regrettez que la destinée de la France ait été aussi conditionnée par la civilisation du sol ?

Antoine Rufenacht

Si je commençais mon propos en disant devant Sol et Civilisation que je regrette que la France, dans son histoire, soit essentiellement un pays rural et paysan, je pense que ce serait un peu une provocation.

Claude Beaufort

Sans aucun doute. Ne vous y risquez pas.

Antoine Rufenacht

Mais c'est vrai que les théories de F. Braudel sont intéressantes. Elles ont

été reprises dans le cadre de la consultation qu'avait lancé le Président de la République sur l'idée du Grand Paris et avec deux idées fortes me semble-t-il.

La première, c'est que pour que le Grand Paris soit une ville monde, une métropole reconnue plus qu'elle ne l'est encore aujourd'hui, il faut que comme d'autres métropoles mondiales, New York, Londres, Shanghai ou Tokyo, elle se tourne résolument vers la mer. L'ouverture du Grand Paris vers sa façade maritime est un impératif, notamment dans le cadre de la mondialisation de l'économie qui fait que les échanges internationaux se développent formidablement et ces échanges internationaux se font à 85 % par la voie maritime — et notamment par les containers sur lesquels le port du Havre a pris une avance importante au plan national. Nous assurons presque les deux tiers du trafic containers de la France, mais nous sommes assez en retard par rapport à nos concurrents d'Anvers et de Rotterdam qui assurent une part importante du trafic qui va vers notre pays. Donc il y a là un défi économique important. L'évidence maritime doit être mieux affirmée aujourd'hui. Lorsque nos concitoyens et les responsables politiques pensent à la mer, ils pensent souvent aux marins-pêcheurs qui sont une catégorie sociale quelquefois un peu tumultueuse et rebelle comme le sont les agriculteurs. Sur le plan économique, c'est quand même important, mais pas majeur. Ou bien l'on pense aux touristes qui sont 14 ou 15 millions qui « envahissent les plages », mais on ne pense pas assez aux ports. Et je peux en témoigner comme maire du Havre pendant une quinzaine d'années, les ports ont mauvaise réputation dans notre pays. En tant que maire du Havre, quand je parlais du port et encore maintenant. Et puis de toute façon, encore une fois, il est tout à fait indispensable de faire en sorte qu'on se tourne vers nos ports, notamment dans le domaine agricole. J'ai été chargé par le premier ministre d'une mission sur le développement de la vallée de la Seine, dans le cadre précisément du Grand Paris.

En ce qui concerne le deuxième volet de la mission Grand Paris — comment est-ce que Paris doit s'ouvrir vers la mer ? —, en faisant des analyses de filière, nous avons été très attentifs à l'agroalimentaire et nous avons constaté que la Basse-Normandie est assez bien positionnée dans ce domaine, mais la Haute-Normandie est très en retard par rapport à ses richesses. Le port de Rouen est le premier port céréalier européen, mais dans l'économie du port de Rouen, il y a un peu un côté « économie coloniale ». C'est-à-dire que les céréales transitent par le port de Rouen et partent sans avoir été préalablement transformées. Sur le plan

économique, sur le plan de l'emploi, sur le plan de la croissance, c'est très regrettable. L'exemple le plus frappant, c'est le lin. La Seine-Maritime doit en assurer aujourd'hui presque 50 % de la production mondiale. Le lin qui est produit en Seine-Maritime — et qui est, je crois, le meilleur du monde — part pour la Chine pour y être filé et revient ensuite en Europe pour être transformé en vêtements de luxe par les Italiens et les Français. Il y a quelque chose tout de même de tout à fait anormal. Et une réflexion sur une meilleure filière agroalimentaire nous paraît tout à fait importante.

Claude Beaufort

Ce matin, on a évoqué le renouveau des campagnes sous forme de tension entre nouveaux occupants — à l'exode rural a succédé un renouveau de la ruralité. Et je voulais aussi que vous nous donniez votre sentiment à ce sujet. Par exemple, maintenant que vous êtes chargé de ramener Paris dans la position dans laquelle Fernand Braudel aurait voulu qu'elle soit à l'origine, c'est-à-dire plus proche de notre littoral, vous êtes confrontés à toutes les questions qui portent sur l'aménagement de la Seine. Et vous sentez là aussi des tensions s'exprimer entre les paysages, les objectifs d'aménagement, entre le maintien des activités agricoles. Quelle est pour vous la juste mesure, la bonne pondération pour la résolution de ces conflits ?

Antoine Rufenacht

Premièrement, c'est vrai que dans ma mission, le premier ministre me demande de réfléchir à un aménagement exemplaire de la vallée de la Seine. Cela signifie d'avoir à la fois le souci de la réindustrialisation, le souci de mieux valoriser nos richesses agricoles, et à la fois le souci de préserver nos paysages — notamment de préserver cette vallée de la Seine qui est en soi un paysage tout à fait exceptionnel et qui n'a pas été exploitée comme l'est par exemple la vallée du Rhin. Et là, c'est vrai qu'il existe un conflit fort entre ceux qui souhaitent que l'on protège les boucles de la Seine, qu'on les classe, et les agriculteurs. J'espère qu'on arrivera à un compromis par un dialogue en essayant de se comprendre mutuellement et en essayant de comprendre que cette vallée de la Seine doit à la fois valoriser sa production agricole et en même temps préserver cette richesse exceptionnelle et qui n'a pas été exploitée comme elle aurait dû l'être sur le plan touristique et sur le plan culturel.

Deuxièmement, en tant que maire du Havre — j'ai été élu en 1995 et j'ai

laissé mon mandat il y a quelques mois à un jeune successeur de façon à faire en sorte que la ligne qui était conduite depuis 15 ans puisse être poursuivie dans les prochaines années —, j'observe une évolution très forte. Quand je suis arrivé en 1995 comme maire du Havre, les ruraux, les paysans alentour nous regardaient comme le diable. D'abord, on était la grande ville industrielle, ensuite le clivage politique était très fort et il a fallu un certain nombre d'années pour apporter la démonstration à nos voisins qu'on n'était pas le diable et qu'on avait intérêt à travailler ensemble. J'observe aujourd'hui que ce travail long, compliqué, avec des allers et retours de dialogue et de compréhension réciproque fait son chemin. J'ai présidé à l'élaboration du SCOT. Nous avons mis en place une charte paysagère avec une participation très active des ruraux. Un vrai dialogue s'est tenu. Et puis je constate aussi sur le territoire de la ville du Havre, par rapport à il y a 15 ou 20 ans, un souci de plus en plus fort de mes concitoyens citadins pour, par exemple, multiplier les jardins familiaux. Il y a 20 ans, on appelait ça des jardins ouvriers et l'on regardait ça avec un peu de commisération. Aujourd'hui, il y a une liste d'attente considérable sur la ville du Havre pour développer ces jardins familiaux. On a aussi le souci très fort en ce moment, pas seulement au Havre, c'est vrai sans doute dans toutes les grandes villes, de développer les cultures maraîchères. Il y a 30 ans, quand je faisais des campagnes électorales, j'allais chez les maraîchers, dans les marchés de bestiaux, parce qu'il y avait une zone rurale qui était importante. Il y a 10 ou 15 ans, ça n'existait plus et maintenant ça revient. Il y a un souci très important, du point de vue de la qualité de vie et des revenus, de pouvoir bénéficier des produits d'un jardin familial — pour les citadins, ça n'est pas négligeable dans la conjoncture actuelle — et puis il y a ce goût, ce retour vers la terre.

Troisièmement, c'est le comportement quelquefois un peu « difficile » des urbains, qui ont quitté la ville, qui se sont installés à la campagne et qui veulent à la campagne avoir la tranquillité de la vie campagnarde, mais ne supportent ni le chant du coq le matin, ni l'odeur de purin le soir et qui exigent des transports en commun et tous les services de la ville. Et là, on sent des tensions importantes et des évolutions aussi très importantes sur la représentation de ce territoire rural. Un exemple : les élections sénatoriales. On a vu que beaucoup de maires que l'on considérait autrefois comme des agriculteurs, étaient aujourd'hui d'anciens fonctionnaires, d'anciens cadres de la ville qui se sont installés à la campagne et qui ont pris le pouvoir avec évidemment des mentalités

qui ne sont pas exactement les mêmes. Donc on sent bien, dans le périurbain, des tensions assez fortes. On est dans une période de transformation : des tensions assez fortes avec le monde rural et le monde paysan, et en même temps des revendications très fortes de la part de ces citoyens qui veulent avoir les mêmes services à la campagne qu'à la ville avec tout ce que cela représente en coût pour la collectivité ; et en même temps une compréhension .

Et puis dernier point, le souci des maires de grandes villes — c'était le mien bien sûr quand j'étais maire du Havre — de reconstruire la ville sur la ville. C'est-à-dire d'éviter ces pollutions foncières par l'envahissement des territoires ruraux par les citoyens et le souci autant que faire se peut de densifier les villes de façon à faire en sorte que le coût collectif des services soit mieux assuré.

Claude Beaufort

Vous avez été en responsabilité gouvernementale. Vous connaissez bien le fonctionnement institutionnel de ce pays. Il y a une chose qui était frappante dans le débat de ce matin. Naturellement sont apparues quelques-unes des tensions entre des milieux socio-économiques que vous venez évoquer, mais il y a quelque chose de neuf qui est associé à cette nouvelle éclosion de la ruralité : la notion « faire territoire ». On a l'impression qu'il s'agit de reconstituer avec des acteurs de logiques ou d'appartenances différentes des communautés de vie qui n'étaient pas naturelles. On a évoqué ce matin l'expérience du Parc naturel régional de la Chartreuse où il faut trouver des synergies d'acteurs. Et c'est une des vocations que Sol et Civilisation se donne dans le capital de valeurs que l'association veut promouvoir. Dans un grand projet national comme la vallée de la Seine qui est confrontée à des objectifs majeurs en termes économiques, de gouvernance du pays, est-ce que vous imaginez que, sur des projets aussi vastes, on peut aussi en arriver à ces démarches plurielles, contractuelles, ouvertes, où le relationnel permet vraiment plus que l'imposition de certains choix, de certaines règles, ou de certaines positions de principe, et que l'on peut réussir à recréer vraiment l'unanimité et la dynamique sur le projet ?

Antoine Rufenacht

Je crois qu'on peut y parvenir, à condition de le faire avec prudence et avec beaucoup de pédagogie. Lorsque j'étais maire du Havre, j'avais lancé, un peu par provocation, l'idée de construire une communauté

urbaine sur les deux rives de l'estuaire de la Seine qui irait, pour ceux qui sont un peu familiers avec la géographie locale, de Cabourg à Fécamp et jusqu'à Lillebonne : une communauté urbaine de 500 000 ou 600 000 habitants.

Claude Beaufort

C'est plus dur que de réconcilier la Savoie et le Dauphiné.

Antoine Rufenacht

Je l'ai fait par provocation pour faire bouger un peu les lignes. J'avais créé il y a une quinzaine d'années un comité des élus de l'estuaire, entre les deux rives de l'estuaire de la Seine, qui regroupe des élus très divers — les cinq pays de l'estuaire de la Seine. Au début, nous nous regardions un peu en chiens de faïence, notamment les ruraux par rapport à la grande ville, la crainte de la grande ville. Petit à petit, je crois que la confiance s'est instituée et se développe. Dans le cas de l'intercommunalité dans laquelle le gouvernement s'est engagé, nous avons été prudents. Nous n'avons pas voulu — et mon successeur a suivi la même ligne — réaliser rapidement une grande agglomération comme on aurait pu l'imaginer. Et je pense que dans quelques mois maintenant, l'agglomération du Havre va s'associer avec deux communautés de communes rurales, celle de *Criquetot L'esneval* et celle de *Saint Romain de Colbosc*, mais cela n'a pas été facile. Pour certains élus ruraux, une alliance avec Le Havre était inimaginable. Ils préféraient des alliances entre ruraux. Quand je leur disais que nous avions intérêt à nous allier, urbains et ruraux, parce que nous étions complémentaires, et que par ailleurs, la grande ville a des moyens financiers dont les ruraux ne disposent pas, j'avais un peu de mal à les convaincre. Cependant, nous n'avons pas voulu aller trop loin, comme je l'avais imaginé à un certain moment, parce que j'ai fait la tournée des communautés de communes et je me suis aperçu très rapidement que le point de vue de mes collègues était assez différent du nôtre.

Notamment, les communautés de communes rurales avaient mis en place des systèmes de coopération sur les chemins ruraux, sur la vie culturelle, sur les cantines scolaires. Je leur ai dit que je ne pouvais pas faire cela au niveau d'une telle agglomération. Cela a peut-être un sens dans un petit espace rural où l'on a les mêmes préoccupations. Mais prendre la culture au niveau d'une agglomération, je n'ai pas envie de le faire parce que les problèmes sont très différents. On s'aperçoit donc qu'il faut aller de

l'avant dans ce domaine, mais il faut y aller avec une sage lenteur et arriver surtout à convaincre progressivement qu'on est dans des opérations gagnant gagnant. Mais au départ, on est plutôt dans une réaction d'hostilité et d'ignorance réciproque.

Claude Beaufort

La mission que vous accomplissez, quelle est l'échéance qu'on lui pose a priori ?

Antoine Rufenacht

L'échéance est brève puisque j'ai reçu une lettre de mission du premier ministre à la suite des orientations prises par le Président de la République. Cette lettre de mission, je crois, date de fin avril ou même peut-être de début mai, et elle est très dense dans ses perspectives. Il s'agit à la fois de développement économique dans le cadre d'une économie durable, de progression de ce territoire à un sentiment d'appartenance — tout ce qui touche au culturel et au tourisme — et enfin des propositions de gouvernance. Et tout ça, avec une équipe de six personnes. Un premier rapport d'étape que je remets demain au premier ministre. Un deuxième rapport d'étape que je remets le 15 décembre et un rapport définitif le 1er mars. On va faire des propositions, je crois, des propositions qui « décoiffent » un petit peu. Ce que je souhaite surtout essayer de faire partager comme message au gouvernement s'articule autour de trois points. Le premier, c'est que le grand Paris a vraiment intérêt à s'engager dans une seconde étape, à s'ouvrir vers la façade atlantique et tout naturellement par la vallée de la Seine.

Le deuxième point, c'est l'évidence maritime : que notre pays comprenne enfin, à tous les niveaux, que les enjeux portuaires sont des enjeux majeurs en matière de croissance économique, d'emplois créés, et même je dirais d'indépendance nationale.

Et puis le troisième message que j'essaie de faire passer est plutôt conjoncturel. Dans cette perspective de développement de la vallée de la Seine, et dans le cadre de la crise économique que rencontre aujourd'hui notre pays, comme toutes les économies occidentales, il y a un moment où il faudra repartir de l'avant avec des investissements publics, notamment cette ligne à grande vitesse permettant de relier Le Havre à Paris et à l'ensemble du réseau de transport rapide européen. Il faudra donc avoir des investissements publics et il faudra inciter les investisseurs

privés à s'engager fortement dans une politique de réindustrialisation indispensable pour notre pays. Il me semble que la vallée de la Seine, de ce point de vue là, pourrait être un laboratoire exemplaire, à la fois sur le plan du développement durable, sur le plan de la coopération, de la cohésion entre la qualité des paysages, la qualité de l'environnement, la protection des espaces sensibles, les évidences agricoles — puisque nous sommes une terre très agricole avec une richesse agricole considérable — et puis une industrie très puissante. L'idée que cette vallée de la Seine puisse être un vecteur de redynamisation de l'économie nationale, ça n'est pas seulement un sujet qui intéresse les Normands, mais je suis persuadé, pour ma part que c'est une vraie ambition nationale, c'est une vraie cause nationale dans laquelle je voudrais que le gouvernement s'engage pleinement.

Claude Beaufort

On y reviendra sans doute dans un échange avec la salle, en particulier sur tous les problèmes de gouvernance que vous avez évoqués et que ce projet soulève. Je sais qu'après le débat de ce matin, un certain nombre d'amis souhaiterait qu'on approfondisse cet aspect que nous avons peut-être abordé trop rapidement.

Je vais me retourner maintenant vers deux acteurs plus spécifiquement du monde agricole. D'abord vers vous, Luc Guyau. Tout le monde vous connaît par les responsabilités que vous avez assumées à la présidence de la FNSEA dans l'héritage de Raymond Lacombe, mais aujourd'hui vous êtes, si je ne me trompe, le premier agriculteur qui a accédé à la responsabilité de la présidence en tant qu'indépendant du conseil de la FAO. C'est une première ?

Luc Guyau

En effet, c'est tout à fait une première, comme premier agriculteur, mais aussi comme première personne de la société civile, ce qui a une signification très importante parce que j'ai été élu par les 191 pays, les ambassadeurs ou les représentants des ambassadeurs. Donc j'ai dû faire campagne auprès des ambassadeurs et ils ont accepté, signe d'évolution, d'élire quelqu'un de la société civile. C'est le premier point positif de ma mandature.

Claude Beaufort

Investir d'une responsabilité comme celle-là un rude militant agricole n'a fait peur à personne ?

Luc Guyau

Nous sommes partis de zéro avec une petite équipe et nous avons expliqué notre projet. Je le dois dire aussi, la conception du développement international français et francophone, différente de celle des Anglais, m'a permis de gagner, je crois.

Claude Beaufort

Vous l'avez emporté et c'est l'essentiel.

Luc Guyau

Si vous me permettez de rajouter à ce sujet : je le vois aussi comme une reconnaissance de l'engagement professionnel de tous ceux qui ont œuvré depuis l'après-guerre — au sein de la société civile agricole plus particulièrement — dans ce syndicalisme qu'on a trop souvent accusé de cogestionnaire au sens péjoratif du terme. C'est comme ça que je l'ai vécu, perçu et que je l'ai travaillé avec Raymond Lacombe, Michel Ledru et d'autres. Nous contestons, nous proposons, mais surtout nous nous engageons. Je crois que, dans le contexte actuel, c'est ce qui est sans doute le plus fort. Je ne vais pas dire que contester ou proposer est facile, mais malgré les résultats qui ne sont pas toujours satisfaisants après négociation avec les pouvoirs publics, nous nous sommes engagés à mettre en place des applications. Nous sommes de vrais paysans. Nous savons qu'il faut semer pour récolter et parfois il faut resemer pour ne récolter qu'une fois malgré tout.

Claude Beaufort

Vous nous avez fait l'amitié de suivre tous les débats de la matinée. Vous vous rappelez, comme un certain nombre d'entre nous, ce qu'était la saine et positive inquiétude de responsables agricoles comme ceux qui ont été à l'origine de Sol et Civilisation, par rapport à l'évolution du monde rural. Quelle a été votre impression en regardant ce qui se dégageait des échanges de ce matin, en reconnaissance de la ruralité telle qu'elle devient ? Mais ensuite, nous parlerons aussi des tensions qu'elle connaît encore.

Luc Guyau

Premièrement, cela a été dit ce matin, je pense qu'il n'y aura pas de milieu rural artificiel. Il faut avoir un milieu rural avec de la vie, de la vie

économique. Tenir un milieu rural vivant sans vie économique, ça ne peut pas durer. C'est vrai pour les agriculteurs dans le cadre de l'exercice de leur profession, mais c'est vrai aussi dans le cadre de leur vie familiale. Quand j'ai fait des campagnes électorales à plusieurs reprises au sein de chambres d'agriculture, on a fait toute la France. J'ai vu des femmes d'agriculteurs qui faisaient 80 km le matin, 80 km l'après-midi pour avoir un peu de travail parce qu'il n'y en avait pas. Donc la vie locale et la proximité sont importantes : le boulanger, le mécanicien. On ne peut pas tout avoir, mais je crois que c'est essentiel.

Deuxièmement, au moment de la modernisation de l'agriculture, nous occupions le territoire, nous avons eu des batailles à faire par le passé, avec la forêt puis avec nos propriétaires. Nous étions exploitants. Et puis la société nous demandait de fournir des bras pour l'industrie, donc certains partaient. En 1953, il y avait encore des tickets de rationnement dans notre pays, il fallait produire. Donc on a produit sans trop s'occuper des autres. Mais on n'a pas fait trop attention, avec les migrations, on est devenu moins nombreux, le milieu rural s'est élargi, et puis il y a eu une période, entre les années 70 et 90 où nous avons été déficients, absents de la vie locale. Je pense que ça s'est rééquilibré un peu malgré notre minorité. Ce qui veut dire qu'il n'y aura pas de milieu rural vivant sans des synergies avec tout le monde. Avec Sol et Civilisation, j'ai suivi ce que faisait Raymond dans le cadre du groupe du monde rural. La grande innovation a été de créer une discussion avec tous les acteurs du monde rural, de voir ce que nous pouvions faire. Je me souviens que nous avons mené des actions importantes, lorsque nous avons dû réagir très fortement à la tentative de scléroser, de mettre sous cloche tout le milieu rural avec toutes les zones naturelles. On a pu expliquer les choses. Je crois que la deuxième chose, c'est de développer des synergies.

Et puis je dirais que, où je suis aujourd'hui ça ne change pas. Sauf que le village est un peu plus grand, mais c'est exactement la même chose. Si, dans une relation ville-campagne, milieu rural — néo-ruraux avec les autres, il y a une relation de supériorité, de manque d'équilibre, ça ne dure pas. Au niveau mondial, c'est la même chose. Le niveau mondial connaît exactement les mêmes évolutions que le milieu rural. Il y avait les dominants et les dominés pendant de nombreuses années. Les pays développés, riches et puis les pays en développement, pauvres. Aujourd'hui, les pays riches sont 20 %. Les pays pauvres sont 20 %. Et ce sont les 60 % restants qui commandent. Si on ne change pas de comportement, on n'y arrivera pas. Et pour le milieu rural qu'on a évoqué

ce matin, si on ne fait pas d'alliances avec ceux qui vivent, peut-être pas toujours de façon économique dans le milieu rural, mais qui y sont quand même présents, on aura des problèmes. Donc je crois que c'est toute une question de relation et ce que nous faisons aujourd'hui contribue justement à améliorer le dialogue.

Claude Beaufort

On va revenir après sur la responsabilité alimentaire qui est posée au monde agricole spécifiquement. Mais on va rester sur ces tensions qu'il ne faut pas exagérer parce que c'est un peu facile. Je trouve que, ce matin, le président du CESE nous a bien mis garde contre tout cela. Il ne faut pas accentuer les oppositions, les difficultés et conforter les intégrismes. Mais je me rappelle, je l'évoquais récemment avec Henri de Benoist à l'occasion de la disparition de Gérard de Caffareli — je l'avais rencontré dans le train entre Paris et Saint-Quentin, le jour même où avait été décidée la création de Sol et Civilisation avec Raymond Lacombe —, il m'avait expliqué longuement que pour un militant comme lui, qui avait été dans vos responsabilités à la FNSEA à l'époque gaullienne des grandes lois sur l'agriculture, il y avait aussi le sentiment que les logiques des productions et des marchés pourraient être elles-mêmes un élément qui altérerait quelques-unes des valeurs dont le monde rural se trouvait porteur. La mission de Sol et Civilisation était donc également d'avoir une vigilance à ce sujet.

Je vais destiner la question à Pierre-Olivier Drège puisque vous êtes maintenant en responsabilité d'un grand secteur de production qui est celui des céréales. Il faut être clair, nos grandes lois agricoles ont été faites dans un contexte où nous n'étions pas en autosuffisance au niveau national. Il y avait donc un défi français à relever, qui l'a été et qui nous a donné une vocation aussi à affronter des marchés extérieurs. Évidemment si je vais dans l'air du temps et si j'évoque le monde des céréaliers — il y en a quelques-uns dans la salle —, c'est peut-être dangereux d'évoquer des images qui sont véhiculées par l'opinion publique : « je fais ma récolte, je passe sur mon ordinateur, je me mets sur la bourse de Chicago et l'affaire est terminée ». Ce n'est pas tout à fait l'esprit de nos débats d'aujourd'hui. Est-ce que cela vous choque Pierre-Olivier Drège, ces images qui sont encore véhiculées dans l'opinion ? Et comment peut-on leur faire un sort, non pas par des artifices de communication, mais en posant la réalité des problèmes ?

Pierre-Olivier Drège

Effectivement, c'est une image d'Épinal qui est largement colportée et que nous cherchons véritablement à changer en modifiant les termes du débat. Tout d'abord, il y a une réalité qui est connue de tous ceux qui sont dans le milieu rural. Ce milieu rural est le siège d'une chose qui est totalement moderne et qui, depuis 1987, porte un nom : le développement durable. C'est le rapport *Brundtland* que chacun connaît. On a baptisé quelque chose qui existait depuis des décennies, des siècles, des millénaires sans doute.

Claude Beaufort

Depuis 1300 ? Vous m'avez appris quelque chose, cela m'a beaucoup frappé quand vous me l'avez dit.

Pierre-Olivier Drège

Tout à fait et là, les présidents des groupes céréaliers m'excuseront, mais je prendrai effectivement cette référence que nous avons citée ensemble, qui s'appuie sur le secteur forestier — qui est une autre dimension du milieu rural — et qui est une ordonnance datant du 27 mai 1346 (XIV^e siècle), prise par un roi de France qui était Philippe VI de Valois. Ce roi, qui est plus connu pour avoir déclenché la guerre de 100 ans, a, en fait, fait quelque chose de beaucoup plus important. Il a écrit une ordonnance qui crée les officiers des eaux et forêts et qui a dit la chose suivante : « j'ordonne que les maîtres des eaux et forêts parcourent chaque année les forêts du royaume et qu'ils en déterminent chaque année les coupes et les ventes de telle sorte que ces forêts se puissent perpétuellement soutenir en bon état ». Soutenir c'est soustenable, soustenable c'est « sustainable », « sustainable » c'est la gestion durable, c'est le développement durable que nous connaissons — que nos amis anglo-saxons nous ont pris, si j'ose dire — et qui est moins parlant en réalité. Donc ce territoire rural, c'est la terre non pas d'expérimentation, mais de réalisation concrète dans sa dimension agricole, dans sa dimension céréalière bien évidemment, dans sa dimension forestière, c'est le schéma le plus abouti d'un développement durable qui a fait ses preuves. Et, si aujourd'hui, en France nous avons des récoltes qui ont des rendements parmi les plus élevés du monde, c'est sans doute parce que des générations et des générations de compétence d'agriculteurs ont réussi à préserver cette vision à moyen terme, cette vision du futur et ont permis

de conserver les sols, leurs potentialités et de développer les productions. Cette vision de l'agriculture qui serait non pas performante, mais productive au sens productiviste — c'est-à-dire avec cette tonalité qui est un élément critiquable, qui n'intégrerait pas les autres dimensions et les soucis de la société — est non seulement erronée, mais battue en brèche par cette permanence du souci du moyen terme qui a été la caractéristique de tous les paysans de France et en particulier bien sûr des céréaliers.

Claude Beaufort

On se rend compte que derrière tout ça, ce que nous évoquons c'est de maintenir une économie du vivant sur les territoires et qu'elle doit donc avoir sa juste mesure, telle qu'elle était déjà formulée par les édits royaux au XIV^e siècle ?

Pierre-Olivier Drège

Effectivement, et le risque aujourd'hui, c'est qu'il y ait un mouvement de balancier avec une vision qu'Anne-Claire Vial, ce matin, appelait monofonctionnelle. Il y a une dimension de nostalgie, puisque c'est le titre de cette table ronde, qui voudrait que l'on conserve, que l'on mette sous cloche et que l'on maintienne en l'état sans qu'il n'y ait plus aucune évolution. En réalité bien sûr, il n'en est rien. Il faut qu'il y ait un projet de développement, développement durable bien sûr, mais qu'il y ait une ambition. Et sans doute que l'on est à un moment où, dans le discours dans un premier temps et ensuite dans la pratique, il faut redéplacer ce curseur qui est un équilibre entre la dimension économique, de production, la dimension environnementale et la dimension sociale. Que ce curseur ne parte pas dans cette perspective monofonctionnelle de conservation, mais au contraire trouve ce juste équilibre qui permette de réhabiliter — Antoine Rufenacht parlait de réindustrialisation tout à l'heure — l'acte de production et, pour ce qui est de la France, de produire, même de produire plus, notamment en matière de céréales parce qu'il y a un défi, un enjeu de sécurité alimentaire mondiale que les événements récents ont mis en évidence.

Et là en terme de territoire, il y a une question qu'il est intéressant de souligner, c'est que le territoire n'est certainement pas un lieu clos, un lieu déterminé, même si bien évidemment il y a un questionnement aujourd'hui pour produire et consommer local — cette dimension qui

donne du sens à certaines productions qui peut-être avaient disparu avec certains éléments de mondialisation extrême. Mais ce territoire n'est pas un monde clos et Anne-Claire Vial évoquait ce matin l'initiative de mise en communication avec d'autres territoires, notamment ceux du sud de la Méditerranée. J'étais moi-même avant-hier au Maroc et nos partenaires marocains nous disaient : « nous avons de grands projets de développement agricole et de production dans notre pays, mais nous n'arriverons pas à nourrir notre population compte tenu de son développement. Nous avons besoin de pays exportateurs et nous avons besoin de pays comme la France qui est un pays stable où les producteurs, par leurs compétences jointes, s'appuyant sur des conditions pédoclimatiques favorables, ont une constance de production. Qu'ils produisent plus pour consolider cette liaison entre les deux bords de la Méditerranée qui sont un élément absolument déterminant d'un territoire pris avec plus de recul au niveau d'un grand bassin ». Au Nord et notamment en France, nous avons une capacité à produire dans le respect d'une gestion durable des territoires et au Sud, il y a un besoin permanent et une solidarité à construire.

Claude Beaufort

Je ne sais pas si vous avez eu l'occasion d'entendre ce matin Anne-Claire Vial quand elle a parlé de son expérience sur le maïs, mais vous la rejoignez parfaitement. Cette évocation d'une économie insaisissable participe aussi du caractère anxiogène de l'actualité que Jean-Paul Delevoye évoquait ce matin. Le stress des marchés ! Qu'est ce que c'est ? Comment c'est fait un marché qui a le stress ? Mais ces messages là répétés en permanences sont des messages qui, quelque part, altèrent les rapports humains dans des espaces de vie. Est-ce que maintenant, vous qui êtes des hommes en responsabilités dans le monde agricole, je vous pose la question à tous les deux, vous avez l'impression que vos organisations professionnelles vont savoir concourir à cet apaisement du débat, à une gestion équilibrée, sereine et partagée des territoires ?

Luc Guyau

Premier point, je crois que pour réussir une gestion équilibrée des territoires, il faut qu'elle soit comprise de tous ceux qui sont concernés. Deuxième point, pour que l'agriculture économique productive, et non pas productiviste soit comprise par l'ensemble des populations qui nous entourent, il faut recréer des liens entre agriculture et alimentation.

Depuis trop d'années, on a séparé les notions d'agriculture et d'alimentation. On nous disait que la politique agricole commune coûte cher. J'ai toujours pensé que ce ne sont pas les agriculteurs qui ont bénéficié les premiers de la politique agricole commune, ce sont les consommateurs. Ils ont eu la quantité, la régularité, la qualité et le prix bas, tout ce qu'il fallait pour 0,40 % du produit intérieur brut communautaire. Donc si on n'arrive pas à le faire comprendre aux populations — et en particulier aux populations du nord de l'Europe qui n'ont que faire de l'agriculture, mais sont très intéressées par l'alimentation — il y aura toujours le dilemme : les gros céréaliers qui produisent pour l'exportation n'ont qu'à se débrouiller tous seuls et les producteurs de proximité qui font de la vente directe vont nourrir le monde. Eh bien non ! On a besoin de tous, des céréaliers, des grandes cultures et aussi de ceux qui font de la vente directe. Et cela a été dit ce matin. La vente directe, la production de proximité, ne pourra pas assurer plus de 10 % ou 15 % de la production alimentaire globale, en particulier sur les productions légumières. Il y a donc une sorte de réconciliation à avoir.

Troisième point, pour que cela soit bien compris, il faut aussi recréer la relation biologique entre le produit acheté par les consommateurs et le produit que nous produisons. Je vous donne deux expériences. Vous demandez à un enfant d'où vient la botte de radis, il vous répond de la grande surface. Mais ce n'est pas la grande surface qui a mis le grain de radis en terre, ce n'est pas elle qui l'a récolté. Elle n'a fait que le vendre. Vous demandez à un jeune d'où vient la brique de lait, il vous répond de la grande surface. Mais si le lait vient de la grande surface, à quoi servent les vaches ? Et comme il y a de beaux esprits qui disent qu'il faut supprimer toute la viande, donc supprimer l'élevage, supprimons ! Et puis quand on a supprimé les vaches, mais à quoi ça sert d'avoir des paysans puisque la grande surface peut tout faire ? On est dans cette situation là. Et je n'accuse pas la ville parce que, même dans nos petites communes rurales, nos jeunes enfants sont presque dans la même situation. On a donc tout un travail à recréer entre agriculture et alimentation et je me plais à savoir que, dans ce pays aujourd'hui, l'intitulé du ministère est « ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation » auquel il ne faut surtout pas oublier de rajouter la pêche et la forêt qui sont les deux espaces qui permettent de produire. Pour qu'il y ait cette reconnaissance entre territoire et vie économique, il faut qu'il y ait la compréhension de l'utilité de cette vie économique. Autrement on considère qu'il faut des espaces

naturels et que la production n'est pas importante. On vit avec ça et je ne suis pas d'accord. Il y a tellement de gens autour de nous qui discutent beaucoup de l'aménagement du territoire ou de l'écologie, de l'environnement tout en ayant un travail fixe dans la ville, un revenu assuré voire une résidence secondaire. Il faut réussir à réconcilier l'économie, l'environnement et l'aménagement.

Claude Beaufort

Il y a aussi les aspects du problème alimentaire mondial, le déséquilibre qui avait été instauré au regard des pays en développement sur les cultures vivrières. On sent qu'on est maintenant sur un espace mondialisé où tout s'est expérimenté et où il faut trouver des pondérations un peu plus stables, un peu plus éthique aussi ?

Luc Guyau

Il ne faut pas avoir peur de le dire, nous avons « fauté ».

Nous sommes restés trop longtemps dans des situations que nous n'avons pas maîtrisées. L'Europe a mis en place la politique agricole commune et on nous a dit de produire. On a plutôt bien réussi. On a nourri la France et l'Europe et on a pénétré le marché international, avec des mécanismes que beaucoup de pays en développement devraient copier aujourd'hui et que nous devrions respecter pour qu'ils se développent au moins pendant cinq ou dix ans : la protection aux frontières ; la politique de stocks ; la politique de régulation des prix. En parallèle, pendant 20 ans, la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International ont mis en place une politique envers les pays en développement – qu'ils critiquent aujourd'hui – avec l'idée suivante : « les prix de l'alimentation au niveau mondial ne sont pas chers, donc produisez des biens industriels, faites des devises et vous achèterez des produits alimentaires peu chers sur le marché mondial ». Les cultures locales et de proximité, en Afrique ou ailleurs, ont alors été abandonnées complètement. Et puis est arrivé le moment où ces produits industriels ont connu des difficultés sur le marché, donc plus de rentrées de devises et plus de productions locales. C'est de cette manière qu'on a appauvri les pays d'Afrique tout en supprimant ou en détruisant dans le même temps les capacités de recherche et semencière de ces pays-là.

Je vous donne un exemple. Je suis allé l'année dernière à la conférence régionale en Amérique du Sud au Panama qui est un petit pays, avec

quelques personnes très riches, beaucoup de pauvres, mais qui achetait son alimentation à l'étranger. Et le ministre me dit : « j'ai un problème, j'achetais mon alimentation à l'étranger, et du jour au lendemain, les prix alimentaires ont été multipliés par trois. Avec le même argent, quand c'est multiplié par trois, j'en achète trois fois moins ». Et il a rajouté quelque chose, qui m'a marqué pour toujours : « j'en achetais trois fois moins si j'en trouvais ». Ce qui signifie que si un pays, même riche, n'assure pas un minimum de sécurité alimentaire, il peut se retrouver complètement dépendant de l'étranger. Plusieurs exemples. En 2008, la Thaïlande ferme les frontières de peur de manquer de riz. Les pays qui achetaient du riz ne peuvent plus en acheter. L'année dernière, suite à une vague d'incendies et de sécheresse, les Russes ferment les frontières. L'Égypte, qui importe 90 % de ses céréales, dont 25 % de Russie, est obligée de se retourner vers les stocks européens qui étaient en France à l'époque, évitant ainsi peut-être la famine dans une partie du pays. Cette politique de développement au niveau mondial, des pays en développement est finie. Aujourd'hui, il faut relancer la production locale tout en faisant de la production plus importante. On a besoin de toutes les agricultures.

La difficulté que nous avons aujourd'hui est que nous ne sommes pas tout à fait sur la même longueur d'onde : les questions environnementales, sociales, fiscales sont différentes d'un pays du monde à un autre. Le poulet qui arrivait en Afrique avec des subventions européennes à un certain prix – l'Europe a abandonné aujourd'hui ses aides à l'exportation — arrive au même prix sans subvention en venant du Brésil. Il faut donc remettre un peu d'ordre au niveau de la gouvernance mondiale.

Claude Beaufort

Continuons dans la remise en ordre, dans l'apaisement des esprits par rapport à toute cette démarche, que l'on peut appeler une démarche de progrès. Je vais revenir vers vous Pierre-Olivier Drège, parce qu'en tant qu'ingénieur du GREF (Génie rural des eaux et forêt), vous avez beaucoup de responsabilités dans l'espace agricole. Vous avez été au contact, à la fois de la puissance publique, à la fois des réalités économiques du monde agricole. Lorsque l'on a dû relever le défi de l'autosuffisance au niveau national, on a accentué la logique des grands secteurs de production. Et je le dis devant l'ancien président de la FNSEA, il y a quand même eu une expression accusée de ces secteurs de production et la synthèse que réclame le monde rural entre les différents secteurs était

peut-être imparfaite. Vous êtes dans une maison qui a créé un organisme bancaire d'investissement qui avait été fondé sur un premier pacte de solidarité entre le monde de l'élevage et le monde de la céréaliculture. Vous avez été aussi le patron de l'ONF (Office National des Forêts) et vous connaissez bien la forêt. Quand on parle de la ruralité, dans toutes ses composantes, de vie, de milieu de vie, est-ce que la France arrivera un jour à faire la synthèse de l'ensemble de la production — forestière, élevage, cultures végétales — et que l'on retrouve une espèce d'unité de tous les acteurs et gestionnaires du vivant ? C'est un doux rêve ou c'est pour tranquilliser peut-être un peu vite les mouvements écologistes un peu tumultueux ?

Pierre-Olivier Drège

Je ne pense pas que ce soit un doux rêve et surtout cela existe déjà au sein de cette initiative que vous avez citée et qui a conduit, à un moment donné, les responsables agricoles, céréaliers, saisissant une opportunité de l'histoire, de créer cette structure complètement inédite — Unigrains en l'occurrence — par une contribution de l'ensemble des producteurs, des céréaliers pour alimenter un fonds qui assure effectivement cette dimension transversale, cette solidarité de destin entre les agriculteurs. Non seulement dans une démarche syndicale, mais dans une démarche opérationnelle, financière, de solidarité, qui s'exprime réellement dans des projets. Et aujourd'hui, cette structure existe toujours et elle a même été renouvelée dans ses ambitions. Notamment de faire participer directement les producteurs, avec des moyens financiers, à la structuration de ce que l'on fait de la production — ce que cette production devient lorsqu'elle est transformée —, qu'ils aient un levier direct, puissant pour organiser ce droit de suite de leur production et également cette solidarité entre les différentes familles de production.

L'idée est que les groupes agroalimentaires ne se constituent pas uniquement sous le jeu des intérêts et des interventions de fonds qui viennent de partout dans le monde. Je crois que c'est mettre à l'acquis de la profession d'avoir eu cette idée « de génie » qui anticipait sur les besoins d'aujourd'hui et ensuite de l'avoir portée, de l'avoir développée et de l'avoir adaptée aux réalités de notre monde globalisé d'aujourd'hui. Je pense qu'il y a là une dimension qui puise ses racines à la fois dans la dimension territoriale où il y a cohabitation des différentes familles professionnelles et des différentes productions, et à la fois dans la dimension globalisée où l'agroalimentaire se situe aujourd'hui. Il y a là

une courroie de transmission où les producteurs ont conservé ce droit de regard qui est un élément d'accrochage au territoire et d'accrochage au sol et, également, qui participe à une vision française de ce qu'est l'alimentation, qui n'est pas tout à fait la même que d'autres pays au monde.

Claude Beaufort

Je reste un peu sur le concept de développement « soutenable » qui pour des raisons historiques — vous avez entendu ce matin Jacques Arnould qui l'évoquait, en tant qu'ancien de l'agronomie lui aussi — est celui de la forêt. Pour autant, les organisations du monde agricole ont la totalité des productions du vivant dans leur espace de responsabilités. Est-ce que vous imaginez, vous, ancien président de la FNSEA — je sais bien qu'il y a une forêt domaniale qui est large, il y a des forêts de collectivités territoriales qui sont sous des statuts particuliers, il y a des forêts privées, etc. — que comme des pays nordiques, voire comme des pays d'Europe centrale, nous pourrions aussi amplifier ces coopérations entre tous les acteurs du vivant ?

Luc Guyau

Bien sûr, cela est souhaitable. Mais pour compléter ce qu'a dit Pierre-Olivier Drège sur l'aspect de solidarité des mécanismes Unigrains qui ont été mis en place, je dirais que cela nécessite aussi une certaine stabilité dans l'économie. Nous avons vécu pendant plus de 30 ans avec ces mécanismes de solidarités qui ont joué un rôle dans le cadre de l'agroalimentaire, de l'élevage et des céréales grâce à une certaine stabilité des marchés. La difficulté que nous avons est la suivante : est-ce que ce sera durable s'il n'y a pas des mécanismes régulateurs au niveau des prix agricoles aujourd'hui ? On le voit bien, la relation entre les céréaliers et les animaliers aujourd'hui est quelque peu tendue à cause de la fluctuation très importante des marchés qui sème le trouble chez les producteurs animaliers, mais qui peut aussi semer le trouble chez les producteurs céréaliers. Cela ne signifie pas qu'il faut avoir des prix complètement horizontaux, mais l'agriculture, de par ses raisons alimentaires et d'aménagement du territoire, ne peut pas être une économie comme les autres, dépendante des fluctuations du marché. L'alimentation est un enjeu majeur : quand on n'a pas à manger pendant trois jours, c'est quand même plus difficile à soutenir que quand on n'a pas de téléphone portable pendant trois semaines.

Sur la question de la solidarité entre agriculture et forêt – ce ne sont pas

deux secteurs complètement opposés, il y avait beaucoup de relations entre l'agriculture et la forêt, — la relation est encore un peu compliquée et dans l'esprit de certains, l'agriculture est l'activité qui déforeste, qui détruit la forêt. Alors que chacun sait aujourd'hui que la forêt, au contraire, augmente de surface chez nous. Il peut sans doute exister des complémentarités, mais cela n'est pas encore le cas aujourd'hui. Beaucoup d'agriculteurs sont propriétaires forestiers, mais malheureusement, ces propriétés n'ont pas d'existence véritablement économique, car elles ne représentent pas une surface importante.

Claude Beaufort

Dans les tensions que peut connaître le monde rural, entre les nouveaux occupants de la ruralité, une vision globale de tout le vivant s'exprime dans la forêt, dans la culture, dans l'élevage et qui est parfois source de conflits qu'il faut être attentif à résorber.

Je vais me retourner vers Claire Bolduc. Vous allez lui trouver un défaut, Antoine Rufenacht, c'est qu'elle est responsable de Solidarité Rurale au Québec et le Québec pour vous, c'est quand même un pays qui a été créé par des ressortissants de Saint-Malo, avant peut-être ceux du Havre, mais cela est peut-être un épisode tout à fait anecdotique de l'histoire.

Claire, c'est d'abord très sympathique d'être des nôtres aujourd'hui. Le Québec a émergé dans l'histoire universelle le jour où sont arrivés des paysans français qui avaient quelques difficultés de survivance dans leur terre d'origine et qui ont trouvé l'embouchure du Saint-Laurent. Ce qui fait que vous êtes un pays qui s'est construit à partir de l'apport de la mer ! Antoine Rufenacht, il y a là quelque chose qui doit accréditer le Québec dans votre cœur. Quand nous avons parlé de ce qu'était le mouvement de Solidarité Rurale, il y a une chose qui m'a frappé énormément. Quand on parle de la ruralité chez nous, spontanément on pense à un espace géographique, territorial. Et quand vous parlez de la ruralité, vous évoquez un milieu de vie. Ce n'est pas la dimension d'un sol qui serait anonyme, c'est un sol humanisé. Qu'est-ce qui fait, finalement, l'originalité de la ruralité au Québec ?

Claire Bolduc

D'abord bonjour. Je suis très contente d'être ici et je suis aussi émue parce que l'organisation que je préside, Solidarité Rurale du Québec, est née à peine quelques mois avant Sol et Civilisation, les 3, 4 et 5 février 1991. C'est le cri du cœur des ruraux, un peu comme celui des paysans en France. C'est le cri du cœur des ruraux qui souhaitent qu'on respecte

leur différence, qui exprimaient leur droit de vivre dans cette différence et leur droit d'être prospère.

Pour répondre à votre question, je vais commencer par faire un peu d'histoire. Ce ne sont pas des paysans qui sont venus en premier au Canada et au Québec, mais des marchands et des explorateurs. Les collectivités, les communautés qui se sont d'abord établies étaient des communautés commerçantes : Montréal, Québec et ensuite Trois-Rivières, une ville qui est située juste entre les deux, qui était, elle, industrielle. On faisait de la transformation, notamment de minerais parce qu'il y avait un potentiel énergétique associé aux rivières. Et l'économie des nouveaux pays, qui s'appelait d'ailleurs la Nouvelle-France, reposait sur ces ressources naturelles qui étaient tout sauf agricoles : les ressources forestières, halieutiques et cynégétiques, forestières et beaucoup plus tard, les ressources minières. On a découvert l'importance d'avoir des paysans, des agriculteurs dans nos communautés à partir du moment où l'approvisionnement alimentaire est devenu un enjeu, où les guerres ont mis mes ancêtres face au besoin alimentaire que la chasse et la pêche ne pouvaient pas assurer à long terme. Et là se sont développées des activités agricoles.

Solidarité Rurale du Québec a vu le jour dans un contexte où on vivait en Amérique la libéralisation des marchés avec les États-Unis. La libéralisation des marchés, c'était l'accord de libre-échange américain et c'était sous-jacent à ce qu'allaient devenir la mondialisation et la globalisation. Et à l'époque, ce qu'on entendait tout de suite après les mots mondialisation et globalisation, c'était consolidation et rationalisation. Dans des communautés qui constituaient depuis toujours des milieux de vie industriels, agricoles, forestiers, côtiers, parfois culturels et touristiques, comme c'est le cas de Charlevoix, ces mots rationalisation et consolidation venaient frapper de plein fouet les communautés rurales. C'est l'UPA (Union des producteurs agricoles) a qui avait décidé d'en appeler à des états généraux de l'agriculture parce qu'on perdait nos fermes et que ça avait un impact majeur sur la dynamique de l'ensemble du Québec. En préparation des états généraux, il y a eu une grande consultation. Jacques Proulx que je voyais ce matin dans le film « Le dimanche des Terres de France », qui était le leader de Solidarité Rurale, était aussi le leader du monde agricole et partait à la rencontre des villageois, de tous les ruraux. Et il s'est aperçu que ce qui faisait mal à l'agriculture c'était vrai aussi en forêt, en milieu minier, dans les pêches, dans les services, dans le commerce. On s'est aperçu que

pour sauver un village, ça prend tout un village. C'est comme ça que l'on a constaté que le village n'est pas qu'un milieu de fourniture de ressources, si alimentaires soient-elles. Le village est d'abord et avant tout un milieu de vie, un milieu que les gens choisissent.

En 1929 au Québec, au moment de la crise financière, il a été décidé de ramener les citoyens qui étaient des citadins dans les campagnes. On appelait cela la période de la colonisation. Et jusque dans les années 70, le ministère — qui allait devenir au début des années 60 le ministère de la colonisation et de l'agriculture — a porté le nom de colonisation et ensuite s'est appelé le ministère de l'agriculture des pêcheries et de l'alimentation. Donc, dans les années 30, on ramenait des gens dans les communautés rurales. Je vis dans un territoire neuf qui a tout juste 100 ans. J'habite la plus vieille ville de cette région qui a 125 ans. Ce sont des territoires neufs qu'on a voulu fermer dans le milieu des années 80 pour ramener les gens dans des centres urbains. Et les collectivités se sont levées pour dire : « non, ce n'est pas un espace de production, c'est un milieu de vie. J'habite ici, je vis ici, j'ai mes racines ici. Peut-être qu'elles ne datent que de 20 ans, mais c'est chez moi maintenant. Et c'est un milieu de vie ». Solidarité Rurale a milité, s'est mobilisée pour redonner confiance aux citoyens ruraux qui vivaient dans des villages qu'ils aimaient. Ce n'était pas que des agriculteurs, des forestiers, des mineurs, c'étaient aussi des artistes, des artisans, des politiciens, des créateurs. Beaucoup d'innovations qui émanent du Québec sont issues des communautés rurales. La plus connue actuellement, c'est sûrement le Cirque du Soleil. Redonner confiance. D'abord que les gens eux-mêmes aient confiance en eux. Redonner confiance dans la possibilité que ces milieux qu'ils habitent, qui les habitent — les milieux nous habitent — aient un avenir. Cela permettait aux ruraux d'imposer le respect. C'est la grande différence, je pense, qu'on peut voir dans la façon d'aborder les questions.

Solidarité Rurale a mené une action, « village prospère », dont le but était d'observer les milieux afin d'être capable de détecter leurs points forts et pourquoi avec si peu de moyens, quelquefois des milieux font des miracles. On se rendait dans des villages — de 500 ou 600 habitants — qui étaient de merveilleux endroits de vie. On allait voir ce qui faisait que cet endroit était très prospère. Et on allait dans un village proche, qui comptait 3000 habitants et qui allait très mal. On a vu que parfois c'est

des ressources, parfois c'est des idées, parfois c'est un paysage particulier, mais à tous les coups, ce qui fait la vitalité, ce qui rend la vie possible dans un milieu, c'est le leadership. Et ce leader peut être l'élu local, mais il peut être aussi un artiste, un homme d'affaires, une femme d'affaires, une directrice d'école — et on l'a vu —, mais c'est une personne qui a à cœur le développement de sa communauté, de son village, qui alimente l'inventivité de ses concitoyens et qui fait en sorte qu'ensemble, ils peuvent faire la différence, ils peuvent vivre de cette différence, ils peuvent l'exprimer, prospérer.

Claude Beaufort

Il y a des différences très évidentes. N'importe quel habitant du monde rural en France est à quelques kilomètres, voire quelques dizaines de kilomètres d'une ville. Chez vous, une communauté rurale se trouve à 150 ou 200 km de la ville et de ses services. L'occupation de l'espace dans votre réalité est très différente de nos quelques millénaires d'occupation du sol. Mais cela a dû vous laisser quand même quelques idées étranges. Cette Nouvelle-France qui vient regarder la vieille France d'aujourd'hui, que ressent-elle ?

Claire Bolduc

J'ai entendu ce matin la nouvelle France d'aujourd'hui. Je suis très fière d'être Québécoise, nos racines françaises sont restées très fortes. Au Québec, la moitié ou près de la moitié de la population habite Montréal et l'agglomération métropolitaine. C'est assez unique au monde. C'est aussi le cas en Colombie Britannique où la moitié de la population, à l'autre bout du Canada, habite Vancouver et l'agglomération métropolitaine de Vancouver. Cela signifie qu'il y a de grandes distances à parcourir quand on veut fréquenter nos voisins, voir nos cousins. Lorsque j'entendais les témoignages ce matin, j'ai vu de quelle manière on se donne des moyens pour développer les compétences dans les milieux, pour donner aux communautés et aux villages des facilités de se développer — c'est ce qui nous rejoint. J'entendais le vice-président du Parc de la Chartreuse qui parlait de partenariat. Solidarité Rurale est très militante et intervient dans les débats politiques pour mobiliser les citoyens, pour leur donner une voix forte de ruraux, à ces ruraux-là qui sont répartis partout sur le territoire. Au Québec, on s'est donné une politique nationale de la ruralité. C'est une reconnaissance de la diversité des territoires, des communautés rurales. C'est une reconnaissance qui s'accompagne de moyens. Le

premier moyen, c'est un catalyseur : un agent de développement rural. Je n'en ai pas entendu parler ce matin. Cet agent de développement rural est chargé d'établir les partenariats entre les communautés. Et ce que j'ai vu, ce que j'ai entendu ce matin, c'est que les partenariats, ici comme chez nous, sont essentiels.

On développe aussi la politique nationale de la ruralité, la capacité de prise en charge, le développement de compétences dans le milieu ou qui viennent rejoindre le milieu – parce que les milieux ruraux sont des milieux qu'on choisit comme milieu de vie. On ne les choisit plus parce qu'il y a un emploi, parce que c'est là qu'il y a de l'activité, peut-être parce que ce sont nos racines, mais on choisit un milieu de vie. Et ces compétences permettent aussi qu'on fasse de l'expérimentation et de la recherche dans nos milieux. Le but est que les gens du milieu développent leurs compétences, fassent l'expérimentation et la recherche de façons de faire innovantes qui leur ressemblent, qui s'appuient sur leurs différences, pour avancer, évoluer comme village, comme communauté.

Cela s'accompagne également d'une enveloppe, d'un budget : le pacte rural. Il est signé entre le gouvernement et les collectivités, pas seulement avec les municipalités, les villes, les villages, mais avec les municipalités régionales de comté qui regroupent plusieurs villages qui traduisent le plus fidèlement possible des territoires d'appartenance. Et rien dans le pacte rural ne dit, n'impose, ne prescrit la façon dont les sommes d'argent devront être utilisées. C'est le milieu qui détermine de quelle façon il pourra utiliser ces sommes d'argent. Alors on développe des compétences, on facilite les partenariats, on introduit les expérimentations et la recherche sur le terrain, dans les milieux. Vous le savez déjà, les partenariats et le développement, l'apport de compétences dans les milieux — ce fut démontré ce matin — c'est gagnant. Mais la recherche de terrain, dans les petites organisations, l'expérimentation directement dans les milieux, en tirer des leçons, la recherche observation, je n'ai pas entendu ça. Et c'est peut-être une grande différence.

Claude Beaufort

C'est intéressant d'avoir ce renvoi d'images que vous nous donnez parce que nous sommes tellement enfermés dans nos réalités que le rapport de civilisation au sol dans un pays comme le vôtre est assez stimulant. Il faut dire — c'est important pour Sol et Civilisation — que ce dialogue avec des

expériences de cette nature est aussi fondamental pour ne pas nous enfermer dans nos pesanteurs historiques et hexagonales et si l'on veut débloquer un certain nombre de comportements et faire évoluer positivement les esprits.

Claire Bolduc

Si vous permettez, je m'excuse. Il y a une chose qui est importante, c'est vrai chez nous et chez vous. Vos leaders, qu'ils soient élus ou non, qu'ils soient des actifs ou des gens dans vos milieux, vos leaders, ce sont ceux que vous devez entendre. Parce que ce sont ceux qui vont avoir la capacité d'influencer les organisations et les institutions, qui, elles, ne vous écoutent pas comme ruraux. Au Québec comme ici, le plus grand danger, ce ne sont pas les communautés qui se battent pour leur survie, pour leur développement, mais ce sont nos propres organisations et institutions. Et ce sont leurs échecs que nous vivons parce que ces institutions ne veulent pas perdre leur petit pouvoir d'influence politique.

Claude Beaufort

Quelle est la place de la femme dans le leadership au Québec ?

Claire Bolduc

J'ai vu qu'il y avait deux femmes sur une dizaine d'invités aux deux tables rondes. Au Québec, on en aurait vu un peu plus, mais au Canada anglais, pas vraiment.

Claude Beaufort

Avez-vous une législation sur la parité ?

Claire Bolduc

On a une vision qui ne se traduit pas nécessairement ailleurs au Canada sur la parité hommes femmes, mais ce sont des valeurs de sociétés qui sont extrêmement fortes au Québec.

Claude Beaufort

Je trouve que les femmes qui se sont exprimées dans ce débat ont assumé leur leadership. Dominique Wolton, quand les membres de l'équipe de Sol et Civilisation ont préparé ce 20^e anniversaire, ils ont été très impressionnés par une contribution que vous avez donnée et dont le

thème était « agriculture et mondialisation, le renversement anthropologique ». Avec un savoir-faire de communicant et d'écrivain, vous avez abordé ce problème en inventoriant les préjugés et les basculements. Et c'était quelque chose d'extraordinairement efficace pour la perception des problèmes de notre ruralité. Alors on avait à cœur de vous avoir dans cette célébration du 20^e anniversaire parce que vous êtes responsable d'une unité du CNRS qui est vouée à la communication. Votre président, c'est d'ailleurs Edgar Morin. Après vous avoir rencontré, j'ai lu son dernier livre et j'ai vu la paternité de sa pensée sur l'action que vous menez. J'ai envie de vous laisser, au titre de l'inspiration que vous avez donné involontairement à ce 20^e anniversaire, le soin de nous résumer pour vous quels sont les enjeux. Ce matin, Jean-Paul Delevoye, dans une ouverture très remarquée nous a vraiment fait injonction de réfléchir avec sérénité, optimisme, ouverture d'esprit, considérant que c'est fondamental. Et je sais que c'est peut-être une première conclusion que vous pourriez tirer avant que nous recueillions quelques questions de nos amis.

Dominique Wolton

Mon sujet, c'est l'anthropologie politique et culturelle et mon angle d'attaque pour comprendre les problèmes de société, c'est la question de la communication que tout le monde déteste, mais que personne ne peut oublier. On la déteste parce qu'on ne peut pas vivre sans communiquer et comme on manque la communication humaine, on dévalorise la communication. On dit que c'est de la « com » et on passe des milliers d'heures à utiliser des techniques qui, elles sont efficaces, mais ne permettent pas de nous rapprocher de notre voisin. Donc on est dans cette antinomie : la modernité c'est la communication, mais on la manque toujours.

Ce qui m'intéresse quand j'observe un phénomène, c'est quel rôle a joué la communication. Et le monde rural, sur 70 ans, a été l'objet d'un immense marché de dupes au point que ce monde est maintenant complètement sur la défensive . Après la Deuxième Guerre mondiale, on demande au monde agricole de sortir de sa tradition et de devenir enfin moderne. Il a été un des milieux professionnels, culturels qui s'est le plus adapté — quand on voit le chemin parcouru en 70 ans, les changements profonds sur le travail, la famille, l'exode rural, l'urbanisation, l'éducation,

les modes de vie, on est probablement une des parties du monde où les choses ont changé le plus, avec le plus de force, pratiquement tout le temps démocratiquement. C'est la preuve que les Européens savent ce qu'est la modernisation. – Le monde agricole a été un bon élève de la modernisation, il s'est restructuré, concentré, il a fait ce qu'il fallait pour être moderne et très moderne. Et plus tard, on l'a accusé d'avoir tué la nature, les campagnes, les cours d'eau. Et les écologistes se sont positionnés en sauveur de cette nature. Par conséquent, le monde rural cherche trop souvent à se défendre en répondant qu'il sait ce qu'est le développement durable, modèle qu'on lui a opposé comme si les campagnes, depuis le début de l'humanité, ne savaient pas ce qu'était le durable — merci pour l'historique du XIV^e siècle. Une précision sur l'histoire du mot. L'expression « développement durable » est d'abord sortie dans les années 75 — 80 chez les pays du sud qui s'en servaient comme critique contre nous et qui voulaient par là s'opposer à notre modèle capitaliste dérégulé, mondialisé. Et nous, les pays riches, l'avons volé et en avons fait un mot valise qui ne veut plus rien dire maintenant, et en outre, on en a oublié l'histoire qui était derrière.

Mais pour revenir au monde agricole, l'idée était simple : de compagnon de la modernité vous deveniez un adversaire de la post modernité. Mobilisé comme facteur de la modernité, le monde agricole est devenu ensuite celui qui avait trahi la modernité et contre lequel il fallait se battre.

Le raisonnement intellectuel est le suivant : la loi des trois stades, ces terribles, effrayantes lois économiques que nous avons étudiées depuis les années 45 et 50. Le premier progrès c'est l'agriculture : pas de rendement au bout d'un moment, on évolue vers le deuxième stade, le monde industriel, formidable, apologétique. Et puis quand le deuxième monde s'effondre, vive le troisième monde dans lequel nous sommes, le tertiaire et le quaternaire. Cela concerne plus de 80 % de la population active dans le monde, des personnes qui n'ont plus de rapport avec la matière, plus de rapport avec la nature. Tout le monde vit dans des immeubles de 20 étages et passe huit à douze heures sur un ordinateur pour le travail, auxquelles il faut ajouter deux heures chez soi. C'est devenu notre modèle de civilisation. Et par rapport à ça, vous étiez complètement perdus. Donc qu'est-ce qu'on a fait ? On a considéré qu'avec la productivité, on n'avait pas besoin d'autant de paysans. De 800 000, on va arriver à 400 000, 500 000. On pense même que vous

pourriez être 150 000. Concevoir des modèles de société et de civilisation avec la population active qui travaille la terre à 200 000 personnes, il faut être fou ! Et nous sommes complètement fous à cause d'une vision technocratique rationaliste des modèles économiques qui n'a jamais prouvé son efficacité . Les mêmes qui affirment que le monde agricole a disparu y trouvent évidemment leurs racines ou leurs post racines. Et on n'a jamais fait ce rapport entre le fait qu'on considère que le monde agricole « c'est le passé, il s'est modernisé, il a été trop loin, il faut le remettre à sa place » avec le fait que dans l'imaginaire occidental il n'y a pas d'autre chose que le retour à la terre : la même classe dirigeante, les mêmes Français ou Allemands ordinaires, dès qu'ils ont un quart de maison de campagne issue de leur famille, y vont dès qu'ils le peuvent. Et c'est là où il y a eu un marché de dupes. Parce que vous, le monde agricole, qui étiez porteur de ces valeurs, on vous les a volés, on vous a dit que vous aviez trahi et maintenant vous devez vous justifier. C'est une tragédie culturelle et elle est mondiale.

Un mot sur l'Europe. La PAC a été d'une diabolique intelligence parce que dans l'affrontement du modèle agricole et industriel, il y avait un conflit entre deux logiques et c'était extrêmement intelligent de sauver le modèle agricole européen, qu'il faut évidemment encore plus sauver. Et bien sûr qu'il n'y a pas d'unité dans le modèle agricole commun. Tant mieux, c'est toujours comme ça ! Il y a des visions contradictoires selon que vous êtes de gros céréaliers ou de petits éleveurs. Et au moment où, plus que jamais, nous n'avons plus de modèle du travail, nous n'avons plus de modèle de développement, et où on devrait sauver ce patrimoine qui a été un patrimoine politique avant d'être un patrimoine économique, on dit qu'il faut refaire la PAC . Par conséquent, il n'y a même plus ce modèle-là et comme il n'y a plus de modèle industriel parce qu'on a considéré que le modèle industriel c'était le passé — on a fermé les usines, délocalisé, restructuré, etc. — on se retrouve dans un modèle de société où il n'y a pas de référence au primaire, plus de référence au secondaire et un tertiaire qui est un véritable mollusque. La vie d'une personne du tertiaire ressemble à cela : assis 80 % de son temps, devant un ordinateur 80 % de son temps, fréquentant les mêmes magasins et enseignes que ses concitoyens et faisant de la gymnastique et du yoga tous les matins pour se maintenir en forme. C'est important du point de vue de la civilisation. C'est très important, c'est fondamental !

Je vais prendre quelques exemples pour finir. Dans les nouvelles technologies, on ne sait pas ce qu'est un territoire. On sait ce qu'est un espace parce qu'en 20 secondes on peut envoyer un message à Sydney. Grâce aux réseaux sociaux, vous avez 50 000 amis à Singapour ou 20 000 amis à Buenos Aires. Les réseaux ignorent ce qu'est un territoire. Or par définition, il n'y a pas de vie sans territoire et sans identité. Le problème anthropologique et politique qui est devant nous est le suivant : une fois qu'on a un monde tout petit — le fameux village global technique de M. Mac Luan — et qu'on s'envoie des messages dans tous les sens, et que naturellement on ne se comprend pas en dehors des informations banales, on a besoin de retrouver des territoires. Donc la question des territoires est évidemment devant nous. Je vous rappelle que les hommes se sont battus pour les territoires. Dans l'histoire de l'humanité, les hommes se battent pour deux choses : pour Dieu, la culture, la liberté, la représentation culturelle et puis pour le territoire. Et donc le monde rural, d'une manière ou d'une autre, est le gardien des territoires. Ce n'est pas un reste du passé, c'est évidemment la condition de l'avenir. Et comme il n'y a aucune civilisation sans territoire et sans travail de la nature, sans respect de la discontinuité de la nature, par définition ces questions deviennent centrales. On ne supporte plus d'attendre, on n'adore que la vitesse. Évidemment, n'importe quel paysan dans le monde dira qu'il ne peut pas contrôler complètement la rationalité du temps et si c'est une chose sur laquelle il doit plier, c'est ça. Et nous ne le supportons pas. Je vous signale que les programmes de météo sont les programmes les plus vus dans le monde. Ce qui signifie que n'importe quel paysan qui dit « je ne contrôle pas tout, il y a la sécheresse, etc., je verrais bien » est dans un modèle antinomique avec le modèle urbain, qui par définition est soi-disant un modèle rationnel. Or si vous me trouvez une rationalité dans la ville, vous me l'annoncez. Le seul modèle mondial que nous avons, c'est d'atteindre 80 % de la population dans les espaces urbains ou périurbains. Du point de vue anthropologique, la mondialisation est folle. Dans moins de 15 ans, il y aura des politiques volontaires, j'espère démocratiques, de retour à la campagne. Et dans la dénaturation dont le monde rural a été l'objet, vous avez été victime d'un des concepts terribles des technocrates qui s'appellent la rurbanisation : puisqu'il n'y a plus d'opposition entre la ville et la campagne — or les oppositions sont fondamentales dans la vie, il faut maintenir les oppositions parce que ça fait du conflit, donc de l'organisation et du symbolique —, il n'y a plus les

campagnes, certes les villes dominent, mais on va rapprocher les villes de la campagne en faisant du néo-rural ou du néo-rurbain. Cela veut dire qu'il n'y a plus de différence de nature. Par conséquent, il n'y a pas d'espace symbolique qui représente d'autres logiques et d'autres visions du monde.

Je vous donne un autre exemple de notre folie actuelle. Un des grands débats mondiaux, c'est qu'il faut plus d'égalité devant Internet parce qu'« Internet c'est la révolution, ça change tout. Il n'est pas normal que les 6,5 milliards d'individus n'aient pas accès à Internet ». Mais la question bien plus importante que l'égal accès à Internet qui n'est pas posée, c'est qu'on se moque complètement de transformer 80 % des zones rurales en désert. Dans nos pays européens, et en France, on ferme les tribunaux, les commerces, les juridictions, les hôpitaux de proximité parce qu'on dit que c'est « trop petit ». Dans un réseau Internet, celui qui est au bout du monde, au fin fond de l'Amazonie, est aussi important que celui qui est à New York. C'est une vue de l'esprit, mais c'est la représentation mentale favorable positive. On ne peut pas à la fois dire ça et à la fois dire que dans l'aménagement du territoire, on ne peut pas réserver des zones suffisamment petites pour qu'on puisse y vivre à plusieurs. Et quand on ferme un café, la poste, qu'on fait faire au café le travail de la poste, de la boulangerie et autre, par définition on désocialise.

Je n'ai pas de réponse à ce problème si ce n'est les idées que je vais développer maintenant. Premièrement, il faut renverser ce modèle intellectuel qui part sur une hypothèse économique complètement contestable : le progrès de l'humanité reposerait sur l'idée qu'il y aurait de moins en moins de gens dans le primaire et dans le secondaire et tout le monde dans le tertiaire et le quaternaire. On n'a jamais prouvé ça. Vu le désert anthropologique de nos existences, je ne suis pas sûr que vivre dans les villes soit finalement le grand progrès de l'humanité. D'autant que tout le monde retourne à la campagne dès qu'il le peut.

Deuxièmement, les questions de l'égalité des sociétés et de la cohabitation des systèmes de valeurs sont importantes. Et pourquoi l'Europe est-elle importante pour la mondialisation ? Avec la PAC on faisait cohabiter de manière contradictoire des points de vue complémentaires du rapport à la production, à l'espace, à l'aménagement du territoire, à la culture et à la civilisation. Et Jacques Delors le sait très bien. Ceux qui en Europe s'étaient battus pour faire cohabiter plusieurs modèles économiques avaient raison. Et au moment où dans la mondialisation et l'Europe, nous pourrions faire valoir ce modèle — cette expérience qui

pourrait être prodigieusement utile —, on dénonce le corporatisme de la PAC et on dit qu'il faut revenir à des règles plus normales de marché. Autrement dit, on ne veut pas admettre que dans l'organisation de la société, il peut y avoir des choses qui relèvent d'une relative rationalité économique et d'autres qui relèvent d'abord de la politique humaine, et qu'il pourrait y avoir un peu plus d'équilibre sur qui vit où, pour faire quoi, c'est absolument fondamental. C'est un tournant cognitif ou anthropologique : notre vision du monde est complètement déphasée — le monde rural n'est pas un reste du passé que l'on peut gérer comme les gentils gardiens du paysage, ou comme des parcs Astérix à qui on va pouvoir donner des subventions. Ce que représente la civilisation rurale est absolument fondamental pour l'avenir, pour le post tertiaire. D'ailleurs, il ne faut jamais dire ni post rural, ni postindustriel.

Et d'une certaine manière, la révolte à venir du monde rural rendra service à ce qu'il reste du monde industriel, parce que la manière dont le modèle industriel a été saccagé en 50 ans représente une question extrêmement grave aussi. Rien n'a prouvé qu'il fallait à ce point-là supprimer le modèle industriel européen au titre de la concurrence dont connaissez les arguments. Les hommes ont déstructuré ce que le travail humain, la vision de la religion, de la politique, de l'histoire, des traditions, des conflits, des haines avaient construit, dans le monde rural d'une part, dans le monde industriel d'autre part, au titre de quelque chose qui n'a ni sens ni identité et que le monde adore : le secteur tertiaire et quaternaire où il y a des systèmes d'information qui se développent partout sans rapport avec la matière et avec la nature. Anthropologiquement, je ne sais pas combien de temps on pourra durer. L'exemple de la Chine est parlant. La Chine se tourne résolument vers l'urbanisation : les immeubles ont 25 étages avec des appartements de 90 à 100 m² et 500 à 600 millions d'habitants qui s'y entassent. Nous, Européens, avons une tradition qui était alternative par rapport à ce modèle. On ne supporte pas de continuer à défendre un modèle qui n'est pas dominant. Et c'est en défendant des modèles qui ne sont pas dominants qu'on peut construire de l'alternatif pour demain. Et ce qui est intéressant dans l'histoire du Québec, comme dans toutes les histoires de révolte, pacifiques ou non pacifiques, c'est que si on ne dit pas non à un modèle de rationalisation mondiale, il faudra évidemment qu'il y ait des révoltes après. Elles seront encore plus douloureuses. Donc nous les Européens, et au sein de l'Europe la France, avons une tradition politique et culturelle extrêmement

intelligente des rapports entre la ville et la campagne, des trois secteurs, même si ces trois secteurs sont déséquilibrés. Et c'est vrai qu'il n'y a pas de révolte actuellement sur les travaux de prospective prévoyant 200 000 à 300 000 personnes actives dans le monde agricole. C'est de la folie. Parce que ce ne sont pas seulement 400 000 personnes du secteur de la population active qui sont en cause, mais c'est une vision du monde. Or, si on ne fait pas apparaître les différentes visions du monde — le fait qu'on ne pense pas de la même manière, on n'a pas la même expérience du temps, de l'espace, de tout ce qui fait qu'un rural n'est jamais un urbain et réciproquement — on risque ce qui a été extraordinairement bien dénoncé dans les années 20 et 30, le danger majeur : la rationalisation du monde. Et si le monde entier pense de la même manière — et Dieu sait qu'avec la globalisation il pense de la même manière parce qu'il n'y a même plus d'affrontement entre capitalisme et socialisme —, cette rationalisation qui est considérée partout comme le symbole du progrès va produire des contradictions majeures. Ce qui m'intéresse dans cette contradiction, vis-à-vis de la rationalisation, c'est que le monde rural qui est soi disant le témoin du passé, comme par hasard, est, en fait en bonne partie, porteur des valeurs à partir desquelles on va pouvoir contester cette rationalisation. Et tout cela a un nom. Ça s'appelle l'idéologie de la modernité. La modernité a fait faire des progrès extraordinaires, et quand c'est devenu une idéologie, comme toutes les idéologies, elle fait des dégâts. L'enjeu de l'idéologie de la modernité est la question suivante : est-ce qu'on supporte l'alternative, est-ce qu'on supporte que des gens ne pensent pas comme nous et ne vivent pas comme nous ? Et dans nos pays, quand même extrêmement civilisés en Europe, si à 27, 30 ou 32 demain, on n'est pas capable d'admettre la cohabitation des modèles entre la ville, la campagne et les industries, comment peut-on à ce moment-là — alors que c'est un projet politique démocratique formidable l'Europe — comment va-t-on pouvoir affronter la cohabitation avec le reste du monde ? Autrement dit, soyons d'abord fiers du travail qu'on a fait, puisqu'on parle de la PAC, revalorisons les conflits et les contradictions qu'il y a là-dedans, assumons-les, organisons un modèle de cohabitation de valeur. Ce modèle de cohabitation de valeur que l'on peut organiser au sein de l'Europe sur les traditions et la modernité nous mettrait en position de force pour dialoguer pacifiquement avec les autres.

Je voyage énormément. Quand vous êtes en Amérique latine, il y a une symétrie énorme avec l'Europe. Avec une bonne partie du Proche-Orient

et toute la civilisation de la Méditerranée, ça a été dit tout à l'heure, il y a un point commun. Et tous ces pays-là regardent ce que les Européens ont fait en 60 ans. Et si nous-mêmes ne sommes pas fiers de ce que nous avons fait, eux qui arrivent aux questions que l'on s'est posées dans les années 30 et 40, nous n'avons pas une solution pour eux — l'Amérique latine ne s'organisera pas comme nous, le Proche-Orient non plus, l'Asie du Sud-Est non plus. Mais on a une leçon d'histoire qui permet de reprendre des questions extrêmement anciennes de la politique à la culture à la religion. Ce que je veux dire par là, c'est que le sol et le territoire fondent une civilisation bien sûr, mais ce sont aussi des visions de l'homme. Et si on les castre, les visions de l'homme qui restent vont être extrêmement pauvres. Quelle que soit la figure de l'homme qui se construise demain, elle ne pourra pas se construire sans tenir compte de ses racines qui sont les racines sur lesquelles s'est construit le développement économique de l'homme. Et là nous avons basculé d'une discussion de civilisation à un strict économiscisme. Et l'économiscisme n'a jamais fait une civilisation. On en sort avec la crise financière, la prise de conscience. Réintroduisons de la politique et que le monde rural se dispute, qu'il y ait 25 conflits, ça ne pose aucun problème ! Que les intérêts des uns ne soient pas les intérêts des autres, aucun problème : la démocratie a donné l'habitude de gérer ces contradictions. Mais surtout ne pas toucher aux valeurs qu'elle représente, d'altérité. Pour moi, le vrai problème de la mondialisation, c'est la tyrannie de la rationalisation et le monde rural représente justement une altérité par rapport à ça.

Claude Beaufort

On peut remercier tous nos amis pour leur contribution stimulante et je vous laisse faire la transition avec les conclusions de Jacques Delors.

Michel Ledru

Je voudrais tout d'abord remercier tous ceux qui ont participé à ces tables rondes. Je voudrais en même temps remercier Claude pour sa remarquable animation. Je pense que tes connaissances et ton travail de préparation ont permis de rendre cette journée vivante et dynamique avec des tables rondes qui ont beaucoup apporté. Je voudrais aussi remercier tous ceux qui ont préparé cette journée et depuis très longtemps et qui n'ont pas été sous le feu des projecteurs : l'équipe de Sol et Civilisation et l'équipe de Fert qui ont préparé cette journée et ces débats et qui ont su travailler ensemble. Merci à Guillaume Dhérissard qui conduit l'équipe de Sol et Civilisation, merci à Anne Panel qui conduit l'équipe de Fert. Et je voudrais dire merci à Michel Mollard, qui depuis un certain temps a pris une distance par rapport à Sol et Civilisation, mais qui m'a beaucoup apporté et a beaucoup apporté à toute cette équipe et je veux remercier tous ceux qui sont au Conseil d'Administration, au Comité d'Orientation parce que c'est par leurs réflexions, leur approche, que l'on a pu et que l'on peut réussir cette journée qui est la partie visible, mais derrière il y a tout le travail que nous pouvons effectuer dans la réflexion et sur les territoires. Je voudrais maintenant demander à M. Jacques Delors de nous rejoindre. Monsieur le président c'est en même temps difficile et facile de vous présenter. C'est facile parce que vous êtes connu de tout le monde. C'est plus difficile parce qu'il y aurait tellement de choses à dire qu'on ne peut pas toutes les dire. Je ne vais pas rappeler vos fonctions. Pour moi vous avez été un homme politique engagé et plus attaché à ses convictions qu'à une victoire politique. Je voudrais rappeler que vous avez été président de la Commission européenne et j'ai un souvenir. J'ai accompagné, avec Luc Guyau, Raymond Lacombe à Bruxelles et vous nous y avez reçus. Le dialogue a été excessivement facile tant est apparue très vite la convergence des idées et des positions entre vous et Raymond. Vous avez accepté d'emblée d'être un des parrains de notre association et je peux vous dire que vous êtes le parrain le plus fidèle tant par votre participation que par l'acceptation que vous avez encore fait cette fois de venir conclure nos travaux. Merci.

Clôture

Jacques Delors

Monsieur le président, chère Madame Lacombe, Mesdames et Messieurs, le film que vous avez vu tout à l'heure a porté un hommage frugal, il y aurait eu beaucoup à dire à Sol et Civilisation et à son action depuis 20 ans. Vous me permettrez d'y associer ou d'y ajouter en mémoire et en affectueux souvenir Raymond Lacombe, Gérard de Caffarelli et Jean Dupuis avec qui j'ai eu le bonheur d'échanger très souvent, ces fondateurs, ces responsables, tous ceux qui ont contribué par leur expérience, leur analyse, à enrichir l'apport de Sol et Civilisation qui est aujourd'hui un élément indispensable dans la réflexion sur l'avenir de nos sociétés. Dans cette belle journée, toutes les dimensions ont été survolées et pour ma part j'ai beaucoup appris. Que puis-je ajouter ? Je voudrais tout d'abord vous dire que je ne vais pas m'immiscer sur le terrain des valeurs. J'ai entendu que certains des orateurs ou des intervenants prenaient acte que nous vivions dans une société des individus. Pour presque s'en féliciter en connotant cela avec l'idée que dans le fond l'individualisme contemporain a plus d'avantages que d'inconvénients. Ce n'est pas mon avis, mais ce n'est pas le jour d'en parler. Je voudrais simplement que ceux qui sont de cet avis ne se plaignent pas trop que la société manque de sens parce qu'il y a un lien entre cet éclaboussement de l'individualisme contemporain et la perte de sens, d'affinités ou autres. Que puis-je donc ajouter en dehors du terrain des valeurs ? Je pense qu'il y a trois piliers qui sont indissociables à la réflexion et sur lesquels je me permettrai de dire quelques mots : l'agriculture, le rural, et le territoire. Je ne veux pas les confondre. Ce serait rendre un mauvais service aux trois, mais je voudrais vous dire qu'ils sont indissociables et qu'il ne peut pas y avoir de développement rural sans agriculteurs.

Commençons par l'agriculteur. Luc Guyau, vous avez eu des discussions sans fin sur l'agriculture avec les 27 pays et même avant quand la Grande-Bretagne est venue, avec cette idée de certains que les agriculteurs n'étaient que de jardiniers du paysage. Or c'est une activité essentielle pour l'économie et pour le socle de l'être humain. Elle doit tenir compte de l'environnement certes, mais pourquoi stigmatiser plutôt une activité qu'une autre ? Bien sûr, les agriculteurs sont sensibles au fait qu'étant

obligés de moderniser, d'accroître leur production — puisque comme cela a été dit tout à l'heure, au moment de la fondation de la politique agricole commune, nous n'étions pas autosuffisants — il y a eu des retombées, mais je crois qu'on ne peut pas, au nom de l'environnement, stigmatiser une profession et une activité aussi essentielle. À ce propos, je crois qu'il faut être intransigeant, ensuite on peut dialoguer. Mais si on commence à accepter le discours de certains « tout cela c'est parce qu'ils ont modifié, violenté la nature », ce n'est pas possible. Elle doit prendre en considération le modèle mondial, la mondialisation, certes, mais l'agriculture, et c'est là ma divergence avec les partisans du commerce mondial à tout crin, n'est pas une activité comme les autres. Ce n'est pas une raison pour plaider pour le protectionnisme. Et Luc Guyau a rappelé tout à l'heure quelque chose dont on a beaucoup souffert. Le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale avaient deux idées. La première c'était de dire par exemple à la Côte d'Ivoire : « vous avez du cacao et du café, ça, c'est vraiment porteur donc ne vous cassez pas la tête. Vous achèterez les produits alimentaires dont vous aurez besoin à l'extérieur ». Depuis, ils commencent à reconnaître leurs erreurs. Et la deuxième idée, elle n'a pas tout à fait disparu, était : « je vais vous donner des recettes pour mourir guéri ». Et je pense en ce moment à la Grèce en espérant que le trio des technocrates voudra un peu ouvrir ses yeux et se rendre compte, qu'à un moment où la souffrance est telle, la contradiction économique est telle que ce n'est plus possible de s'en sortir. Donc l'agriculture n'est pas une activité comme les autres. On peut discuter avec ceux qui disent que le commerce mondial permettrait de nourrir plus de personnes. Moi-même je reconnais, je n'avais jamais douté de ça, que la mondialisation a permis à 800 millions de personnes de manger à leur faim, ce qui n'était pas le cas avant. Cette idée est essentielle. Un bien agricole, ce n'est pas la même chose qu'un service ou qu'un produit industriel quand on veut parler commerce mondial. Et je pense que ceci devrait rester une de nos lignes de force.

L'agriculture doit avoir toute sa place dans l'Union économique et européenne. On oublie une chose, c'est que ces principes font partie du contrat de mariage qui a vu la création de l'Union européenne à l'époque de la Communauté européenne. Ils font partie du contrat de mariage, ce qui est beaucoup plus important qu'une donnée économique. C'est une donnée politique. Et on va discuter des perspectives budgétaires à partir de 2012 jusqu'à 2020. Je pense que c'est le moment de rappeler cela, que ce contrat de mariage, dans ses principes, est intangible. Parce que la

France a considéré, elle n'était pas la seule à l'époque, que l'agriculture était nécessaire, économiquement, socialement, du point de vue de l'aménagement du territoire au point de faire des concessions au moment de la politique agricole commune. Car nous aurions pu, nous, vivre avec des prix moins élevés et enlever tout le marché. Nous avons concédé cela et il faut aussi le rappeler. Donc je pense que les principes ne sont pas négociables. C'est là où la politique est importante. Comme l'a très bien dit Dominique Wolton : où est la rationalité économique ? Et donc je crois que ceci, on doit le rappeler. Ce n'est pas une raison pour courtiser exagérément, comme certains font, les agriculteurs en disant « on va vous défendre tous intégralement ». Comme l'a dit tout à l'heure Luc Guyau, nous savons aussi nous engager. On fait une négociation, le mouvement agricole ne gagne pas à 100 %, à 70 %, mais il s'engage, il ne reste pas sur la berge. Par conséquent, sur cette base-là, il est possible de faire évoluer l'agriculture. Je pense qu'à l'intérieur de l'Union européenne, il y a deux points, parmi ceux que vous avez cités, qui sont importants.

Le premier, c'est défendre l'agriculture dite de voisinage. Elle ne représentera jamais plus de 15 % de la production, mais il faut la défense parce que c'est elle qui permet d'animer la vie rurale. Par conséquent, il faut aussi ne pas penser simplement productivité, compétition ou autre.

Le deuxième point, concerne une harmonisation progressive des coûts de production. Pour la France, c'est très important. Là, il y a un argument. Si au niveau des 27, on peut discuter de la pertinence, au niveau de ceux qui ont une monnaie unique, il est impensable de pouvoir continuer avec une monnaie unique s'il n'y a pas un minimum d'harmonisation fiscale et sociale. Par conséquent, il y a là deux lignes de force, me semble-t-il, qui devraient permettre de défendre l'agriculture comme un élément de notre réflexion et de notre passion.

J'en viens maintenant au rural. Je me rappelle l'exposé fait par Bertrand Hervieu, « les transformations des campagnes françaises au début du XX^e siècle ». Il a analysé six ruptures. Je n'en ai retenu que deux. Premièrement, jusqu'où va aller le phénomène de spécialisation et de concentration des productions ? Et toujours avec le même souci : la petite agriculture. C'est vrai que l'on a concentré des éléments de production plus près des grands centres de consommation, mais jusqu'où ?

Concernant le rapport au travail d'abord par le caractère exemplaire du travail de l'agriculteur et ensuite parce que comme vous l'avez dit très bien ce matin, 35 % des ouvriers résident en milieu rural. Mesdames et Messieurs, si vous suivez un peu l'actualité comme moi, vous avez vu que pour l'instant, il n'y en a que pour l'urbanisation. On n'entend parler que les penseurs de l'urbanisation. Mais jusqu'où va-t-on aller ? Sait-on que la pauvreté dans le monde rural est plus importante que dans les villes, y compris si je tiens compte des quartiers défavorisés. Sait-on, par exemple, que quelqu'un qui gagne entre 600 ou 800 €, qui a le minimum, le RSA ou autre, doit dépenser 400 à 500 € par mois pour se déplacer en voiture afin de trouver un travail. Comment fait-il ? Donc il y a une pauvreté profonde dans le milieu rural qui tient à beaucoup d'éléments qu'il faut rappeler ici. Nous sommes donc confrontés dans le monde rural, comme cela a été très bien dit, je vais simplement le répéter, à la fragilisation du lien social que l'appartenance à ce même espace ne peut à elle seule reconstruire. Et cette fragilisation du lien social qui tient au fait qu'habitent dans le monde rural des populations différentes, de plus en plus différentes, tient aussi en termes financiers et en termes sociétaux. Et tout ce qui a été dit ce matin, je l'ai bien retenu, je pense aussi que c'est important. Je crois que M. Perrier-Cornet, ce matin, a présenté un concept : le phénomène d'étalement urbain. C'est différent de ce que nous avons connu jusqu'à présent et cela mérite une analyse vraiment poussée pour voir ce qu'il va en résulter, du point de vue économique, social, sociétal, convivial. Même si ça dure depuis des années, nous n'en sommes qu'au début et il faut voir ce que cela va donner. Je pense que c'est là un thème d'étude très important, aussi pour essayer de mieux défendre le monde rural. En réalité, dans l'état actuel de mes connaissances, qui sont limitées bien sûr, je me pose la question suivante : le rural est un bien public, les services d'intérêt général disparaissent un peu dans le monde rural. Il y a un coût pour éviter cela. Si c'est un bien public, est-ce que la nation ne doit pas avoir conscience de cela ? Pour maintenir le milieu rural c'est un bien public, il y a un coût, budgétaire, un coût pour le contribuable. Et après tout un coût pour ceux qui, dans cet espace de retour à la nature magnifiée par le mouvement vert, viennent dans les milieux ruraux, un petit peu comme Jean-Jacques Rousseau, et il faut qu'ils reconnaissent le coût et ce milieu rural a besoin d'être entretenu, vivant. Et c'est ça dans le fond qui explique que, plus que jamais, le rural est un bien public. Évidemment, j'ai connu des mésaventures dans ce domaine. Je ne voudrais pas trop parler de moi,

mais je voudrais dire simplement que dans l'acte unique de 1987 qui a relancé la construction européenne dans le contexte de l'époque, et la politique de cohésion économique et sociale, j'avais obtenu l'accord pour un objectif de développement rural. Il s'appelait 5B, excusez-moi de ces détails. Depuis 1995, il est oublié. On a fait une deuxième phase de la PAC, mais ce n'est pas la même chose. Qu'est-ce qui était important dans le fait que la Communauté européenne prenne en charge le développement rural, s'y intéresse ? C'était la méthode, le « bottom up », l'accompagnement par la Commission européenne, la diffusion des expériences réussies. Et ce matin, avec René Caspar, j'ai ajouté une chose qui était plus importante, c'est la méthode. Et tout ce qui a été dit ce matin, c'était une question de méthode. À la recherche de toutes les valeurs ajoutées possibles, de toutes les synergies possibles, mais avec une méthode. Et ce matin, on nous a décrit pour trois dossiers la méthode. Et c'est cela que je voulais que la Commission européenne diffuse, la méthode. Parce qu'évidemment, il y a une différence entre l'exemple italien que vous avez pris il y a 3 ou 4 ans et les exemples de ce matin. Donc la cohésion économique et sociale est devenue une foire d'empoigne. Maintenant, il s'agit d'obtenir des chèques. En France, c'est un domaine qui a retrouvé tous les délices de la centralisation puisque c'est la Datar qui s'occupe de cela. Après ça on chantera les mérites de la subsidiarité. Franchement, il faut revenir à cette idée qu'il y a des expériences. On les fait connaître. On fait connaître également la méthode.

Le troisième élément c'est le territoire que vous avez ajouté ce matin et c'est vraiment important. « Se réapproprier les territoires, un enjeu de civilisation » disait Sol et Civilisation en 2007. Le territoire, c'est différent du rural, mais, bien sûr, je ne prends pas le territoire au sens large, je le prends comme il a été étudié dans la deuxième table ronde. L'homme sur la terre construit des territoires. C'est l'idée que vous diffusez. L'homme est en quelque sorte le gardien et le créateur de ces lieux. Le territoire est la matrice des relations humaines. La pleine conscience des interactions homme-milieu se perçoit dans le territoire. Donc le territoire est appelé à devenir, si nous ne devenons pas fous, un élément essentiel de la reconstruction d'une société où le lien social reprendrait de l'importance. Un territoire ne s'opposant pas à l'autre bien entendu. Et cette notion de territoire a été illustrée par les stratégies qui nous ont été exposées ce matin. Bien sûr, nous sommes dans le monde tel qu'il est avec le déclin et

nous cherchons la synthèse entre sécurité et stimulation. Il n'y a pas de meilleur élément pour se rappeler cela que la nature. Parce que la nature est là, elle est exigeante, elle nous dessert parfois, elle nous trompe, mais le paysan est la seule personne, qui ayant vu que la nature n'a pas correspondu à ses pronostics, dit « don't act » et remet ça le lendemain. Et ça, il ne faut jamais oublier. Les rêves de domestiquer la nature, de l'industrialiser, de la mettre à notre service, tout ça, ce n'est rien. Le paysan sait cela. Mon grand-père cultivait le blé, du blé noir. Il voyait que la récolte ne serait pas bonne, presque nulle, car il y avait huit mauvais jours. Il disait : « mon garçon, on recommencera l'année prochaine ». Cette école de la confrontation avec la nature, à la fois riche, généreuse et hostile, difficile à maîtriser, je crois que c'est un élément essentiel de l'humanisme. Cela va au-delà du développement rural ou du développement des territoires. Donc, sécurité et stimulation, on a besoin de la leçon du paysan pour comprendre cela. De même, solidarité et responsabilité. Le monde agricole, avant même la PAC et tout cela, avant même les premières lois sur l'agriculture savait ce qu'était la solidarité dans les villages. Donc solidarité, mais responsabilité en même temps. Donc le monde agricole connaît tout cela. Il est capable de transmettre des réflexions et des synthèses entre sécurité et stimulation, solidarité et responsabilité. Bien sûr, je ne vais pas revenir, tirer toutes les leçons de ce qui a été dit aujourd'hui, mais je pense que le « bottum up », le décollage par le bas, l'initiative ont été illustrés aujourd'hui. Les spécificités ont été mises en valeur. Combien ceux qui ont parlé aujourd'hui ont expliqué qu'ils allaient rechercher le petit trésor caché sur telle particularité de telle personne ou de telle région ; l'interdépendance acceptée au point même d'employer la formule de clusters ruraux que j'ai lue dans vos textes ; la territorialisation de la PAC ; les forces locales mobilisées.

Il y a une formule célèbre qui est celle d'un vendeur de biens rapides : « vite avalé, vite digéré, vite oublié ». Et dans ce monde-là, la nature tape à la porte et dit non. C'est beaucoup plus compliqué que cela et pour construire des hommes et des femmes, vous avez besoin de moi, de vous affronter à moi. L'image rurale resurgit dans ce monde des apparences et des médias. Les petits signes d'un autre modèle de développement se font jour. Sol et Civilisation y travaille, soyons quand même optimistes et restons courageux.

Merci.

Michel Ledru

Merci, monsieur le président, vous avez avec votre clarté et votre simplicité habituelle conclut nos assises, ce 20^e anniversaire. Nous vous en remercions. Nous vous retrouverons, je pense. Maintenant, il me reste à vous souhaiter à tous de réfléchir et de porter tous ces messages que vous avez pu entendre au cours de cette journée.

Merci à tous d'être venu.



Territoire

Milieu rural

Développement

Villes et Campagnes

Gouvernance

Homme

Gestion du vivant

Agriculture

Innover ensemble

5, rue Joseph et Marie Hackin – 75116 PARIS
Tél. : 01 44 31 16 61 – Fax : 01 44 31 16 74

soletcivilisation@soletcivilisation.fr
<http://www.soletcivilisation.fr>

Solet Civilisation